

Application E ET

de la doctrine Nixon ?

LES MARONITES LIBANAIS

raisons de l'agence. (...) La C.I.A., en 1976, avait encore la capacité bureaucratique de mener à bien sa propre politique au Proche-Orient...

tion israélienne au Liban et considèrent une telle initiative comme une « erreur historique ». La déclaration de M. Mondale, vice-président des Etats-Unis...

international se manifeste dans le même sens : pendant que l'administration Carter « blanchit » la Syrie au Liban, le président Assad est reçu à Moscou...

En particulier, que deviendrait les quatre cent mille Palestiniens présents au Liban ? Au cours de sa première rencontre avec le président Sarkis, en février 1977, M. Vance se serait enquis...

Les éléments d'information aujourd'hui disponibles ne permettent pas d'apporter une réponse à ces questions.

Le sort des Palestiniens

CETTE convergence n'exclut pas, évidemment, des divergences fondamentales entre les parties engagées dans le conflit.

vie d'Israël, ce qui coïncide à la première puissance du monde la construction d'un état minoritaire dans une région hostile.

Autre question : quelle forme constitutionnelle revêtait le nouvel équilibre au Liban ?

SELIM TURKIE (22) Interview publiée par l'hebdomadaire de langue arabe Al-Mountakhab, 21 octobre 1978.

Israël et la tentation chrétienne

DES le début de la crise libanaise, la politique israélienne visa essentiellement et invariablement à limiter les activités de l'O.L.P. au Liban et, si possible même, à les éradiquer totalement.

Par la suite, le changement de la politique syrienne au Liban eut pour effet de renforcer l'alliance entre chrétiens conservateurs et israéliens.

plus fréquentes. L'aide militaire qui leur était apportée s'accroît pour atteindre aujourd'hui 1 milliard de livres israéliennes depuis le début de la guerre civile, selon le premier ministre israélien lui-même.

plus récent que son prédécesseur travailliste, M. Rabin, aux demandes répétées des milieux chrétiens libanais d'une intervention militaire ouverte de la part d'Israël, ses soldats se sont bien

gérée de s'ingérer ouvertement dans les combats allégués que dans le Sud, où l'intervention atteignit son paroxysme en mars dernier, sans toutefois réaliser son dessein stratégique (4).

Par AMNON KAPELIOUK

< Nos leaders comptent sur Israël... >

APRES le revirement de la politique du président Assad, les milieux chrétiens n'auraient de cesse d'entraîner les Israéliens dans une guerre ouverte au Liban, dans l'espoir que l'écroulement des Syriens et de leurs alliés islamico-palestiniens permettrait la création d'une entité chrétienne séparée sur le sol libanais.

liens. Mais, il faut dire que les discussions, entre les partisans de l'intranséance et les éléments plus modérés au sujet du Liban sont aussi anciennes que la création de l'Etat.

Des chars et des canons

La polémique se poursuit au sein de l'établissement israélien entre « leurs chars », qui poussent à une intervention militaire encore plus active, et les modérés, qui refusent, pour leur pays, le rôle de « gendarmes du Proche-Orient ».

a mis fin aux rêves des « Israéliens ». Mais une intervention au Liban n'est pas définitivement exclue. Si les Syriens, par exemple, maintiennent leur attitude de refus face à la collaboration israélo-égyptienne, on ne serait pas étonné de voir cette éventualité surgir.

- (1) Cf. Amnon Kapeliouk, « le rôle multiple d'Israël dans la crise libanaise », le Monde diplomatique, décembre 1976. (2) Haaretz, 15 octobre 1978. (3) Jérusalem Post, 8 octobre 1978. (4) Cf. Amnon Kapeliouk, « la Sécurité d'Israël et le spectre libanais », le Monde diplomatique, avril 1978. (5) Cf. Dapar, 13 octobre 1978.

STERN GRAVEUR depuis 1840 CARTES DE VISITE, INVITATIONS la distinction d'une graveur traditionnelle

ARMORIAL GRAVEUR - MAROQUINIER 27 rue de la Harpe - PARIS

Les Grandes Routes Aériennes Europe - Algérie 103 Vols Par Semaine Londres - Barcelone - Genève Alger Oran Constantine Annaba

AFRIQUE DU SUD

Les difficultés du «développement séparé»

Les bantoustans en quête de capitaux étrangers

LA détermination de l'Afrique du Sud à aller de l'avant dans sa politique des bantoustans (ou «homelands»), censée apporter une solution finale au problème racial, frôle maintenant la tragédie-comédie. Après le Transkei et le Bophutatswana, qui accèdent à la «souveraineté internationale» respectivement en octobre 1978 et en décembre 1977, voici que le Venda est à son tour propulsé vers la même issue, promise pour la fin de 1979, malgré l'hostilité de la majorité de sa population.

Officiellement, la politique des bantoustans doit donner sa cohérence à l'objectif de «développement séparé» des différentes races. Cependant, en termes concrets, cela signifie que l'actuelle majorité noire, qui représente 77 % de la population, sera confinée dans dix «homelands» (ou foyers nationaux) dont la superficie totale ne couvre que 13,7 % du territoire sud-africain. Les bantoustans sont géographiquement morcelés — pas moins de cent trente fragments — ils renferment peu de ressources minières et comprennent les terres des plus pauvres et les moins aptes à la culture. En 1975, ces territoires furent totalement incapables d'assurer un minimum de moyens de subsistance aux quelque huit millions de Noirs qui y résidaient. Selon des statistiques d'origine sud-africaine, 24 % seulement des ressources de cette population proviennent des réserves elles-mêmes.

En réalité, la fonction assignée aux bantoustans est de servir de réservoirs de main-d'œuvre. Ne pouvant gagner leur vie dans ces zones appauvries, les jeunes Noirs sont forcés d'aller chercher du travail en Afrique du Sud. Au gré de la conjoncture économique, ils seront tantôt intégrés dans le marché du travail, tantôt exclus. Et le régime de l'apartheid n'aura plus qu'à se soucier d'un taux de chômage frappant 20 à 30 % des Noirs puisque les chômeurs seront renvoyés

dans «leurs» foyers nationaux. Là, les structures sociales demeurent traditionnelles et les relations de production encore au stade pré-capitaliste joueront auprès des travailleurs migrants le rôle d'un système de sécurité sociale prêt à les accueillir, limitant ainsi pour l'économie blanche les coûts de reproduction de la force de travail noire (1).

Pour mener à bien cet objectif économique, il a fallu élaborer de nouvelles formes de domination politique. La programmation de l'accession de ces réserves de main-d'œuvre au rang de «nations indépendantes» répondait à la nécessité de briser le radicalisme croissant du prolétariat noir dans les années soixante et soixante-dix (2). Par la même occasion, le régime raciste privait tous les Noirs sud-africains de leur nationalité : du moment où un bantoustans accède à l'«indépendance», tous les habitants noirs des villes sud-africaines originaires de la région en deviennent des citoyens. En procédant à cette «banalisation» de la population noire, le gouvernement de Pretoria espérait diviser l'opposition et laisser à ses intermédiaires chargés de gérer l'appareil d'Etat dans les bantoustans le soin de mener à bien la politique d'apartheid. Il pourra du même coup «abolir» le système tant honni des laissez-passer qui seront alors remplacés par des passeports émis par les autorités des bantoustans devenus «indépendants».

Cependant, pour les cinq millions et demi d'Africains vivant dans les cités satellites construites à la lisière des villes blanches, l'appartenance à une réserve tribale n'a guère de sens. En particulier pour les jeunes qui sont nés et ont grandi dans des lieux comme Soweto, Alexandra, etc. En montrant toute leur détermination à résister à l'apartheid lors des événements de Soweto en juin 1976, ils ont convaincu les autorités blanches de la nécessité d'accélérer la «bantoustanisation» de l'Afrique du Sud.

crire sur les listes électorales lors de la dernière consultation tenue dans le bantoustans. Qui plus est, un groupe d'étudiants parmi lesquels figurait le propre fils de M. Mangope mit le feu à l'Assemblée législative durant l'élection de 1977 pour protester contre la collaboration future avec la politique de Pretoria.

Par HOWARD SCHISSEL

Les manipulations politiques qui ont actuellement lieu dans le Venda, fournissent une nouvelle illustration de la manière dont les agents locaux de Pretoria entendent forger un «consensus» populaire en vue de l'indépendance. De 1973, d'ailleurs, il devient évident que le chef Patrick Mphahlepe dépendait entièrement des Blancs qui le soutenaient au sein du gouvernement sud-africain. Cette année-là, en effet, le parti de l'indépendance du Venda (VIP) — dans l'opposition — gagna treize des dix-huit sièges à l'Assemblée législative qui étaient à pourvoir par voie d'élection. Il pouvait aussi compter sur un certain soutien de la part des chefs désignés. De telle sorte que la plupart des observateurs s'attendraient qu'il se tienne une nette majorité qui aurait mis l'allié de Pretoria en mauvaise posture. Mais, juste avant l'ouverture de l'Assemblée, les chefs désignés se

virent soudain couverts à une expédition dans la réserve de chasse voisine. A leur retour, la popularité du chef Mphahlepe s'était miraculeusement gonflée qu'il avait été élu premier ministre (chef ministre) (3). Aujourd'hui, le VIP boycotte l'actuelle session de l'Assemblée législative (il avait remporté trente et un des quarante-deux sièges électifs lors des dernières élections) pour protester contre l'arrestation arbitraire de douze de ses députés. Pour donner le ton, M. Mphahlepe a indiqué qu'il était en faveur d'une indépendance dans le style du Transkei et que les partis politiques étaient étrangers à la tradition Venda.

Tandis que le gouvernement Botha s'apprête à octroyer l'«indépendance» au Venda, on ne peut pas dire que sa politique des bantoustans ait remporté beaucoup de succès à l'étranger. Bien que le Transkei ait rompu les relations diplomatiques avec Pretoria au printemps dernier, il n'a pas encore réussi à se faire reconnaître par un seul Etat. D'ailleurs, cette rupture est toute symbolique : l'Afrique du Sud continue de contribuer pour 150 millions de dollars au budget du territoire ; près de mille Sud-Africains détiennent des postes-clés dans son administration ; les trains continuent de circuler en direction de l'Afrique du Sud, d'où trois cent cinquante mille travailleurs du Transkei continuent d'envoyer leurs salaires à leurs familles restées sur place.

du Sud, de ne pas oublier ces régions qui s'équipent.

Si la France est en tête du mouvement pour accorder un soutien indirect au programme des bantoustans, d'autres pays occidentaux et d'autres intérêts financiers jouent aussi un rôle important. Récemment, on a annoncé la présence à Umtata, capitale du Transkei, d'un représentant du consortium arabe Medil Dupuis, dont le siège est à Beyrouth, pour y négocier un prêt d'environ 625 millions de dollars à faible intérêt (5). A Londres, le bureau du Transkei n'a pas démenti cette information. En outre, au début de 1978, un prêt important provenant de sources de financement américaines était en cours de négociation (6).

Tandis que le gouvernement du premier ministre Botha impose un défi aux plans réformistes mis au point par les puissances occidentales en vue de l'accession de la Namibie à l'indépendance, il redouble d'efforts pour mettre en œuvre, à l'intérieur de l'Afrique du Sud en crise, son grand dessein de modernisation du capitalisme racial. Mais la dynamique de la résistance nouvelle à l'apartheid, depuis Soweto, a ramené les espoirs d'un changement radical dans le pays. L'atmosphère est devenue telle que même les partisans de l'«indépendance» des bantoustans sont obligés de réaliser la faiblesse de leur crédibilité. Ainsi dans l'un de ses rares moments d'honnêteté, le premier ministre Mangope déclarait-il, juste avant l'accession du Bophutatswana à l'«indépendance», qu'il «ne blâmerait personne pour son scepticisme, pour son cynisme, ou pour son refus total d'envoyer, même pour une date éloignée, l'idée de l'indépendance» (7).

La principale cible

POUR améliorer la viabilité de ces entités artificielles, le gouvernement sud-africain a lancé une vaste offensive de nature à attirer les capitaux étrangers. Les stimulants sont de poids : en particulier, les salaires sont inférieurs de moitié à ceux de l'Afrique du Sud et l'activité syndicale y est interdite.

La France, décrite un jour comme la «meilleure amie» de l'Afrique du Sud par un ministre de ce pays, est l'une des principales cibles de l'opération. En septembre dernier, une délégation de la Société de développement économique (Corporation of Economic Development (CED), agence publique spécialisée dans la mise au point des opérations d'investissement étranger dans le bantoustans) s'est rendue en France. Des préparatifs sont maintenant en cours pour ouvrir à Paris une succursale de la CED qui prendrait la relève de la mission d'Asie pour le développement de l'industrie en Afrique. Les sociétés françaises n'avaient pas attendu cette visite pour sauter sur

les occasions offertes par les bantoustans. Les Grands Travaux de Manseille sont en train de construire le port en eau profonde d'Umqungwana au Transkei, moyennant un contrat qui représente 150 millions de dollars. De son côté, la Compagnie française des pétroles y a ouvert une filiale, Total Transkei. Peugeot a transporté une usine de bicyclettes dans la zone industrielle du Bophutatswana. Et, assez curieusement, une brochure publiée par les F.T.T. français mentionne le Transkei parmi les pays étrangers disposant d'une liaison téléphonique automatique avec la France. Enfin, la quatrième mission de l'Union française des industries exportatrices a recommandé à ses membres de ne pas oublier les bantoustans, car «si leur développement économique n'est pas aussi rapide qu'il serait politiquement souhaitable, les homelands n'en constituent pas moins des marchés qui auront tendance à devenir plus importants et plus indépendants. Nous conseillons à nos adhérents, quand ils songent à exporter vers l'Afrique

Manifestations électorales et résistance passive

MAIS, même dans les bantoustans, seules des tactiques répressives et des subterfuges politiques, utilisés par les Sud-Africains et leurs marionnettes locales, permettent à la force de l'«indépendance» de se jouer. Ainsi au Transkei, par exemple, toute activité politique est interdite depuis 1969 en vertu d'une législation permanente d'état d'urgence. Le premier ministre Kaiser Matanzima s'est employé à écraser les opposants, à arrêter les

dirigeants politiques hostiles à l'indépendance et à mettre en place les privilèges économiques réservés à une petite élite bureaucratique. Au Bophutatswana, ce fut seulement une fraction de la population (13 %) qui participa aux élections organisées pour constituer la présidence du chef Lucas Mangope. Dans une sorte de résistance passive, les Swasans résidents dans la région de Johannesbourg ont refusé de se faire ins-

La réduction

(1) Sur le rôle assigné aux bantoustans, voir l'article de Ruth First dans le Monde diplomatique d'août 1978.
(2) Cf. Brigitte Lecharrie, Lettres ouvrières et libération en Afrique du Sud, Syros, Paris, 1977.
(3) D'autres cas de manipulations politiques sont cités par Barbara Rogers dans son livre Disposer pour régner, Editions Droits de l'Homme, Paris, 1978.
(4) Cf. Charles Ceyran et Jean Chambon, députés U.D.R., Mme Copin et M. Martin, réformateurs ; M. Chauvel, non-inscrit) avaient assisté le 26 octobre 1978 aux cérémonies de l'«indépendance» du Transkei, aux côtés d'une vingtaine d'autres personnalités politiques étrangères venues à titre d'invités honoraires. Aucun gouvernement étranger n'y était représenté, à l'exception de celui de la République sud-africaine.
(5) Cf. Middle East, Londres, n° 44, octobre 1978.
(6) Cf. Financial Times, Londres, 10 mai 1978.
(7) Cf. le Financial Times de Johannesburg, 2 décembre 1977.

PANORAMA IMMOBILIER PARIS ILE-DE-FRANCE. VIAGERS - F. CRUZ. HOTEL DE CHAVIGNY. LE MARAIS. INVESTISSEURS. GRENELLE - CHAMP-DE-MARS. PARIS XV - Métro E-Zola (à 150 m). à 200 mètres de l'ETOILE. « LA RÉSIDENCE DU MOULIN ». 95 Avenue de St-Germain MAISONS-LAFFITTE. A LOUER ANTONY.

تكونا من الأصل

Du National Security Council au Centre d'analyse et de prévision

PLANIFICATION ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE

L'ÉVÉNEMENT est les honneurs de ce journal d'opinion devenu institution nationale. Le Canard enchaîné, dans son numéro du 14 novembre 1978, a publié un article de Michel Jobert...

Le modèle avait été le National Security Council (Conseil national de sécurité) des États-Unis...

La mise en œuvre, aux États-Unis, d'un processus d'aide à la décision si différents des méthodes diplomatiques et militaires traditionnelles...

Sans doute la France n'assume-t-elle pas des responsabilités comparables à celles des États-Unis sur l'échiquier de la grande politique étrangère...

Par CHARLES ZORGBIBE

Les sciences exactes, dans laquelle se drapent tant de théoriciens, est passablement fallacieuse, car les variables qui interviennent ici sont illimitées...

Un praticien, il revient de rompre avec sa conviction de l'infirmité de toute approche théorique ou raisonnée...

dans son domaine de compétence, nécessité encore accrue par la spécificité de questions telles que celles de l'armement nucléaire...

QUELLE est l'influence concrète des planificateurs sur l'élaboration de la décision de politique étrangère à Washington...

Le remplacement, en janvier 1949, du général Marshall par Dean Acheson à la tête du secrétariat d'État...

set de l'École nationale d'Administration (encore que les enseignements internationaux y soient trop réduits...

Indépendance structurelle, démarche critique

fication politique à long terme ne peut fonctionner avec succès si elle est contrainte de jouer le jeu bureaucratique à l'intérieur du système...

Les conditions d'une véritable planification - cet effort pour contrôler ou limiter l'incertitude en politique étrangère - nous semblent être au nombre de deux...

Théoricien et praticien

ÉTABLIR une hiérarchie d'objectifs à long terme est incompatible avec eux. Présenter aux gouvernements un éventail de stratégies de rechange...

et diplomates professionnels, elle aura permis à long terme une certaine prospérité, en clans et coteries fermés...

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

DANEMARK (30 août 1978) Premier ministre : M. Anker Jørgensen; ministre des affaires étrangères : M. Hans Kristensen...

REPUBLIQUE DOMINICAINE (16 août 1978) Président de la République : M. Antonio Guzmán; secrétaire d'État : M. Félix Rodríguez...

Ahmed; enseignement, culture et recherche scientifique; M. Hassan Mohamed; ministre de l'Intérieur: M. Mohamed El Ghazal...

Beza Vichari; justice; M. Mohammad Baheri; sciences et enseignement supérieur; M. Bouabou Mohamed...

portugais (25 août 1978) Premier ministre : M. Alfredo Nobre de Costa; ministre adjoint : M. Carlos de Costa Freitas...

Table with 2 columns: Date and Event. Includes dates like 18-30 NOVEMBRE and 1-15 DÉCEMBRE with corresponding national holidays.

EGYPTE (1 octobre 1978) Premier ministre : Moustafà El-Barâdi; vice-premier ministre, chargé des affaires de l'assemblée du peuple : M. Fikri el-Mohamed...

HONDURAS Junte militaire constituée le 7 août, après la déposition du président Juan Alberto Melgar Castro...

ISLANDE (10 septembre 1978) Premier ministre : M. Ólafur Jóhannesson; ministre des finances : M. Tommas Bernharsson...

ISRAËL (14 septembre) Premier ministre : M. Pèter Kestenes; vice-premier ministre et ministre des finances : M. Ben-Zion Bibi...

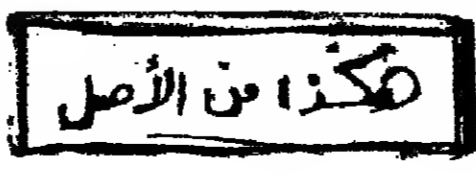
IRAN (27 août 1978) Premier ministre : M. Djalal Charif Emami; ministre des affaires étrangères : M. Amir Eshoour Agha Ghassemlou...

ISRAËL (14 septembre) Premier ministre : M. Pèter Kestenes; vice-premier ministre et ministre des finances : M. Ben-Zion Bibi...

ISRAËL (14 septembre) Premier ministre : M. Pèter Kestenes; vice-premier ministre et ministre des finances : M. Ben-Zion Bibi...

ISRAËL (14 septembre) Premier ministre : M. Pèter Kestenes; vice-premier ministre et ministre des finances : M. Ben-Zion Bibi...

ISRAËL (14 septembre) Premier ministre : M. Pèter Kestenes; vice-premier ministre et ministre des finances : M. Ben-Zion Bibi...



Vertical text on the right margin: 'ENTRE Les de Un nouveau réseau d'alliances Les mi du redépl indust' and 'Lire pages 10 à 13 :'. Includes small text about subscriptions and page references.

ANGÈRE

ENTRE

Les



(Photo Beryes-Syrra.)

Comment s'exerce la domination de la France sur les pays sous-développés les plus directement soumis à son influence ? Sous quelle forme pourrait-on promouvoir une solidarité entre travailleurs français qui ont bénéficié de l'expansion économique du dernier quart de siècle, et travailleurs du tiers-monde soumis à une exploitation renforcée ? C'est sans les auspices de l'Association des économistes du tiers-monde qu'un colloque a été organisé sur ce thème à l'université de Paris-VIII-Vincennes du 25 au 27 septembre, avec la participation de quelques deux cents personnalités, universitaires ou membres des organisations de la gauche française : parti communiste (Alain Chabat),

parti socialiste (Lionel Jospin), C.F.D.T. (Michel Roland), C.S.T. (Jean-Louis Maynot), Fédération de l'éducation nationale (Ray Lebouche), CREDIM (Centre d'études anti-impérialistes, Manuel Bridier). Sont aussi intervenus les responsables de l'Association des économistes du tiers-monde : Samir Amin, Abdelatif Benachoune, Myo Man Lan, Toghia Mah Tiphah et son président, Oscar Pina Santos. Comme d'autres pays industrialisés, la France se trouve dans une position à la fois dominée et dominante, et cela dans un contexte où les faibles Nord-Sud sont souvent compliqués par les relations conflictuelles Est-

Ouest. Il serait vain de penser qu'un tel pays pourrait affirmer sa situation de dominé en renforçant ses propres instruments de domination. Une issue possible réside plutôt dans un nouveau réseau d'amitiés, d'alliances et d'échanges avec les peuples soumis à la double exploitation de l'impérialisme dominant et de l'impérialisme dit « secondaire ». Le souci de développer la coordination des forces anticapitalistes et anti-impérialistes dans les divers pays concernés a évidemment dominé les travaux du colloque, dont les principaux rapporteurs résument ici leurs propres travaux et les thèmes saisis en cours de discussion.

Un nouveau réseau d'alliances

Les mirages du redéploiement industriel

Le diagnostic est sans ambiguïté : le capitalisme français reste un impérialisme. Pour certains, ce terme est flou ; pour d'autres, il relève plus d'un discours militant que de l'analyse rigoureuse. Précisons donc : c'est un système politique, économique, culturel et aussi militaire, qui permet de prélever un surplus de valeur des classes ouvrières et des paysannes dans les pays où il exerce sa domination.

Du fait de son histoire, l'impérialisme français (1) a une zone d'influence privilégiée : les DOM-TOM d'abord, l'Afrique francophone ensuite où, avec l'implantation des groupes miniers et industriels, les ventes d'armes, l'encadrement par le crédit, les multiples formes de « coopération », les interventions militaires, etc., s'épanouit le néocolonialisme. Ailleurs, les groupes français ne sont présents qu'à l'abri ou avec l'appui d'un autre impérialisme et, en général, du plus puissant : l'américain.

Car l'impérialisme français fait partie d'un système impérialiste mondial, dominé par la puissance américaine. Au sein de ce système, il occupe à l'évidence une place seconde avec un autre impérialisme déclinant (britannique) et deux impérialismes vivaces (japonais et allemand).

En 1971, les actifs industriels à l'étranger étaient estimés à 86 milliards de dollars pour les Etats-Unis, à 24 pour la Grande-Bretagne, à 9 pour la France et à 7 pour la R.F.A. ; les flux d'investissements français à l'étranger ne représentent que la vingtième partie de ceux des Etats-Unis, les deux cinquièmes de ceux de la R.F.A. ou du Japon. Disposant d'un appareil industriel, technique et scientifique sans commune mesure, d'une monnaie qui reste acceptée dans le monde entier

comme moyen de paiement, d'un puissant appareil militaire, d'une diplomatie d'une capacité d'intervention mondiale, les Etats-Unis conservent leur suprématie (2). Dans ce système hiérarchisé, compte tenu de la crise, de l'accentuation des rivalités intercapitalistes et de la montée des revendications des peuples et pays du tiers-monde, l'impérialisme français est en quelque sorte pris entre le bois et le corce : il est amené à choisir entre le déclin et l'alignement. Une fois passé l'heure de la geste gaullienne, les dirigeants français, avec Georges Pompidou puis avec M. Giscard d'Estaing, ont accepté l'allégeance aux Etats-Unis.

Sa dépendance par rapport à la puissance américaine s'est fortement accrue : les groupes industriels français s'allient de plus en plus aux groupes américains (nucléaire, informatique et, tout récemment, automobile) ; c'est aussi le cas des groupes financiers : Suez allié à Morgan, Lazard et Paribas à la Bank of America, et Bompain Schneider et Westinghouse, lequel reste dans l'orbite de Mellon (3). L'industrie française est plus pénétrée par le capital étranger que l'industrie allemande, et infiniment moins que l'industrie japonaise (laquelle l'est relativement peu). Dépendance aussi pour l'approvisionnement en pétrole, les télécommunications par satellites, les fournisseurs sont étroitement liés aux Etats-Unis), pour l'arsenal enrichi, l'approvisionnement en aliments pour le détail, les télécommunications par satellites, l'accès aux banques de données, le lancement des satellites,

Une stratégie inscrite dans la hiérarchie impérialiste

Par MICHEL BEAUD *

etc. Dépendance même pour les interventions militaires « autonomes » qu'il peut être amené à réaliser des lors que l'objectif est éloigné de l'Hexagone (exemple : les avions américains pour transporter les parachutistes français au Sahara).

Cette dépendance conduit parfois le capitalisme français à jouer le rôle de relais : c'est à travers L.B.M.-France qu'U.R.S.S. est présent dans nombre de pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe ; en 1978, les banques américaines ne détiennent directement en Afrique que cinq succursales mais, à travers leurs filiales en France, elles détiennent environ cinq cents filiales ou succursales en Afrique (4).

Ce rôle de relais ne se limite pas à cette dimension strictement économique, mais s'étend aux domaines politique, diplomatique et bien sûr militaire. Il ne doit évidemment pas être compris d'une manière mécanique : de même qu'il laisse place à la concurrence des autres impérialismes de même il préserve une certaine autonomie par exemple en matière de vente d'armes, d'avions de combat ou de centrales nucléaires, ou par le soutien qu'il apporte à certains régimes dont les Etats-Unis ne croient pas forcément la survie. Mais, dans le système de domination hiérarchisé, diversifié et mobile qui se met en place sous direction américaine, l'impérialisme français a inévitablement sa place et son utilité.

Le fer de lance

COMME les groupes américains pour l'impérialisme des Etats-Unis, les groupes industriels et financiers français constituent le fer de lance de l'impérialisme aujourd'hui : on le constate dans les domaines qui se prêtent le mieux à l'internationalisation du capital (commerce extérieur, exportations de capitaux et crédit, multinationales de la production, vente de technologies). L'appareil d'Etat apporte les concours et les moyens d'intervention diplomatiques et militaires nécessaires : coopération et aide, vente d'armes et coopération militaire, rôle de commis voyageur des groupes joués par des membres du gouvernement et certains hauts fonctionnaires. Derrière ces réalités, souvent spectaculaires, parfois masquées, il faudrait réussir à cerner le rôle et la démarche de l'oligarchie financière, mais aussi ses divisions et ses divisions. Les divisions des années 60, par fusion de la fraction « moderniste européenne » et de la fraction « coloniale reconquise », elle s'est constituée en couche hégémonique de la bourgeoisie capitaliste. A l'évidence, elle a fait le choix de

devenir dépendant ? Comment rester autonome sans être isolé ? Comment renforcer les liens avec lui sans irriter les dirigeants américains ? Plus fondamentalement, le choix fondamental est le suivant : soit accepter que les trois impérialismes secondaires (allemand, britannique et français) restent confinés, même en se coordonnant mieux, dans un rôle second et de relais ; soit viser progressivement la constitution d'un impérialisme européen, probablement sous dominante allemande, mais capable de « faire le poids » par rapport à l'impérialisme américain. Même si l'on peut trouver des indices dans un sens ou dans l'autre, ce dilemme n'est pas tranché et le débat reste ouvert au sein même de l'oligarchie financière.

Toujours hors de France, la tentation — la velléité ? — gaullienne de ramener et de regrouper toutes les forces exprimant une volonté d'indépendance nationale a été balayée. Le choix de l'oligarchie à l'égard des pays du tiers-monde résulte de deux constatations : d'une part, ce sont les régimes les plus autoritaires et les plus répressifs qui sont les mieux à même d'imposer dans leur propre pays les contraintes de travail les plus dures et donc les meilleures conditions d'extension du surtravail ; d'autre part, les régimes qui, par leurs pratiques raciales, la répression contre les forces ouvrières, paysannes et populaires, le mépris des droits de l'homme et le recours aux méthodes les plus brutales de meurtre organisé et de torture, se trouvent le plus isolés dans le monde, ont le plus besoin d'un allié dont la puissance reste modeste mais qui est capable, d'une part, de vendre des armes et, d'autre part, de mener à bien un certain nombre de réalisations minières ou industrielles. D'où la préférence des groupes industriels et financiers et de la diplomatie giscardienne pour les régimes les plus autoritaires du tiers-monde.

Sur ce dernier point, il ne semble pas y avoir de clivage sérieux au sein de l'oligarchie financière. C'est donc sur les deux autres problèmes — celui de l'alliance de classes en France même et celui des relations avec l'Allemagne dans le cadre de l'Europe — que les principales lignes de désaccord se dessinent.

(Lire la suite page 10.)

Lire pages 10 à 13 :

PAGES 10 et 11 : Suite de l'article de Michel Beaud. — L'économie de crédit international, nouvel instrument de l'assujettissement (Christina Palloix). — Dette et système monétaire (Suzanne de Brumhoff).

PAGES 12 et 13 : Les fondements d'une stratégie de solidarité avec les peuples du tiers-monde (Gérard Destennes). — Des échanges doublement inégaux : l'énergie et les matières premières (Jean-Marie Chevalier). — Le sort des travailleurs immigrés : vers un nouveau modèle d'exploitation ? (Albano Corsetti).

(1) Parmi les ouvrages récents : CREDIM, *Impérialisme français, Mémoires*, C.G.T., l'industrie française depuis 1958 : un bilan accusateur, 1978 ; les Socialistes et le tiers-monde, Berger Levrault, Paris, 1977 ; *Impérialisme français aujourd'hui*, Editions sociales, Paris 1977.
(2) Même si les responsables chinois et des économistes comme Christian Couroux pensent que le déclin des Etats-Unis est commencé.
(3) Voir Allard, Beaud, Ballon, Lévy, Lénart : *Déclinisme des groupes industriels en France*, Seuil, Paris, 1978.
(4) O. Pastre, *Le Capital financier international*, thèse, Paris, 1978.

مَكَذًا مِنَ الْأَصْلِ



(Photo Philippe Ledru-Sygnia.)

VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS
Qu'est-ce que le nouvel ordre économique international ?

plus économique (le rôle attribué à l'agriculture française, l'attitude à l'égard des prix des matières premières, etc.).
- l'insertion de la France dans le réseau mondial de l'imperialisme...

gauche française quant à la nature de l'Europe et qu'il n'est guère possible d'en attendre actuellement des actions communes à ce sujet...

donne un rôle tout à fait effacé, sauf à en faire un membre discipliné de l'alliance impérialiste...

d'orientation et de contrôle des finances publiques et de l'ensemble des politiques des Etats du tiers-monde pour le compte du capital...

naissance aux travailleurs immigrés du droit d'organiser pour leurs propres luttes. La lutte anti-imperialiste...

Comment « sortir de la crise »

Il faut d'abord sortir de la crise, mais cela ne signifie pas la même chose pour le peuple français et pour les capitalistes...

Mais un gouvernement ne saurait se dire démocratique sans entreprendre cette déstabilisation qui s'exprime en termes d'établissement de complémentarités dans le respect des indépendances nationales.

GERARD DESTANNE DE BERNIS.

Le sort des travailleurs immigrés

VERS UN NOUVEAU MODÈLE D'EXPLOITATION ?

Par ALBANO CORDEIRO *

AUJOURD'HUI encore, la compréhension globale du fonctionnement des courants migratoires de main-d'œuvre est insuffisante. Mais les aspects récents...

« site sociale » précise et qu'on assigne un cadre de contraintes qui déterminera son mode de vie.

Le système du travail migrant permet une séparation, pour la main-d'œuvre concernée, entre coûts d'entretien et coûts de renouvellement...

L'accroissement de coût monétaire du renouvellement et de l'entretien de la force de travail dans les économies dites développées...

En ce qui concerne les formations sociales et économiques des pays dominés, une attention spéciale devrait être portée sur le seullement aux différenciations et hiérarchisations qui s'accroissent entre pays-réserves...

Les modèles migratoires qui répondent le mieux aux variations de l'activité économique, sont les modèles de rotation que l'on peut voir à l'œuvre en R.F.A. et dans une certaine mesure, en Suisse...

Actuellement, le discours dominant tourne autour de deux idées maîtresses : la « révolution de la main-d'œuvre » et la « redéploiement industriel ».

Quant au « redéploiement industriel », à l'exportation des emplois, ils touchent surtout la main-d'œuvre française que la main-d'œuvre étrangère.

LES recherches de R.E. Verheeren, en particulier sur le comportement du secteur du

bâtiment et des travaux publics (B.T.P.) depuis le début de la crise, montrent les limites auxquelles se heurte la substitution de la main-d'œuvre immigrée...

Des statuts sociaux différenciés

D'APRES les hypothèses de restructuration des marchés « nationaux » du travail, on peut s'attendre à des modifications sensibles dans le fonctionnement du modèle migratoire :

1) L'apparition de catégories de travailleurs (nationaux et immigrés) soumis à des « statuts différenciés » et différenciés dans le mode de reproduction...

2) Une distinction plus nette entre masses de travailleurs immigrés destinés exclusivement à une « substitution », avec droit d'établissement...

3) L'entrée en jeu d'une nouvelle réserve de main-d'œuvre à bon marché basée dans l'espace national et constituée par des communautés étrangères ombrageuses...

4) La participation croissante des Etats des pays d'origine à la maîtrise des divers temps du parcours migratoire. On peut ajouter, par ailleurs, que cette maîtrise des divers temps du parcours migratoire...

Quelle réponse politique ?

PLUS que jamais le mot d'ordre de l'égalité de droits entre travailleurs immigrés et travailleurs français apparaît comme l'axe porteur de la lutte à engager, en particulier contre la précarité du droit de séjour...

La lutte pour l'unité des travailleurs français et immigrés est une lutte contre les facteurs qui entretiennent leur division. Cette division est un problème de la société française...

Tenir compte des différences pour les dépasser, ce n'est pas les transformer en « facteurs de division ». Lutter pour l'unité passe donc par le respect de l'autonomie (relative et limitée) dans une dynamique vers l'unité...

Le mot d'ordre « liberté de circulation et d'établissement » suscite de sérieuses réserves de la part des organisations syndicales et politiques de gauche...

(1) Notamment les travaux de Claude Melléroux, P. R. B. et autres.
(2) Ces gouvernements se représentent que les alliances de classes nationales et internationales...

La nécessaire solidarité du mouvement ouvrier international

POUR UN NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE MONDIAL

Par EDMOND MAIRE *

« L'attitude des syndicats des pays développés à l'égard d'un nouvel ordre économique... » c'est sur ce thème que l'ONU a organisé à Vienne (Autriche), les 23 et 24 octobre, un colloque au cours duquel se produiront de vifs affrontements entre syndicats des pays riches et représentants du tiers-monde. Les salariés des pays industrialisés sont-ils solidaires des travailleurs des pays pauvres ? Participent-ils à leur exploitation ? Ces questions étaient présentes au colloque de Vienne (voir pages précédentes). On trouvera ici la position du secrétaire général de la Confédération française démocratique du travail.

PERSONNE ne peut nier la solidarité idéologique du mouvement ouvrier des pays développés avec les peuples du tiers-monde, sa tradition internationaliste, son soutien actif aux luttes de libération politique et économique du tiers-monde — du Vietnam à l'Algérie en passant par l'Amérique latine, — son refus affirmé d'enterrer dans une sorte de club des ouvriers riches qui seraient solidaires de leur patronat pour défendre leur salaire et leur emploi contre les ouvriers du tiers-monde.

Je dis impuissance car dans le choc du pot de terre des idéaux abstraits contre le pot de fer des réalités objectives, on s'est avancé qui s'enfonce vainqueur... Souffignons d'abord que, avec une telle problématique, les forces de division ont le champ libre. A la montée du chômage structurel dans les pays développés est tantôt mise sur le compte des immigrés qui prendraient la place des Européens, tantôt décrite comme la conséquence de la concurrence des produits industriels exportés de façon croissante par les pays en voie de développement, sans compter ceux pour qui la crise trouve son origine dans la revalorisation du prix du pétrole et des matières premières. Même l'« aide », pourtant décriée, des pays industrialisés est mise en cause de développement se voit accusée d'être source de chômage.

ce sont les intérêts pétroliers qui conduisent à déplacer les industries de main-d'œuvre vers les pays en voie de développement, réservant les excédents de profits aux pays développés, assurant ainsi la continuité de l'échange inégal et de leur domination.

Le développement du pouvoir des travailleurs sur le contenu de leur travail — c'est-à-dire à la fois sur les conditions de travail, sur l'organisation du travail, sur l'outil de travail et sur l'utilité sociale des produits et des activités — nous apparaît comme un deuxième axe commun.

Et l'objectif de « vivre et travailler au pays » ne s'atteint-il pas de plein fouet à la logique du développement capitaliste national ou multinational à tous les types de migration, à la nature et à la localisation actives des investissements ? Un emploi utile pour tous, la réduction du temps de travail, la revalorisation du temps hors travail, des activités d'échange comme des loisirs, autant de revendications correspondant à des besoins essentiels et donnant déjà lieu à des actions convergentes. Il ne s'agit pas seulement d'économie. Vivre au pays, c'est répondre aux besoins de la vie quotidienne, c'est concevoir la croissance comme le développement prioritaire de services collectifs et individuels échappant souvent à l'économie de marché et non comme la seule accumulation d'objets à acheter et à consommer. N'est-ce pas là un thème autour duquel les hommes et les femmes du monde entier se donneraient volontiers la main ?

Proposer un nouveau type de développement

Si l'on sait aller au bout de ses potentialités, le mouvement ouvrier des pays développés peut intervenir avec force dans cette confrontation en convergence avec les forces de progrès du tiers-monde, conformément non seulement à ses principes idéologiques, mais aux intérêts fondamentaux des travailleurs qu'il rassemble. Pour cela, il doit proposer une solution de rechange, un projet solidaire et, au minimum, un ensemble d'axes de lutte qui donnent aux luttes sociales une double dynamique : celle d'une appropriation du pouvoir par les travailleurs et les peuples, celle d'un changement de l'actuel type de croissance productiviste dominant au plan mondial en un type de développement répondant aux besoins essentiels. Ce faisant, le mouvement ouvrier crée les conditions d'un dépassement des divergences d'intérêt aujourd'hui apparentes entre travailleurs du « Nord » et du « Sud ».

Le mouvement ouvrier des pays développés d'un projet socialiste autogestionnaire qui réconcilie socialisme et liberté et assure une nouvelle orientation de la croissance consistant des tentatives pour ébaucher l'indispensable solution de rechange solidaire.

Un nouveau type de développement, c'est aussi un nouveau type d'échanges. Le mouvement ouvrier n'est pas atteint de cécité à cet égard. Il n'est aujourd'hui que des dirigeants l'ont souvent entendu dans un plébe, par exemple en liant leur emploi à l'exportation d'armes tandis que les mêmes dirigeants tendent l'autre entrée du plébe aux jeunes Etats en voie de développement en liant leur indépendance à une militarisation forcée. Il est possible de sortir du dilemme en élargissant pour un nouveau type de coopération fondée sur une planification contractuelle des échanges industriels et agricoles. La réponse au sous-développement des uns et au chômage des autres passe par l'accession des pays sous-développés aux biens d'équipement et aux infrastructures leur permettant de mettre en œuvre le développement qu'ils souhaitent. Une telle politique implique la revalorisation du prix de leurs matières premières comme la possibilité d'exporter un certain nombre de leurs productions.

La croissance productiviste à l'origine de la crise

Si la crise, comme nous le pensons, est le produit du type de croissance imposé par le système capitaliste, les divergences apparentes entre travailleurs ne sont qu'un reflet des conséquences. Elles peuvent donc se résoudre s'ils luttent ensemble pour définir et imposer un autre

type de production, de consommation et d'échanges, un nouveau type de développement solidaire.

Aut point de départ de ce projet solidaire, se trouve un égal refus du productivisme par les travailleurs de divers types de pays. Le productivisme et la subordination des échanges commerciaux à la loi de la jungle qui en est la conséquence sont en effet à l'origine d'un fantastique gaspillage mondial des ressources humaines et matérielles, où le renouveau de la rentabilité à tout prix pour une minorité dirigeante s'accompagne d'une intensification de la charge de travail, du retard des équipements collectifs, de la recherche permanente d'économies de main-d'œuvre et donc d'un chômage structurel, de la division sociale du travail contra laquelle s'élevaient les travailleurs des pays industrialisés comme ceux des pays en voie de développement.

Ainsi la réduction des inégalités de salaires et de revenus comme des inégalités dans le droit à l'emploi nous apparaît répondre à une aspiration fondamentale des travailleurs de notre pays et constituer un des fondements d'un type de production et de consommation qui privilégie les satisfactions collectives par rapport à l'accroissement du pouvoir d'achat direct. Sommes-nous si loin d'un tel axe de lutte que nos camarades du tiers-monde fixent au « développement autocentré » ? De plus, toute action contre les inégalités internes à chaque pays freine le dynamisme du développement inégal entre pays.

Ne le nous pas, la convergence pour un nouveau type d'échanges sera difficile à établir entre le mouvement ouvrier des pays industrialisés et les peuples du tiers-monde, tant que des progrès n'auront pas été réalisés sur les autres axes d'un nouveau type de développement.

Quelle action ?

CET effet, il nous faut intensifier nos confrontations et nos actions. En confrontant nos points de vue, nous nous offrons d'élaborer des solutions qui ne soient pas conçues comme des compromis entre intérêts divergents, mais comme des éléments de dépassement de nos situations respectives, dépassements portés certes, mais significatifs d'un projet plus ambitieux. Nous nous efforçons aussi de dépasser les terrains où nous pouvons mener des luttes communes. Ainsi la renégociation de la convention de Lomé a donné lieu à des confrontations positives, d'une part, entre les syndicats de la C.E.E., d'autre part, entre des syndicats des cinquante-deux pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, enfin entre la Confédération européenne des syndicats et l'Organisation unitaire des syndicats africains.

La dimension continentale de l'action syndicale est une nécessité pour le mouvement ouvrier s'il veut peser d'un poids suffisant sur les institutions et les détenteurs du pouvoir économique et est véritablement débarrassée de toute équille de domination entre pays de niveaux de développement différents. Il serait très utile de ce point de vue que la dynamique syndicale unitaire au plan continental se manifeste au-delà de l'Europe occidentale et de l'Afrique.

REPERES
LE MENSUEL DU C.E.R.E.S.
N° 37

Contre la gauche américaine
Radio libre : les balbutiements de la liberté

Pris du numéro : 15 F.
En vente dans les kiosques ou au 13, bd Saint-Martin, 75008 PARIS. - Tél. : 887-76-42.

ABONNEMENTS :
France et pays de l'ex-Communauté française : 120 F
Etranger (hors A.P.) : 140 F
C.C.P. 34 875 30 J — LA SOURCE

COMMANDEZ DIRECTEMENT TOUS VOS LIVRES FRANÇAIS

LIBRAIRIE GENTY
(ancienne librairie DELAMAIN)
4, rue des Ecoles 75005 PARIS

Sur simple demande envoi gratuit de notre bulletin « Les Livres du mois ».



compteur décor de bureau contemporain en cuir et acier

ARMORIAL
GRAVEUR - MARQUINIER
38, PG-ST-HONORE 27 bis, RD RASPAIL 36, AV. VICTOR-HUGO
PALAIS DES CONGRES, PTE MAILLOT - PARIS

Recevez un CADEAU

Le Monde DE L'EDUCATION

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM
Prénom
Adresse
Profession (facultatif)

Je vous règle la somme de 60 F pour mon abonnement d'un an (onze numéros) au Monde de l'éducation, et je reçois en cadeau l'un des numéros cochés ci-contre.

OPTION : Je désire, en outre, recevoir les autres numéros que j'ai cochés :
Je vous les règle sur la base de 6 F l'exemplaire.

RECEVEZ EN CADEAU l'un des numéros suivants :

- « Mai 68 - Mai 78 », n° 39, mai 1978
- « Les jeunes parents », n° 28, avril 1978
- « Les Urtes d'enfants », n° 37, mars 1978
- « Le vote des enseignants », n° 36, février 1978
- « La politique au lycée », n° 35, janvier 1978
- « Les jouets », n° 34, décembre 1977
- « L'habitat en ville », n° 33, novembre 1977
- « Qui sont les étudiants ? », n° 32, octobre 1977
- « Les débouchés du bac », juin 1978
- « La Palmarès des universités 1978 », juillet-août 1978.

Vous pouvez, si vous le souhaitez, commander en plus de votre numéro cadeau, d'autres numéros. Il suffit que vous rajoutiez à votre règlement la somme de 6 F par exemplaire demandé.

Envoyez votre bulletin et votre règlement (chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde), au Monde de l'éducation, service Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09. (Tél. : 246-72-23.)

كندا من الأصل

dans les pays pauvres

LES FIRMES MULTINATIONALES ET L'ACCÈS DU TIERS-MONDE A LA TECHNOLOGIE MODERNE

Par GEORGES CORM*

Dans un précédent article sur les avatars de l'idéologie du développement...

Le tiers-monde revendique toujours la suppression des entraves...

Théoriquement, la pensée économique ne sépare plus les problèmes de développement et d'acquisition d'un potentiel technologique...

Cette situation — qualifiée de « sous-développement industrialisé » dans le cas de l'Amérique latine (5) — prend de l'ampleur...

En effet, le débat entre marxistes et libéraux s'est polarisé, et avec violence...

« Déballer » le prêt-à-porter

C'est à ce point que se rencontrent le courant libéral et le courant progressiste pour réclamer l'élimination des entraves au transfert de technologie (9)...

En réalité, ni la pensée libérale contemporaine ne s'intéresse vraiment aux problèmes réels, concrets, du transfert aux pays sous-développés...

moderne. Ainsi, pour les marxistes, ce n'est pas la technologie elle-même qui pose des problèmes...

Invocés par les économistes progressistes du tiers-monde les plus radicaux, cette stratégie a évidemment perdu du terrain...

Pour les libéraux, au contraire, les firmes multinationales sont à la base de la prospérité internationale; le monde leur est redevable de tout le développement de la technologie moderne...

aux mains des firmes multinationales. Nous sommes alors en plein univers marxien où technologie et matières premières s'échangent...

Cependant, d'autres éléments de réflexion commencent à se faire jour concernant les conditions qui assureraient le succès du transfert d'une technologie complexe dans un pays sous-développé...

Dans certains pays du tiers-monde, l'évolution récente montre d'ailleurs que la grande technologie ne semble réussir que lorsque le pays hôte joue intégralement le jeu de la division internationale du travail...

nationalisées. Ce qui est en cause à cet égard, c'est l'impossibilité de « déballer » la technologie fournie par les multinationales...

Gigantisme et innovation

Le refus de se soumettre aveuglément à la division internationale du travail ne suppose nullement le renoncement à la technologie moderne...

On peut donc se demander, avant d'être une marchandise du commerce international, la technologie est-elle d'abord du savoir et de l'organisation...

* Economiste libanais, auteur de « L'Économie du Liban » (1977), « L'Économie du Liban en déclin », « L'Économie du Liban », Beyrouth, 1977.

d'une meilleure redistribution des revenus, destinés à autocentrer la croissance, a'en trouvent alors paralysés. Dans ce cas, au lieu d'accroître la croissance...

Le succès du Japon et des pays du Sud-Est asiatique qui suivent son modèle confirme ce point; au contraire, on est en droit de penser que la source des problèmes économiques...

Savoir, capacité de gestion et capacité d'innovation constituent les piliers de tout développement technologique; c'est dans ces domaines que les efforts doivent porter...

Sur ce plan, l'effort des pays en voie de développement est à peu près nul; il y a eu certes un approfondissement des sommes colossales à l'importation d'équipements...

3 % dans les pays industrialisés. Le Japon, par exemple, consacré à la R. et D. 12 dollars par habitant...

Le retard des pays en voie de développement, par rapport aux pays industrialisés, est parfois un peu trop facilement utilisé pour justifier les erreurs de politique économique dans le tiers-monde...

Enfin, on ne saurait oublier que, même dans les pays capitalistes, une grande partie de la production est encore réalisée de façon indépendante...

Le dilemme du tiers-monde ne se pose pas dans les termes habituellement retenus dans les débats en cours. En fait, l'alternative n'est pas entre la technologie des firmes multinationales et des technologies dites « alternatives »...

On peut cependant se montrer sceptique sur la possibilité de certains pays sous-développés de faire un tel choix alors qu'ils ont déjà pris des options irréversibles en engageant des sommes fabuleuses dans les mécanismes et traditionnels de transfert de technologie...

Sur ce plan, l'effort des pays en voie de développement est à peu près nul; il y a eu certes un approfondissement des sommes colossales à l'importation d'équipements...

(1) Le Monde diplomatique, avril 1978. (2) On verra notamment les études présentées à la Conférence sur le développement et l'industrialisation en Afrique, organisée par l'Association des économistes du tiers-monde et le Centre pour le développement et la recherche économique et sociale en Afrique, à Alger, du 15 au 16 janvier 1978...

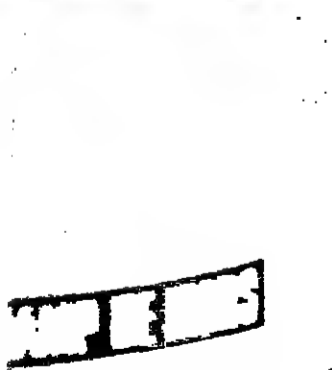
(10) Voir P. Jullé et J. Perrin : « Technologie et stratégie de développement - Problématique économique », in Transfert de technologie et développement, éd. de l'Institut de l'Économie mondiale, cité ci-dessus pages 11-57. La littérature anglo-saxonne est plus abondante...

croissance

UE

ère dame

ance.



ROBIA

هكذا من الأصل

Une nouvelle d'Hugo Blanco

LES feuilles de moutarde cuisinées, nous les appelons « navets hawch'a » (1).

Nous les aimons beaucoup, bien qu'elles évoquent la mort dans sa cause la plus répandue et la plus silencieuse : la faim.

Quand vient la faim, elle dévore les fèves, les maïs, les pommes de terre, la fécula de patate; elle ne laisse rien à l'Indien; rien, seulement les feuilles de moutarde, sans beurre, sans oignon, sans ail, sans sel même.

Après et encore après ces feuilles, arrive la mort; elles sont ses « héritants ». Arrive la mort avec ses différents pseudonymes en espagnol et en quechua : tuberculose, anémie pernicielle, pneumonie, puyru (source), wayra (vent), layqa (sorcellerie). On l'appelle par ses pseudonymes, parce que son nom véritable est un très vilain mot : LA FAIM.

Mais le navet hawch'a n'y est pour rien, c'est pour ça que nous l'aimons tellement. Je ne dis pas qu'il soit savoureux, je ne m'y connais pas dans ces choses-là; je me suis déjà trompé avec la fécula de patate, je disais qu'elle était très savoureuse et les connaisseurs affirmaient que c'est insipide. C'est pourquoi je dis seulement que nous l'aimons beaucoup, même s'il est lié au souvenir de famines.

Ces famines au cours desquelles parfois les gringos (ils sont si gentils !) nous envoient en aumône du maïs avec des charançons et du « lait » en poudre qui parviennent à la paroisse, à la mairie ou à la municipalité — et de là vont alimenter les cochons des propriétaires terriens. Je ne demande pas qu'on nous distribue cette aumône, j'exige qu'on nous rende ce qui est nôtre pour qu'il n'y ait plus de famine. Ce fut mon premier frère, Zeonon Galdos, qui demanda qu'on nous les distribue; ça lui a coûté cher. Parce qu'il avait exigé cela, M. Aranjó, le maire de Huanquite, l'a tué d'une balle. M. Aranjó n'a pas été arrêté, il est de bonne famille.

UN dimanche de mille neuf cent quarante et quelque, savourant ma ration de navets hawch'a, je bavardais avec la paysanne qui venait, assise dans la boue du marché de San-Jeronimo, Cuzco.

Nous bavardions du sujet du jour : les tremblements de terre. Elle m'expliqua leur origine : ils étaient envoyés comme châtiment parce que les Indiens de Paylin (2) s'étaient soulevés contre les pères dominicains de l'hacienda de « Pata-pata ». Voici ce qu'avait dit M. le curé à la messe du matin : « Le démon n'est pas mort, il est à l'hôpital de Cuzco. » M. le curé n'avait pas dit qu'il fallait que le « démon » meure pour que cessent les tremblements de terre, la paysanne l'avait compris ainsi toute seule.

— Il mourra ?

— Bien sûr, on dit qu'il est très mal, tout ça, c'est sa faute...

Elle ne voulait pas de tremblements de terre, elle ne voulait pas non plus aller en enfer, c'est pourquoi ses paroles condamnaient le « démon ».

Mais son visage, sa voix, la boue dans laquelle elle était assise, le navet hawch'a, son cœur — tout était de terre, de la même terre que le « démon » qui était à l'hôpital, d'une terre qui hurlait silencieusement son déstéré de voir le « démon » survivre.

Et Lorenzo Chamorro survécut... Il survécut à moitié, parce qu'il demeura invalide. Le médecin lui avait dit : — Seul un Indien comme toi peut être vivant avec six trous dans les tripes ; le plus embêtant, c'est la balle qui t'a atteint à la colonne vertébrale.

C'est ainsi que je l'ai connu longtemps après, déjà dans son coin ; du pus, de la saleté, des sabots, un grand poncho, une voix vibrante, des yeux de feu.

Je le regardai et sus que c'était vrai qu'il provoquait des séismes : mon sang bouillonnait, je tremblais tout entier quand je m'approchais de lui pour l'étreindre.

— Tayta (3), dis-moi.

Et il me dit des choses que je savais déjà : qu'à l'hacienda de « Pata-pata », les dominicains continuaient de s'approprier les terres de la communauté, que la communauté avait des titres de propriété, que la justice n'arrivait jamais, que les paysans avaient organisé un syndicat, que lui en était le secrétaire général, qu'on avait voulu le suborner, qu'il n'avait pas cédé, qu'on l'avait menacé, qu'il n'avait pas cédé, que, pendant qu'il était en train de travailler sur les terres en litige, le prieur du couvent de Santo-Domingo et des tueurs arrivèrent, que, parce que les tueurs ne connaissaient pas, le prieur le désigna « avec la même main qui consacrait le Très-Saint », qu'alors il fut touché par les balles de l'un des tueurs.

— Tous mes compagnons se précipitèrent pour m'aider ; je leur disais : « Non ! laissez-moi ! Attrapez-le ! Laissez-moi !... Attrapez-le !... » et alors je perdis connaissance.

Il n'y a pas eu d'arrestation parmi ceux qui avaient blessé l'Indien, ni d'indemnisation pour l'Indien blessé; cela va de soi, nous sommes au Pérou.

Les paysans craignaient d'aller lui rendre visite dans son coin d'invalide, c'était dangereux, compromettant... Mais les paysannes y allaient, « seulement pour rendre visite à sa femme », jusqu'à ce que M. le curé l'apprenne et soit obligé d'expliquer en chaire :

— Mes fils, le Seigneur a pardonné à ce village, mais vous abusez de sa bonté, vos femmes continuent de se

rendre à la maison du « démon ». Une pluie de feu va s'abattre sur San-Jeronimo !

Les paysannes évitèrent la pluie de feu, elles cessèrent d'aller voir la femme de Chamorro.

— Mon fils aimé pleurait en grattant sa guitare, il en est mort de chagrin.

MOI, je continuais à lui rendre visite, en quête de la pluie de feu, je la sentais en écoutant des histoires inconnues :

— Tu connais le mont Pico ?

El Maestro

— Oui, tayta, on le voit aussi du Cuzco ; et puis du chemin de Faruno ; depuis très loin on le voit, ce mont.

— Celui-là aussi, ils voulaient nous l'enlever. Ils envoyèrent des gardes à cheval. Nous, nous étions préparés.

Les gardes ne se rendaient pas compte que le chemin se faisait tortueux pour rendre leur ascension plus difficile; ils ne voyaient pas que les p'tata kiskas (cactus) oubliaient en les menaçant leurs bras hérissés d'épines; ils ne prenaient pas garde à la haine des pierres, des pierres rondes; ils ne comprirent pas que, si la grande blessure rouge de la montagne prenait couleur humaine, c'était de colère, de cette sainte colère de voir des gardes où il ne devait y avoir que des hommes.

Bientôt, quelques pierres bouillèrent; ce n'était pas des pierres, c'était des Indiens fondeurs; comme les Indiens d'autrefois, comme les Indiens de toujours, avec les frondes de toujours. Les frondes des troupes de Tupac Amaru, les troupes qui lançaient le cri de rébellion : Warak'a ! (4).

L'anti-humanité qui blesse l'homme. Une machine bétalisée qui ne pense pas. Un frère est enfermé dedans, c'est sûr, mais, tant que le frère ne surgit pas, c'est toujours cela : machine et bête, fabriquées pour blesser l'homme.

De l'autre côté, « les Indiens » : représentants de l'homme en général, humanisés au-delà de la bête, parce qu'aujourd'hui seule la rébellion transforme l'homme en homme. « Les Indiens » luttent pour l'homme, pour la terre; pour leur terre à eux et pour celle de tous les hommes.

— Ils arrivèrent soudainement. L'un d'eux m'attrapa et me fendit la tête d'un coup de pieu; je tombai raide, mais je me suis relevé pour lui planter un couteau dans le corps avant de retomber raide. Après je ne sais combien de temps, je commençai à entendre au loin les cloches sonner. « Que se passe-t-il ? me disais-je; pour qui sonnent-elles, pour moi ou pour le chien du gamonal ? » (5). Après, je bougeai un peu, me réveillai bien et me rendi compte que j'étais vivant. Je me tranquillisa, c'était pour

le « compère du gamonal » qu'elles sonnaient. Comme ça, même s'ils te cassent la tête, si tu dois continuer à te battre, tu ressuscites.

— Oui, tayta.

— Avec des procès, nous les Indiens on ne gagne jamais; il faut que ce soit comme ça, en nous battant. Les juges, les gardes, toutes les autorités sont avec les riches; pour l'Indien, il n'y a pas de justice. Il faut que ce soit comme ça, en se battant.

— Oui, tayta, comme ça, en se battant.

IL me conta beaucoup d'autres choses, il me conta qu'il ne s'était pas rompu les os en sautant du train en marche qui l'emmenait prisonnier.

— Tu racontes à des professeurs ce que je te dis ?



(Dessin d'Alain Kleinmann.)

Mais, cette fois-ci, les projectiles n'étaient pas ceux de toujours, ce n'était pas des pierres indiennes... c'était de la dynamite !

Le cerveau des gardes s'est embrumé; avant qu'ils ne se rendent compte de ce qui se passait, les chevaux étaient sur deux pattes et eux à quatre, dégringolant vers le bas au milieu des explosions, sans se soucier des bras étendus des p'tata kiskas qui s'enlèvent facilement du corps de la plante, mais difficilement du corps de l'homme ou de la bête.

— Ils ne sont plus revenus. C'est ainsi qu'il faut se battre, apprendre, avec la warak'a et la dynamite : avec la destrier des Indiens et l'habitude des métiers; il faut bien reconnaître ce qui est à nous et ce qui est leur.

— Oui, tayta... Il faut bien reconnaître ce qui est à nous et ce qui est leur pour mieux nous battre.

Et les leçons continuaient.

— Touche ma tête ici. Qu'est-ce qu'il y a ?

— Un trou, tayta, il n'y a pas d'os, un trou seulement.

— Je vais te raconter ce trou : c'était à Oropeza. Les Indiens, nous étions en litige avec le propriétaire terrien. Il avait trouvé des complices; nous, nous faisons attention. Mais, une fois, nous eûmes en une fête et nous étions en train de nous saouler; c'est alors que vinrent les complices du propriétaire, qui voulaient nous tuer à coups de pieu.

Les vieilles batailles, celles de toujours, celles des siècles, celles de la Terre entière; d'un côté, les « compères du propriétaire » : mélange de bêtes et de machines, comme tout ce qui se bat pour le maître — qu'il soit mercenaire, marine yankee, ranger ou jaune. C'est

— A quelques-uns seulement, tayta.

— Que te disent-ils ?

— Les uns me disent : « C'est comme ça », ils t'aiment, tayta; d'autres me disent : « Ce sont des idées étrangères. »

— Qu'est-ce que c'est que ça ?

— Je ne sais pas, tayta.

Et les leçons d'« idées étrangères » continuaient. Une pluie de feu.

Impotent, enfermé, il me passait son flambeau.

Mais, quelquefois, il éclatait.

— Au diable ! Je ne peux plus me battre ! Ces maudites jambes ne peuvent plus aller dans la montagne ! Mes mains ne servent plus à rien. Je ne veux rien. Je ne peux plus me battre, au diable !

— Si, tayta ! Tu continues à te battre ! Tu n'es pas vieux, tayta; tes mains, tes pieds seuls, sont vieux. Avec mes jambes, tu iras rejoindre nos frères, tayta; avec mes mains tu te battras, tayta; c'est comme si tu changeais de poncho, rien de plus. Mes bras, mes jambes, tu les prendras pour continuer la lutte. C'est seulement comme si tu changeais de poncho, tayta !

(Traduit de l'espagnol par Claude B. Levenson.)

Depuis le début des années 60, on connaissait le nom d'Hugo Blanco pour le rôle qu'il joua dans l'organisation de grèves de paysans dans la vallée de la Convención, près de Cuzco. Impliqué dans le meurtre de deux policiers au cours d'une manifestation, il fut arrêté en 1963 et condamné à mort. Cette peine ayant été commuée en vingt-cinq ans de détention, Hugo Blanco fut interné au pénitencier de Frontón, où il écrivit en 1969 le texte que nous publions ici. Amnistié par le gouvernement du général Velasco en 1976, il retourna alors l'exil au Mexique et en Suède, puis revint au Pérou d'où il fut expulsé, le 15 juin dernier. Dirigant du parti socialiste des travailleurs, de tendance trotskiste, il fut, malgré cet exil forcé, élu comme tête de liste du FOCEP (Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire) à l'Assemblée constituante qui s'élève actuellement sans parvenir à mettre sur pied de nouvelles institutions.

Qu'un « dangereux agitateur » se double d'un écrivain de talent, le phénomène est assez rare. Plus significatif encore est le fait que, depuis qu'il écrivit *El Maestro*, la condition des paysans se soit encore aggravée dans ces hautes vallées où les Indiens ne sont pas considérés comme des hommes.

(1) Hawch'a : crust, imputoyable, inhumain (en quechua).
(2) Village indien.
(3) Marque de respect en quechua; peut signifier « père, grand-père, seigneur ».
(4) Warak'a : fronde.
(5) Gamonal : propriétaire terrien.

Affaire Moro, vérité officielle et vérité tout court

DANS le Terrorisme italien, le livre de Giorgio Bocca qui vient d'être publié, on lit à la page 63 : « Le rapt Sossi (1) provoque une marée de commentaires d'où les Brigades rouges et leur réalité politique sont pratiquement absentes. Tous les journalistes, y compris celui qui écrit ici, répètent systématiquement l'erreur commise par les Brigades rouges : elles n'ont pas tenu compte de la logique externe normale et de même la grande presse d'information ne fait pas le moindre effort pour comprendre la logique du groupe terroriste. Mon raisonnement de l'époque, par exemple, est entièrement dans la logique politique normale, réformiste ; ceux qui ont enlevé Sossi avant le référendum sur le divorce ont voulu donner un coup de main aux modérés qui conduisent la stratégie de la tension, ils sont donc objectivement noirs (fascistes). Le seul qui soit arrivé à la vérité, par une intuition d'homme de lettres, est Leonardo Sciascia... »

Et il cite tel un bref article de moi, publié alors par *L'Espresso*, et—qui, si je m'en souviens bien, se voulait une réponse à un article du même Bocca : « Il n'y a pas de doute, selon l'orthodoxie révolutionnaire, que, dans le cas Sossi, l'action des Brigades rouges a été absolument irréprochable aussi bien quant à son opportunité que quant à ses effets. Si un mouvement révolutionnaire ne sait pas s'insérer dans les failles que la société, le régime et l'Etat qu'il combat lui offrent, et les élargir, s'il ne sait pas faire en sorte que les contradictions internes de cette société, de ce régime, de cet Etat ne s'aggravent et explosent, on ne comprend pas pourquoi et en quoi il peut se dire révolutionnaire. Et pourtant dans l'arc (2) dit révolutionnaire de notre pays on a donné toutes sortes d'explications de l'action des Brigades rouges sans la plus évidente : l'expliquer comme étant la façon de préparer et de commencer une révolution. L'interprétation la plus bienveillante a été celle de l'infantisme extrémiste, et dans un sens qui ne me paraît pas être celui de Lénine. Ne pas reconnaître l'action des Brigades rouges comme révolutionnaire, n'est-ce donc pas un système de changement de rapport entre les classes prolétaires et révolutionnaires, telles qu'elles sont aujourd'hui représentées et telles que le pouvoir et l'Etat se les représentent ? Est-il possible de parler encore de révolution si le geste révolutionnaire est craint par les forces même qui devraient l'engendrer, et non seulement à cause de la réponse contre-révolutionnaire disproportionnée qui pourrait s'en suivre, mais parce que, en soi, intrinsèquement, cet acte serait contre-révolutionnaire ? Cela ne donne-t-il pas à penser, à réfléchir ? »

A la relire aujourd'hui, je comprends que cette brève intervention de ma part ait pu apparaître quelque peu obscure — en particulier dans la seconde partie où j'évaluais trop synthétiquement le rapport entre les Brigades rouges et le P.C.I. — s'il n'est pas lu dans l'optique du Contexte qui était paru trois ans auparavant et de *Todo Modo* que j'avais publié ou que j'allais publier cette année-là, en 1974. Mais le jugement y était très clair, de toute façon, que les Brigades rouges étaient rouges,

et non noires comme tous les partis dudit arc constitutionnel le désiraient. Et je suis plus inquiet que satisfait en constatant aujourd'hui, dans le livre de Bocca, que j'ai été le seul à dire une « vérité si évidente », une vérité que déjà alors je considérais comme évidente. Est-il possible que, dans un pays où on remue tant de papier imprimé tous les jours, où on fait

image de vitalité et d'intelligence, est-il possible que j'aie été le seul, l'unique à arriver à une aussi simple vérité ? Hamlet dirait : « Il y a quelque chose de pourri au royaume de Danemark. » Dans la République italienne, c'est plus que quelque chose. Et je ne m'enorgueilliss pas d'être le seul à avoir eu l'intuition d'une vérité qu'il y a quatre ans personne n'a entendue

la forme la plus absolue que la vérité puisse assumer, et j'en ai pris pleinement conscience depuis que j'ai fini d'écrire sur la disparition de Majorana (3). La presse quotidienne et hebdomadaire s'est immédiatement déchaînée avec une curiosité frénétique à laquelle je ne m'attendais pas et qui m'a paru incroyable. De toutes parts, on me demandait des déclarations sur le livre, on me réclamait des bonnes feuilles. Je fis des déclarations, je donnai des pages à *L'Espresso* et au *Corriere della Sera*. Avant même leur publication, la *Repubblica* y consacra un article de fond ; le directeur, Eugenio Scalfari, déclarait avec des accents émuvoants sa foi en moi, écrivain : « Sciascia est un grand écrivain. Je suis convaincu que nous serons fascinés et émus quand nous lirons le texte de son pamphlet comme ce fut souvent le cas dans d'autres occasions... » Mais tant de confiance me l'empêchait pas d'avancer une grave réserve : j'aurais dû lui épargner, à lui et à tous les Italiens qui pensaient comme lui, un livre sur l'affaire Moro écrit avec les intentions qu'il m'attribuait, suppositions en partie gratuites, en partie fondées sur mes déclarations. De toute façon, étant donné que j'avais eu la méchante idée de l'écrire et que je persévérerais dans l'erreur en le publiant, Scalfari procédait à une distinction qu'on peut condenser en pardonnant un dysjunctif du poète dialectal romain, Cesare Pascarella : « L'artiste, je le respecte, l'homme je lui jure une terreur. » Il committ ainsi une petite imprudence, une petite erreur : il devait au contraire cogner à la fois l'artiste et l'homme.

Il l'a commise par hâte, par impatience, mais il put la réparer un mois plus tard en publiant un autre article de fond dans *La Repubblica*, c'était d'ailleurs un des plus longs qu'il ait jamais écrits. « J'avoue, disait-il en conclusion de cet article, que cette fois le miracle de l'art auquel je m'attendais ne s'est pas produit. » Il avait finalement lu le livre, et il n'en avait été ni ému ni fasciné. Le miracle qu'il attendait comme les dévôts de San Gennaro (4) qui chaque année attendent la liquéfaction du sang, n'était pas arrivé. Cela signifie que, désormais, s'il veut vraiment continuer à croire aux miracles, il lui faut justement croire à celui de San Gennaro plus qu'à celui de l'art.

L'antique tragédie du pouvoir

Par Leonardo Sciascia

tant d'analyses et trouve tant d'artifices, dans un pays où il semble que tous savent tout de tous et de tout, dans un pays qui réussit encore à donner de lui une

et qu'aujourd'hui ils reconnaissent ; cela n'aboutit plus. Cela me donne le sentiment d'évoluer dans la réalité italienne non comme un voyant mais comme un fantôme.

L'indépendance et le détachement

BOCCA dit : « par une intuition d'homme de lettres ». Mais je ne suis pas le seul homme de lettres en Italie. Et puis : qu'est-ce que l'intuition d'un homme de lettres ? Peut-être la capacité d'arriver à une synthèse en faisant au moins des analyses, de rassembler et de représenter synthétiquement — par états d'âme, par symboles, par emblèmes — ce que Machiavel appelle « la vérité réelle des choses ». Mais ce n'est pas tout. Il faut une condition pour qu'une telle capacité s'exerce sur les faits actuels, sur la matière grave de l'histoire quotidienne : et cette condition c'est l'indépendance, l'isolement, l'absence de lien avec toute forme de pouvoir constitué, l'indifférence à tout chantage économique, idéologique, culturel, et même sentimental. Ce qui autrefois s'appelait solennellement détachement des biens de ce monde. C'est une condition extrêmement difficile à réaliser, mais dont nous pouvons d'une certaine façon nous approcher, ou au moins le tenter.

l'art étant des degrés d'éloignement de la réalité et de la vérité. Ou présente l'homme de lettres, l'artiste, comme « une chose légère, aérienne et sacrée », l'écrivain, l'artiste, comme capable de fasciner, d'émuvoir, de convaincre, mais seulement par art, par artifice, « la vérité réelle des choses » étant autre, bien différente. Tout a commencé par une note de mon journal publiée par le *Corriere della Sera*. J'y disais mon état d'âme après avoir fini d'écrire un pamphlet sur l'affaire Moro, et je faisais des considérations sur la littérature précisément, qui est pour moi

<L'immense plaisir de vous avoir perdus>

JE parle de Scalfari et de son journal parce qu'il s'est comporté de façon exemplaire à l'égard de mon livre ; exemplaire dans un sens négatif, en servant d'éclaircisseur aux autres. *La Repubblica* a publié quatre articles sur mon livre, dont deux avant de le lire. Trois de son directeur, et un compte rendu réel d'une de ses rédactrices. Deux pour dire que le livre ne convenait pas dans son contenu, et deux pour dire que la forme non plus n'était pas bonne. Des données et des documents sortis après la publication des deux premiers articles prouvaient la justesse de mes déductions et de mes jugements ; le tir à dû se déplacer sur la forme, sur le miracle qui ne s'est pas produit. Comportement vraiment remarquable et qui a beaucoup servi d'exemple. Il faudrait les rassembler, ces exemples, cela servirait à donner une idée de la manière dont un pays libre se sert précisément des instruments qui devraient être ceux de la liberté pour se rendre à un régime et, en un certain sens, le créer. On pouvait déjà le repérer pendant le déroulement de l'affaire, du 16 mars au 9 mai de cette année, mais plus encore aujourd'hui, au moment où, la réflexion ayant succédé à l'émotion, la meilleure partie du peuple italien croit que la vérité va finalement être mise en lumière.

sent sous le nom de *Mémoires* : ces pages que les Brigades rouges ont rassemblées en montant des choses dites et des choses écrites par Moro dans la « prison du peuple ». Il y en a qui sont d'une vérité splendide, de cette vérité dont Moro, désormais tragiquement libre, s'était finalement approché. « J'ai un immense plaisir à vous avoir perdus », dit-il à ses amis d'un temps qui lui aura semblé très loin, « et je souhaite que tous vous perdent avec la même joie que celle avec laquelle je vous ai perdus. » Ce sont-là des paroles qui semblent nous arriver de l'antique et éternelle tragédie du pouvoir.

Quant à moi, je crois avoir contribué à éclairer la vérité avec ce petit livre. Tout ce qui est arrivé depuis le 24 août, date à laquelle j'ai fini de l'écrire, m'en donne confirmation. Je regrette seulement de ne pas avoir connu les pages qui paraissent

(1) Le juge génois Mario Sossi fut enlevé le 26 avril 1974. Intervenant à la veille du référendum sur le divorce, cette action des Brigades rouges fut la première à avoir un grand retentissement. Le juge Sossi fut libéré vivant après un interrogatoire qui révéla de très graves menaces dans les milieux judiciaires, politiques et économiques de Gênes.

(2) Formule forgée par Sciascia et faisant pendant à celle de l'ère constitutionnelle. L'arc constitutionnel est une locution courante pour désigner les sept partis qui, dès dans la Résistance, participèrent à l'Assemblée constituante de 1946 (N.D.T.).

(3) Ettore Majorana était un physicien du groupe Enrico Fermi, qui devait jouer un rôle déterminant dans la fabrication de la première bombe atomique. Il disparut mystérieusement le 26 mars 1938. Leonardo Sciascia a reconstitué le personnage Majorana et le mystère de sa disparition dans un livre qui met en avant la thèse suivante : avant en l'intention des écrivains consanguins qui étaient impliqués dans les études de l'école de Fermi, le jeune et génial physicien avait organisé lui-même sa propre disparition. Cf. L. Sciascia, *La Disparition de Majorana*, éd. Le Quinzaine littéraire, Paris, 1976.

(4) Saint Janvier.

Le Monde réalise chaque semaine
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
SÉLECTION HEBDOMADAIRE
Numéro spécimen sur demande
5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS - Cedex 09 - T.É.L. 246 72-23

<L'EMPIRE ÉCLATÉ>, d'H. Carrère d'Encausse

Par YVES FLORENNE

SON titre, et plus encore l'image « éclatée » qui... L'histoire confirmée de l'Union soviétique...

La veille de sa mort, Lénine a la vision désespérée... L'empire russe est reconstruit, l'autorité soviétique...

Violente, brutalement contraignante, contraire à tout... Cette vision idéologique et cette doctrine, reprises...

sur l'existence sans cesse proclamée d'un « peuple soviétique »... L'autorité s'attache à l'analyse très poussée des éléments...

Mme Carrère d'Encausse va, au cœur du problème... solennement lié à l'identité nationale. Et c'est cette religion...

PHÉNOMÈNE déja existant. Pour en mesurer toute l'importance... face à une croissance accélérée du groupe musulman...

Il est significatif que cette recherche... à sa nature, ses structures, et au bouleversement...

SOCIÉTÉ

LE GENS CACHE. Inégalités culturelles et ségrégation politique.

Il est généralement admis qu'un vote est l'expression d'une opinion politique... Le livre de Daniel Gaxie...

TRAITE ELEMENTAIRE DE PREVISION ET DE PROSPECTIVE.

De ce que les prévisions des hommes politiques et des économistes aux autres... Jean Bouchier...

LA REGION, L'ETAT ET LA SOCIETE LOCALE.

Entre la région telle que la veut le pouvoir et le pouvoir régional... Renaud Dulon...

LE POUVOIR PUR.

« Le pouvoir pur », Jean Bouchier... Calmann-Lévy...

AMÉRIQUES

LE SANG ET L'ESPOIR. Charles Antoine.

Présentation presque sans commentaire... Charles Antoine...

NOUS, NOIRS AMERICAINS EVADES DU GNETTO.

Sous ce titre, Nous, Noirs américains évadés du GNETTO... George Brown, Jean McKay...

THE EVOLUTION OF OPEC STRATEGY.

L'auteur de ce livre est un iranien formé à Harvard... Le livre s'agit de l'évolution de la stratégie...

ET LA LUMIERE FUT NATIONALISEE.

Around of cette ligne directrice ont été rassemblés... René Gaudy...

AFRIQUE

MAIN BASSE SUR L'AFRIQUE. Jean Ziegler.

« Le monde des hommes », dit Jean Ziegler... Jean Ziegler...

RELIGION

THE VOICE OF CHRISTIANS FOR PEACE.

Recueil intéressant de différentes prises de position... Dr Nancy Toth...

ECONOMIE

LE SANG ET L'ESPOIR.

« Le monde des hommes », dit Jean Ziegler... Jean Ziegler...

RELIGION

THE VOICE OF CHRISTIANS FOR PEACE.

Recueil intéressant de différentes prises de position... Dr Nancy Toth...

DROIT

POUR UN DROIT DES PEUPLES.

« Le droit des peuples », Jean Bouchier... Jean Bouchier...

MÉMOIRES

DE LA GUERRE FROIDE A LA RETENUE.

« De la guerre froide à la retenue », Willy Brandt... Willy Brandt...

ZIMBABWE-NOTES AND REFLECTIONS

« Zimbabwe - notes and reflections on the Rhodesian question... Centre d'études et de documentation africaine...

S.O.S CULTURE! livres et disques français. Residents à l'étranger. Ouvrez un compte par provision de 150F minimum.



Le monde du cinéma d'aujourd'hui... C'est pourquoi, curieusement, dans le secteur...

Dix ans

« Dix ans », Jean Bouchier... Jean Bouchier...

AFRIQUE

LE SANG ET L'ESPOIR.

« Le monde des hommes », dit Jean Ziegler... Jean Ziegler...

RELIGION

THE VOICE OF CHRISTIANS FOR PEACE.

Recueil intéressant de différentes prises de position... Dr Nancy Toth...

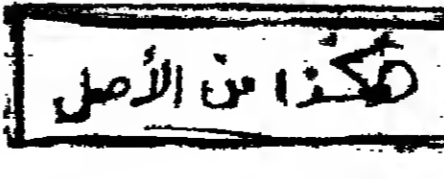
MÉMOIRES

DE LA GUERRE FROIDE A LA RETENUE.

« De la guerre froide à la retenue », Willy Brandt... Willy Brandt...

UNIVERSITAIRE

« Pavillon du Lac », Willy Brandt... Willy Brandt...



destinés à accroître la production de céréales, de riz, de sorgho et de légumes ;

Mali (12 octobre) : 4,5 millions de dollars pour un projet d'assistance technique et d'ingénierie destiné à améliorer la capacité technique et gestionnaire de l'Office du Niger, la plus importante entreprise de production du pays ;

Népal (12 octobre) : 14 millions de dollars pour un projet d'irrigation qui permettra d'accroître la production et les possibilités d'emploi d'environ deux cent soixante personnes dans la zone irriguée par le canal de la région est du Népal ;

PRETS DE LA BANQUE MONDIALE. — La Yougoslavie a reçu le 8 octobre de la Banque mondiale un prêt de 55 millions de dollars afin de renforcer la production agricole dans la région de Bosnie-Krajina, en Bosnie-Herzégovine. Le 12 octobre, la Colombie a emprunté 61 millions de dollars à la même institution pour un projet d'électrification qui comprend l'amélioration des aéroports de Bogota et de Cartagène et la construction d'un nouvel aéroport national à Medellín. Le même jour, la Banque a octroyé l'octroi d'un prêt de 10 millions de dollars à la Guyane pour l'aider à sécuriser les recettes d'exportation des produits forestiers et à fournir des grumes pour l'industrie nationale ;

OPERATION CONJOINTE DE LA BANQUE ET DE L'IDA. — Le 12 octobre, un prêt de la Banque mondiale de 2 millions de dollars assorti d'un crédit de l'IDA du même montant, ont été accordés à la Guyane, afin de lui fournir les devises nécessaires pour l'achat de matériel agricole et de biens d'investissement et de produits intermédiaires ;

EMPRUNT DE LA BANQUE MONDIALE AU JAPON. — Le 12 octobre, un accord de prêt aux termes duquel la Banque du Japon devait prêter 10 milliards de yens à la Banque mondiale à la date du 26 octobre 1978. Ce prêt est destiné à refinancer par anticipation les emprunts non amorcés prévus par le gouvernement japonais et constitue la troisième tranche d'un programme qui a débuté en octobre 1977 ;

CAUTION DE LA BANQUE MONDIALE AU JAPON. — La Banque mondiale a garanti, le 13 octobre, un accord de prêt aux termes duquel la Banque du Japon devait prêter 10 milliards de yens à la Banque mondiale à la date du 26 octobre 1978. Ce prêt est destiné à refinancer par anticipation les emprunts non amorcés prévus par le gouvernement japonais et constitue la troisième tranche d'un programme qui a débuté en octobre 1977 ;

EMMISSION D'OBLIGATIONS. — La Banque mondiale a annoncé, le 19 septembre, le placement sur le marché d'un emprunt de 250 millions de dollars, d'un montant de 250 millions de dollars de la Banque mondiale, qui sont intitulés Two-Year Bonds et ont une échéance le 15 septembre 1980 (obligations à deux ans le 15 septembre 1980), portant un intérêt au taux annuel de 8,25 %, payable semestriellement, et seront amorties le 15 septembre 1980 à raison de 25 millions de dollars par an ;

INTERVENTIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE. — Un prêt de la Société financière internationale (S.F.I.), filiale de la Banque mondiale de 50 millions de dollars, assorti de deux prêts de 5 millions de dollars pétrochimiques à l'IPAO (Industria Petroquímica Argentina S.A.), pour contribuer au financement d'un nouveau projet de fabrication de 110 000 tonnes métriques par an de polyéthylène à basse densité ; ce projet, dont le coût total est évalué à 17 millions de dollars, est l'un des éléments de la complexe pétrochimique en cours de construction à Bahía-Blanca, au sud-est de Buenos-Aires ;

Le S.F.I. a également accordé le 12 octobre un prêt de 2,15 millions de dollars pour un projet de fabrication de moteurs pour véhicules en Turquie, d'un coût total de 7,69 millions de dollars ;

Banque africaine de développement

Cinq prêts

La Banque africaine de développement (BAD) a annoncé cinq prêts le 22 août en faveur des pays suivants :

— Algérie : 5 millions d'U.C. (environ 142,8 millions de F. C.F.A., pour une durée de deux ans à 7 %) pour le projet "Electricité III de renforcement d'éclairage électrique de la ville d'Alger pour 1978-1980 ;

— Libéria : 4,2 millions d'U.C. (environ 1 200,19 millions de F. C.F.A., sur vingt ans à 7 %) pour financer un projet de reboisement ;

— Côte-d'Ivoire : 5 millions d'U.C. (environ 1 428,2 millions de F. C.F.A., pour deux ans à 7 %) pour financer un projet d'adduction d'eau à Comakary ;

— Tunisie : 5 millions d'U.C. (environ 1 428,2 millions de F. C.F.A.) pour dix-sept ans à 7 %) pour un projet de distribution d'eau potable dans la région du Sahel ;

— Côte-d'Ivoire-Ghana : 10 millions d'U.C. (environ 2 857,8 millions de F. C.F.A., pour deux ans à 7 %) pour un projet d'interconnexion électrique entre les deux pays ;

FONDS AFRICAÎN DE DÉVELOPPEMENT. — L'Assemblée des Nations unies a adopté le 27 septembre un projet de résolution par lequel le Fonds africain de développement est autorisé à accepter une contribution de 2 millions d'U.C. (environ 572 millions de F. C.F.A.) ;

Banque européenne d'investissement

Prêts à la France et à l'Irlande

DEUX opérations de crédit ont été annoncées le 16 octobre en faveur de la France et de l'Irlande par la Banque européenne d'investissement (B.E.I.).

— France : un prêt d'une contre-valeur de 80 millions de francs français (14 millions d'U.C., pour deux ans, à 8,50 %) à l'Union laitière normande pour le financement d'installations et d'équipements destinés à moderniser et à rationaliser la collecte du lait et la production dans des laiteries et fromageries situées en Bretagne et en Normandie ;

— Irlande : un prêt d'une contre-valeur de

30 millions de livres irlandaises (30 millions d'U.C., pour vingt ans, à 8,25 %) à l'Electricity Supply Board (E.S.B.), pour la construction d'une centrale électrique à Aghada, dans le comté de Cork ;

Opérations au titre de la convention de Lomé

Au titre de la convention de Lomé, la Banque européenne a d'autre part accordé des prêts aux pays suivants :

— Mali (21 septembre) : un prêt de 3,85 millions d'unités de compte, pour la construction d'une rizière à Diolo, dans la région de Ségou ; c'est la première intervention de la B.E.U. au Mali ;

— Niger (4 octobre) : 2,4 millions d'unités de compte, pour la modernisation d'une usine textile à Niamey. C'est également le premier financement de la Banque dans ce pays. Il fait l'objet de deux opérations distinctes (un prêt ordinaire de 1,5 million d'U.C. consenti à la Société pour une durée de dix ans au taux de 8,20 %, et un prêt conditionnel de 0,9 million d'U.C. consenti pour vingt ans au taux de 2 % à la République du Niger pour financer une partie de sa contribution aux fonds propres de la société) ;

— Kenya (4 octobre) : un prêt de 12 millions d'unités de compte pour contribuer au financement d'un barrage formant un réservoir de 1 400 millions de mètres cubes et d'une centrale électrique de 40 mégawatts sur la rivière Tana, au centre du Kenya ;

Fonds européen de développement

Nouvelles opérations sur les ressources du quatrième FED

La suite de l'avis favorable émis par le comité du Fonds européen de développement (FED), la Commission des Communautés européennes a pris les 21 et 26 juin et le 6 juillet de nouvelles décisions d'aide à accorder sur les ressources du quatrième FED ;

— Ensemble des A.C.P. : aide non remboursable de 180 000 U.C. pour l'organisation du Forum des investisseurs à la Pointe internationale de Dakar, qui se tiendra du 4 au 8 décembre prochain ;

— Fidji : prêt à conditions spéciales de 2 850 000 U.C. pour la construction d'une nouvelle route côtière dans l'île de Vanua-Lavu ;

— Royaume-Uni : aide non remboursable de 1 430 000 U.C. pour l'achat du matériel nécessaire à la construction et à l'entretien des routes, aux ouvrages de génie civil et aux projets généraux de construction ;

— République de Chine (Conakry) : aide non remboursable de 850 000 U.C. pour l'équi-

CONFÉRENCES EUROPÉENNES ET COMMERCIALES

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

La dix-huitième session du conseil

La dix-huitième session du conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), qui a débuté le 11 septembre à Genève, a adopté l'ordre du jour provisoire de la cinquième session de la Conférence, prévue à Manille (Philippines) en mai 1979. Il a aussi examiné une série de questions relatives à un grand nombre d'aspects des travaux de la CNUCED ;

1) Le programme intégré pour les produits de base a fait l'objet de trois résolutions : la première rapporte à la fin de 1978 l'échéance du programme, afin de prévoir plus de temps pour les négociations sur les différents produits ; la deuxième résolution souligne la lenteur des travaux préparatoires dans ce domaine et note avec inquiétude les effets des amples fluctuations périodiques et de la volatilité des prix mondiaux d'un certain nombre de produits ; la troisième, qui concerne le cuivre, demande au secrétaire général de la CNUCED de convoquer une cinquième réunion préparatoire avant le 31 octobre. Une décision distincte a été prise au sujet du tungstène ;

2) Pour ce qui est des mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement, les moins avancés, le conseil a adopté une résolution dans laquelle il s'inscrit à l'objectif d'une supplantation substantielle et effective de l'aide publique au développement, afin de permettre aux pays les moins avancés d'atteindre un taux minimal de croissance annuelle de 3,5 % par habitant, en valeur réelle. À cette fin, le conseil a adopté une résolution dans laquelle il invite le secrétaire général de la CNUCED de convoquer, après la session de Manille, une réunion spéciale d'institutions multilatérales et bilatérales d'assistance financière et technique et de représentants de gouvernements nationaux ;

3) En matière de pratiques commerciales restrictives, le conseil a recommandé à l'Assemblée générale de convoquer, entre septembre 1979 et avril 1980, une conférence des Nations unies qui négocierait un ensemble de principes et règles équitables pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives préjudiciables au commerce international. Le conseil a également examiné deux résolutions (l'une, présentée par le groupe des 77, l'autre par le groupe D) sur les relations entre pays à systèmes économiques et sociaux différents ;

COOPÉRATION ENTRE PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT. — La deuxième session de la commission de coopération économique entre pays en voie de développement de la CNUCED s'est tenue à Genève du 2 au 10 octobre. La commission a passé en revue les progrès accomplis dans ce domaine et envisagé l'avenir. Elle a également examiné un projet de résolution présenté par le groupe des 77 à la dernière session du conseil du commerce et du développement ;

CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL CNUCED-GATT. — Le directeur du Centre de commerce international de la CNUCED a annoncé le 19 septembre que l'accord établissant l'Association internationale de promotion du commerce est entré en vigueur le 23 février 1978. Les instruments de ratification ont été déposés en nombre suffisant pour satisfaire aux conditions de l'entrée en vigueur ;

Groupe andin

Le développement de la production d'engrais chimiques

Le groupe d'experts des domaines des engrais chimiques, au sein du Groupe andin, a réuni ses représentants du 15 au 20 septembre à Lima. Formé de représentants des secteurs de la production, de

permet et l'assistance technique destinés aux fermiers agronomes ;

— République de Guinée-Bissau : aide non remboursable de 1 000 000 d'U.C. pour la construction de l'école de deux établissements scolaires à Farim et Catão ;

— République des Seychelles : aide non remboursable de 1 480 000 U.C. pour un programme de services publics d'aménagement de sites ;

— République du Zaïre : aide non remboursable de 770 000 U.C. pour le recyclage du personnel enseignant et technique de l'Institut national de préparation professionnelle (I.N.P.P.) ;

— Pays de l'OCAM : aide non remboursable de 500 000 U.C. pour la construction de bâtiments à l'Institut africain d'informatique de Libreville (Gabon) où sont formés des informaticiens pour les secteurs publics et privés des pays membres de l'OCAM ;

— République du Zaïre : annulation partielle de l'engagement de 1 288 923,83 U.C. (troisième FED) pour la construction de la digue d'Akiba ;

BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT

La Banque asiatique de développement a annoncé des prêts en faveur des pays suivants, en septembre :

— Indonésie (14 septembre) : 1,1 million de dollars (sur les ressources ordinaires) pour un projet d'amélioration des aéroports nationaux du pays ; le prêt est assorti d'un don d'équipement technique de 150 000 dollars ;

— Thaïlande (14 septembre) : 1,8 millions de dollars (sur les ressources ordinaires, pour trois ans, à un taux de 7,7 % par an) pour la construction d'un hôpital de 1 400 lits pour le développement de deux ports en mer profonde au sud du pays : Songkhla et Phuket ;

BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

La Banque interaméricaine de développement a approuvé le 14 septembre un prêt de 4,5 millions de dollars (à l'usage du Fonds d'opérations spéciales, pour quatre ans, à un taux de 7,7 % par an), pour l'amélioration et l'entretien des services de santé dans les zones rurales de l'est du Paraguay ;

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RELEVEMENT DES DIFFÉRENCES RELATIVES AUX INVESTISSEMENTS. — Le conseil d'administration de développement international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) a tenu sa douzième session annuelle à Washington le 27 septembre, au siège de l'Assemblée générale du conseil des gouverneurs de la Banque mondiale. Le conseil a approuvé une proposition concernant la standardisation des modes d'adjudication des procédures de conciliation et d'arbitrage mettant en cause un État et un ressortissant d'un autre État. Il a aussi approuvé le budget de l'exercice financier en cours et le rapport annuel pour 1977-1978 relatif aux activités du Centre ;

La 24 septembre, les Philippines et les Comores ont signé la convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements, devenant ainsi respectivement les sixième et huitième et onzième-dix-neuvième États signataires ;

que l'éducation peut jouer pour préparer les jeunes à la vie active et leur faciliter l'accès à l'emploi. À l'issue de la réunion, les ministres de l'éducation des pays membres de l'O.C.D.E. et de la Yougoslavie ont adopté une « déclaration sur les politiques futures en matière d'éducation dans un contexte social et économique en évolution », définissant les objectifs prioritaires dans l'élaboration des politiques d'éducation ;

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE. — Les pays membres de l'O.C.D.E. doivent commencer rapidement leur production de charbon. Telle est la principale conclusion de la réunion d'automne du conseil de direction de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) qui s'est tenue le 21 et 22 septembre à Paris. Il avait soulevé, selon les experts de l'A.I.E., que la production des pays membres double d'ici à 1985 ;

L'A.I.E. a constaté, par ailleurs, le retard considérable « dans l'éducation des programmes nationaux des différents pays, notamment en ce qui concerne les problèmes d'évaluation des déchets radioactifs » ;

TOURISME. — Le rapport annuel du comité du tourisme de l'O.C.D.E. publié le 19 septembre sous le titre « Politique du tourisme et tourisme international dans les pays membres de l'O.C.D.E. 1978 », porte sur l'évolution du tourisme et de la politique gouvernementale en matière de tourisme au cours de 1977 et la première moitié de 1978. Il souligne la progression soutenue du tourisme international en 1977 (qui semble être poursuivie au début de 1978) ;

Comment concilier tourisme et politique de l'environnement et, ce faisant, comment améliorer la qualité de la vie des résidents des zones touristiques aussi bien que des touristes ? Cette question était au centre des travaux d'une réunion d'experts de l'O.C.D.E. qui s'est tenue à Strasbourg du 17 au 20 octobre ;

RECENTES PUBLICATIONS

Pratiques commerciales restrictives relatives aux produits agricoles : rapport ayant pour objet de déterminer dans quelle mesure on pourrait établir un lien plus étroit entre les politiques de main-d'œuvre dans les pays d'immigration et d'émigration pour les besoins de la création d'emploi et de développement régional dans les pays d'immigration, 56 pages, 1978 ;

Coopération trilatérale (volume I) : les Banques des fonds de développement ; différentes formes de coopération trilatérale ; volume II : Les différents formes et possibilités de coopération trilatérale, 132 et 249 pages, Centre de développement de l'O.C.D.E., 1978 ;

ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE. — Le groupe consultatif des États-Unis a tenu sa huitième réunion les 12 et 13 octobre à Genève ;

Conformément à sa pratique habituelle, le groupe a analysé l'évolution récente des politiques commerciales et du commerce international. Sur les problèmes des protections commerciales, il a concentré particulièrement son attention sur le nécessaire d'encourager les échanges internationaux ;

Le groupe a poursuivi son examen des tâches assignées le GATT et trouva vraisemblablement content après l'achèvement des négociations commerciales multilatérales du « Tokyo round ». Il a été décidé qu'il poursuivra, en première priorité, de donner pleinement effet aux résultats des négociations du « Tokyo round » proprement dites ;

ASSOCIATION EUROPÉENNE DE LIBRE-ÉCHANGE. — La commission des affaires européennes de l'Assemblée parlementaire de l'A.E.L.E. s'est réunie à Stockholm (Suède) les 12 et 13 octobre ;

Les parlementaires ont discuté des perspectives économiques des pays de l'A.E.L.E. et passé en revue les activités de l'Association depuis la dernière réunion du comité, en novembre 1977. Sur ce dernier point, le comité a examiné les travaux en cours pour intensifier la coopération au sein de l'Association ;

Les parlementaires ont procédé également à un échange de vues sur l'état d'avancement des négociations en vue d'établir un accord commercial multilatéral entre les pays de l'A.E.L.E. et l'Espagne. Ils ont examiné la coopération avec la Yougoslavie pour laquelle un comité mixte A.E.L.E.-Yougoslavie a été récemment établi ;

COMITÉ D'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE MUTUELLE. — Réuni du 27 septembre au 1er octobre à Oulan-Bator (Mongolie), le comité consultatif du Conseil économique mutuel (C.E.M.), ou COMECON) avait, selon des informations parues dans la presse, adopté des mesures propres à aider le Vietnam à poursuivre la construction d'ouvrages communs avec l'Union soviétique de la République populaire de Chine. Au cours de cette quatre-vingt-septième session, le comité a également défini les mesures à mettre en œuvre pour aider le Vietnam à moderniser la ligne de chemin de fer Hanoi-Hô-Chi-Minh-Ville ;

MARCHÉ COMMUN CENTRAMERICAIN. — La dixième réunion des directeurs des douanes nationales du Marché commun centroméricain s'est tenue à Guatemala du 16 au 25 septembre, avec la participation de représentants de sept des douanes nationales de la République de Guatemala, du Salvador, du Honduras, du Nicaragua et du Costa Rica. Elle s'est consacrée aux problèmes de coopération, d'une part, et à la formation professionnelle des personnels des administrations nationales d'autre part, à la reconstruction du système douanier centroméricain ;

ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAPE. — Réuni à Londres depuis le 21 septembre, l'Organisation internationale du café (O.I.C.) s'est séparé après trois semaines de travaux sans avoir réussi à s'entendre sur le relèvement de la grille d'évaluation prévue par l'accord international de 1976 ;

La fixation de ce prix pour couvrir d'un supplément des exportations et constituer une réserve de ressources pour les pays producteurs, l'échéance serait de la vive résistance des États-Unis face aux pressions exercées par le Brésil et la Colombie ;

Nice, ville de congrès vous attend.

Nice a mis au point une structure d'accueil pour vous prouver que tourisme et congrès ne sont pas incompatibles : un aéroport de classe internationale met Nice à 1 h 15 de Paris... Une capacité hôtelière encore accrue... 90 salles de conférences... Un Palais des Expositions de 17 000 m².

Nice-Congrès : Palais des Expositions, 06300 Nice. Tél. (09) 55.02.02 et 55.18.55. Telex : Niccosp 970337.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Marché commun

Les discussions sur le futur système monétaire

Les ministres des finances des Neuf ont fait le 18 octobre à Luxembourg, dans leurs discussions sur le mécanisme du futur système européen. Selon plusieurs participants, les points de vue se seraient rapprochés afin d'arriver à un compromis acceptable par tout le monde. C'est-à-dire permettant l'inclusion de toutes les monnaies de la C.E.E., y compris la livre sterling et la lire italienne, dans le nouveau système ;

Ce compromis porte sur le mécanisme des interventions des banques centrales en cas de faiblesse ou de hausse anormale d'une des

monnaies. Les Neuf sont d'accord pour associer dans le système la grille des parités qui est l'expression du marché (chaque monnaie à un taux central fixé par rapport à toutes les autres) et la corbeille des devises de la C.E.E., comme indicateur de divergence lorsqu'une monnaie tire le système vers le haut ou vers le bas. Cette corbeille corrigée tant soit peu la loi du marché. Un comité français belge propose d'intervenir avant que les monnaies aient varié les unes par rapport aux autres ; il reste à savoir si ces interventions seront automatiques dès qu'un certain niveau de divergence aura été constaté ;

Il faut encore trouver un dénominateur commun pour satisfaire aussi bien les Allemands, qui veulent privilégier la grille des parités, que les Italiens et Britanniques, partisans d'un mécanisme correcteur obligatoire ;

Au cours de la même réunion, les ministres

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS Tél. 033-0597

Série Afrique noire n° 8

AUX URNES L'AFRIQUE

Elections et pouvoirs en Afrique noire

Un ouvrage de 260 pages 60 F. H.T.

L'EQUILIBRE VILLE-CAMPAGNE. — Environ...

Croix-Rouge

Intervention du C.I.C.-R. au Nicaragua

LA suite des graves affrontements qui se...

ACTION AU LIBAN. — Le tension restant très...

VISITE DE PRISONNIERS. — Le 22 et 23 septem...

RENFORCEMENT DE LA PRESENCE DU C.I.C.-R. EN AFRIQUE. — En raison de l'extension de ses...

VS POLITIQUES SOCIALES

Organisation mondiale du tourisme

UNE conférence régionale africaine sur le tourisme et le développement économique...

tion économique des Nations unies pour l'Afrique...

OTAN

Au groupe des plans nucléaires

LE groupe des plans nucléaires de l'Organi...

Se félicitant des progrès accomplis dans les...

Les ministres ont aussi délibéré des aspects...

Le secrétaire à la défense des Etats-Unis a...

Union interparlementaire

SESSIONS D'AUTOMNE. — L'UNION interparlementaire a tenu sa...

ment de la dette extérieure des pays en voie...

Le Conseil interparlementaire, qui siègeait...

Enfin, sur avis du comité spécial traitant des...

POLLUTION DE LA MER MEDITERRANEE. — Le...

AGENCE SPATIALE EUROPEENNE. — La réunion...

COMMISSION EUROPEENNE DE L'AVIATION CIVILE. — Le...

COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — Le...

BIBLIOGRAPHIE

<Normes internationales du travail : universalisme ou régionalisme ?> de Christian Philip

Lors de sa création en 1919, l'Organisation...

tection sociale, l'auteur compare le niveau de...

Recherches universitaires

L'INTROUVABLE INTERNATIONALE

1946-1947 : « années terribles », années de la paix manquée...

par l'intermédiaire duquel elle a formulé ses directives...

Par CHARLES ZORGBIBE

Togliatti se voit proposer par Staline d'abandonner la direction...

C'est cette lacune qu'entendait combler M. Jean Viret en consacrant...

Une des affirmations liminaires de l'auteur ne manquera caper...

Avouons notre désaccord fondamental. D'Etat encerclé, isolé par...

(1) Le Komintern, Presses de la Fondation nationale des sciences...



AVIGNON

LE MONDE DIPLOMATIQUE

INTERROGATIONS

PLUSIEURS centaines d'associations de quartiers, une douzaine de confédérations ou d'organisations nationales, la présence de « représentants des consommateurs » dans un nombre non négligeable d'instances publiques : le mouvement des consommateurs est hyper-institutionnalisé, mais ce phénomène de forte structuration masque mal d'énormes difficultés à s'engager dans une action conflictuelle qui justifierait l'hypothèse de l'insertion des « consommateurs » dans un mouvement social, c'est-à-dire dans un conflit mettant en cause les grandes orientations de la société. Deux composantes du mouvement des consommateurs donnent cependant l'image d'acteurs engagés dans une lutte sociale.

D'un côté, des militants pour qui il s'agit avant tout de maintenir côté consommateur les avantages acquis de haute lutte côté production et d'envisager l'extension du pouvoir d'achat. D'un autre côté, une composante plus offensive que défensive, aux allures résolument marxistes. Ici, le sens des conduites et du discours est à chercher sur-le-champ même de la consommation.

LES deux composantes dessinent une image désarticulée des forces vives du mouvement des consommateurs. L'une se définit par son insertion dans un combat de classe anticapitaliste, dans lequel elle ne saurait occuper une position centrale : la lutte contre l'exploitation capitaliste passe avant tout par les organisations politiques ou syndicales du mouvement ouvrier, et on voit mal comment des organisations de consommateurs pourraient jouer un rôle moteur dans un combat qui est celui des travailleurs. L'autre ne parvient guère à se présenter comme un acteur de classe et éprouve les plus grandes difficultés à ne pas apparaître comme le porte-drapeau de couches moyennes cherchant à maintenir ou à accroître ses privilèges.

La première pense son action dans les catégories de la société industrielle, la seconde est nettement plus sensible à des thèmes qui recourent à l'idée d'une société post-industrielle. La première met l'accent sur les inégalités, l'exploitation, les difficultés économiques des familles ouvrières ou populaires. La seconde dénonce les absurdités de la croissance, les atteintes à la santé, la pollution, le gaspillage. La première trouve ses références chez Marx, la seconde va plutôt les chercher chez Illich.

EN théorie, tout cela pourrait se traduire par une sorte de complémentarité, voire de spécialisation. Aux uns le combat défensif, économique ; aux autres la définition d'un projet social, la mise en avant de thèmes plus culturels, d'une autre conception des orientations à donner à la société de consommation. Il est vrai que sur le terrain on peut observer des pratiques qui indiquent de réelles possibilités de contact. Mais il n'a rien vu qui n'y ait à la fois deux conceptions sociales différentes et qui ne se rejoignent que dans la défensive. La composante « consumériste » du mouvement véhicule une vision du développement et l'épanouissement de la personnalité qui passe par une réorientation et une antilimitation des besoins et qui s'oppose nettement à la conception marxiste de la potentialité illimitée du développement des forces productives et des besoins sociaux.

C'est pourtant d'ordonner une image très homogène qui domine le propos du mouvement des consommateurs. Ce qui n'a rien d'étonnant, tant l'intervention étatique des quinze ou vingt dernières années est parvenue à canaliser ce mouvement. L'Etat a su construire une image unifiée de la « défense des consommateurs » plus encore, développer et encourager l'action des organisations de consommateurs tout en s'assurant le contrôle de ce développement. En distribuant faiblement et éparpillés dans diverses instances, en accordant aux « représentants des consommateurs » la possibilité de réaliser des émissions de télévision, en dotant aides et subventions, l'Etat a par conséquent réussi à façonner une idéologie et des pratiques qui correspondent, de son point de vue, à un projet

économique et social dont les maîtres mots sont ceux de la concurrence et du civisme.

MAIS la pseudo-homogénéité du mouvement des consommateurs, ne se résume pas dans ses deux composantes les plus actives, ne réside guère à l'analyse : il y a des potentialités, il y a, dans une certaine mesure, une pratique qui refuse ce boudier participationniste dans lequel l'Etat et certaines franges modernistes du patronat et de la publicité mouvent le mouvement : c'est à partir du moment où ces potentialités s'expriment que s'impose avec force l'image d'un écartement.

Écartement où se joue le sort du mouvement, écarté entre une insertion dans un mouvement ouvrier qui ne peut lui accorder qu'un rôle d'appoint et l'engagement dans un conflit spécifique, mais porté par des catégories sociales qui se situent dans l'entre-deux sociologique des couches moyennes.

Mais parler de « couches moyennes » (ou de petite-bourgeoisie) ne suffit pas, sauf

entre le mouvement des consommateurs et d'autres mouvements, à commencer par le mouvement ouvrier.

LE sentiment diffus d'aliénation (la littérature consumériste insiste : le consommateur est frustré, piégé, manipulé), l'appel à la nature, aux vrais besoins, témoignent d'une perception réelle d'une domination, mais ne désignent qu'en termes vagues ou très généraux les forces sociales qui contestent cette domination.

Quel est l'adversaire social ? Le commerce, mais aussi les « producteurs », c'est-à-dire les industries et parfois, l'Etat. Mais tout se passe, la plupart du temps, comme si le conflit, tout en obligeant fréquemment tel ou tel adversaire à reculer, c'est-à-dire à modifier ses pratiques, n'avait qu'une incidence négligeable sur l'ensemble du système social. Les activités de certains producteurs ou distributeurs sont corrigées par la pression qu'exercent les « consommateurs » mais, globalement, celle-ci va dans le sens d'un assainissement des pratiques, d'une modernisation de la production ou de la distribution, quand ce

combats de portée sociale générale. Quels peuvent être ses rapports avec le mouvement ouvrier et, parmi d'autres mouvements naissants, celui qui lui est le plus proche, le mouvement anticapitaliste et écologique ?

Participation active de « consommateurs » à des boycotts auxquels peuvent s'associer des organisations syndicales, actions communes avec des syndicats pour dénoncer des produits (amiantés, pesticides) aussi dangereux pour les travailleurs qu'ils le sont pour les consommateurs qui les manipulent que pour les consommateurs qui les utilisent, concertation pour établir et diffuser une information inédite sur la composition des produits, les modes de fabrication ou les éléments intervenant dans la formation des prix ; les points de convergence possible sont nombreux entre syndicats et organisations de consommateurs, mais dans des limites qui sont celles du rapport de force qui lie de puissances centrales à des associations qui ont un impact notable sur l'opinion publique, mais une force militante réduite. Dans la conjoncture actuelle, la convergence semble devoir passer par l'adhésion des « consommateurs » à un projet syndical qui, aussi ouvert soit-il, donne la priorité aux conditions de travail ou à l'emploi.

Or, souvent, les revendications consuméristes, lorsqu'elles cessent d'être défensives, s'opposent aux intérêts à court terme des travailleurs. Une pression locale sur l'appareil commercial, pour obtenir par exemple d'une grande surface qu'elle élargisse ses horaires d'ouverture ou réduise les files d'attente aux caisses de sortie, se traduit le plus souvent par une dégradation des conditions de travail du personnel salarié ; la remise en cause d'un produit ou d'une marque peut mettre une entreprise en difficulté et aboutir dans certains cas à des suppressions d'emplois. Sur un autre registre, le refus du modèle actuel de croissance et de consommation heurte fréquemment ceux qui, dans les syndicats ou les entreprises, sont loin d'avoir simplement goûté aux bienfaits d'une consommation de masse que les « consommateurs », après en avoir éprouvé tous les charmes, revoient aujourd'hui.

RÉSOLVRE de telles tensions sans les escalader implique bien davantage que de simples propositions à court terme par coup. Cela exige un projet global dont l'élaboration reste à faire, sauf à se remettre au projet d'autres forces, syndicales (et je pense ici, bien entendu, à la C.F.D.T.), ou politiques, ou encore à se fonder progressivement dans un mouvement plus vaste où les « consommateurs » apporteraient une sensibilité, la force d'un courant d'opinion bien plus qu'une vision originale. Si l'on recherche parmi les diverses significations des conduites collectives des consommateurs, celles qui visent le niveau où se jouent le modèle culturel et économique, les orientations essentielles du changement social, c'est cette dernière hypothèse qui semble la plus fondée, du moins au vu des rapports actuels des forces vives du mouvement des consommateurs, avec en particulier le mouvement écologiste et anticapitaliste. Tout se passe très souvent comme si la consommation constituait la première étape d'un militantisme qui, lorsqu'il ne s'agit pas de se déplacer pour se prolonger dans une action anticapitaliste ou écologiste (et, plus rarement, féministe), comme si la consommation tendait à ne définir qu'un premier niveau d'un mouvement qui le dépasse par sa capacité de mobilisation et peut-être aussi, à porter la contestation au niveau des orientations générales de la société.

Le mouvement des consommateurs, dans l'impératif économique de la fin des années 60 et au début des années 70, était porteur d'espoirs.

Ces espoirs n'ont pas disparu, mais ils se sont souvent fixés ailleurs, sur une thématique plus générale, qui est celle de l'écologie et du combat anticapitaliste. La constitution des « consommateurs » en acteurs spécifiques d'un conflit central est aujourd'hui de moins en moins vraisemblable.

(1) Ces formules sont de J.-P. Girat, secrétaire général de *Choc choeur* ? (Communication au séminaire « Consuméristes - Manifestation sociale, phénomènes économiques », 1^{er} et 2 février 1978).

Les consommateurs entre Marx et Illich

Par MICHEL WIEWIORKA *

à accepter le discours courant, et en particulier celui de la seule question intéressante est de savoir si politiquement, voire électoralement, ces couches sociales vont basculer dans le camp de la bourgeoisie ou dans celui de la classe ouvrière, et dans quelles proportions. Les conduites collectives des militants « consuméristes » n'ont rien de très remarquable dans les schémas classiques de la lutte des classes ; on peut voir là la preuve de leur incapacité à se constituer en acteurs historiques et les réduire à des mouvements de modernisation. Leur faible capacité de mobilisation

— il n'y a jamais eu, en France, d'action de masse ou de grande manifestation de « consommateurs » — ou le fait que leur impact doit beaucoup aux médias renvoie effectivement à l'idée d'un groupe de pression, d'un courant d'opinion, d'une sensibilité, bien plus qu'à celle d'un acteur engagé dans un conflit central. Mais on ne saurait exclure l'hypothèse de l'émergence d'un mouvement social qui se cherche, ce qui conduit à voir les militants « consuméristes » les pionniers ou les déclencheurs d'une contestation née du passage d'une société industrielle à une société programmée ou post-industrielle.

HYPOTHÈSE certes volontaristes, mais qui oblige à approfondir l'analyse, évitant de figer ces « consommateurs » dans le marais des analyses corrélatives des couches moyennes et conduisant à chercher le sens de leur action dans leur pratique, et non dans des catégories pré-établies qui les rejettent du côté de la bourgeoisie ou du côté de la classe ouvrière.

La dénonciation du gaspillage ou des atteintes à la santé, la mise en avant d'une nouvelle conception du progrès ou de la croissance, la lutte contre la manipulation des besoins, la participation de plus en plus nette à la contestation écologique et antimilitariste, la conviction, souvent formulée en termes apocalyptiques, d'une décadence des sociétés industrielles... tout cela peut aussi être l'expression de l'insertion dans un nouveau mouvement social, aussi important pour la société à venir que l'est ou l'a été le mouvement ouvrier pour la société industrielle. Ce qui pose de nombreuses questions, et en particulier celle de la nature même d'une contestation populaire de la consommation, et celle des rapports

n'est pas dans celui d'une concentration économique qu'il se tend à accumuler. Y a-t-il un projet global ? Les éléments qui pourraient contribuer à le définir oscillent entre une utopie illichienne et une vision rationnelle de la société dans laquelle les aspects critiques sont plus nombreux que les perspectives positives précises.

Contre les incertitudes de la « société de production », convaincus que « les incertitudes du progrès commencent à être supérieures aux avantages qu'il nous procure » (1), les militants de la consommation luttent pour « faire mieux et plus avec moins ». L'objectif affiché par l'U.F.C. de « partir des besoins » (motion d'orientation pour 1978) indique une volonté de définir les normes de consommation et de les imposer comme normes de production, soit, dit J.-P. Girat, d'« essayer de mieux vivre dans le monde qui est le nôtre, de mieux profiter des possibilités techniques et industrielles que nous n'en profitions aujourd'hui ». Tout cela est bien vague — ce qui n'est pas un reproche : une doctrine déjà solidement établie serait peut-être nuisible aux développements ultérieurs du mouvement. Tout cela, surtout, en dehors de généralités vagues, désigne bien plus un programme d'aménagements de la structure sociale existante qu'une contestation globale des grandes orientations de la société.

IL serait simpliste d'imager l'aventure sous la forme d'une juxtaposition de « mouvements, chacun occupant son terrain (région, femmes, consommation, production, etc.), de même qu'il serait aberrant d'imaginer le champ social comme une scène de théâtre d'où sortirait par une porte l'ancien mouvement (le mouvement ouvrier) tandis que le nouveau ferait son entrée. Admettons — ce qui est déjà faire preuve d'un très grand optimisme — que le mouvement des consommateurs soit capable de se libérer de l'emprise étatique et surtout de définir clairement sa spécificité, c'est-à-dire une identité, un adversaire et un enjeu. Admettons également — ce qui est une autre gageure — qu'il soit soutenu de ne pas se laisser enfermer dans le ghetto des problèmes dits de consommation, et se veuille partie prenante de

* Sociologue, auteur de *L'Etat, le Patronat et les Consommateurs*, PUF, 1978.

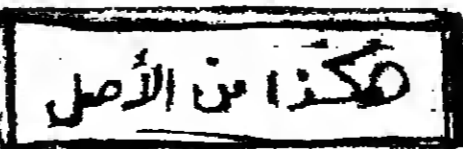
Dans ce numéro :

- PAGES 2 et 3 :**
WASHINGTON, LA SYRIE ET LES MARONITES LIBANAIS, par Sélim Turkié. — Israël et la tentation chrétienne, par Amnon Kapellouk.
- PAGES 4 et 5 :**
LE TRIANGLE ET LE CARRE : essai d'interprétation de la diplomatie chinoise, par Yves Delahaye.
- PAGE 6 :**
Les difficultés du « développement séparé » en Afrique du Sud : les burundais en quête de capitaux étrangers, par Howard Schissel.
- PAGE 7 :**
Suite de l'article de Pierre Dommergues sur la révolte des contribuables américains.
- PAGE 8 :**
Planification et politique étrangère, par Charles Zorghiba.
Elections législatives et nouveaux gouvernements.
- PAGES 9 à 13 :**
LES MOYENS DE LA DOMINATION FRANÇAISE : Une stratégie inscrite dans la hiérarchie impérialiste, par Michel Beaud. — L'économie de crédit international, nouvel instrument de l'assujettissement, par

- Christian Falick. — Dette et système monétaire, par Susanne de Brunkhoff. — Les fondements d'une stratégie de solidarité avec les peuples du tiers-monde, par Gérard Destanne de Bernis. — Des échanges doublement inégaux : l'énergie et les matières premières, par Jean-Marc Chévalier. — Vers un nouveau modèle d'exploitation des travailleurs immigrés ? par Albano Cordéiro.
- PAGE 14 :**
POUR UN NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE MONDIAL, par Edmond Maire.
- PAGE 15 :**
L'expansion industrielle de Bouscic et l'exploitation coloniale, par J.-Y. Marchal et L. Wilhelm. Dans les revues.
- PAGES 16 et 17 :**
Comment organiser la coopération technique entre pays en voie de développement ? par Marie-Claude Célest.
- LES FIRMES MULTINATIONALES ET L'ACCES DU TIERS-MONDE A LA TECHNOLOGIE MODERNE**, par Georges Corin.
- PAGE 18 :**
Suite de l'article de Daniel Biron et Alexandre Feire sur le mark et le projet de système monétaire européen.

- PAGE 19 :**
EL MAESTRO : une nouvelle d'Hugo Blanco.
- PAGE 20 :**
Les quarante ans de la IV^e Internationale, par Ernest Mandel.
Un « marxisme révolutionnaire » face à l'eurocommunisme, par Micheline Fauret.
- PAGE 21 :**
Affaire Moro, vérité officielle et « vérité tout court » : L'ANTIQUE TRAGEDIE DU POU, par Leonardo Selaccia.
- PAGE 22 :**
Les livres du mois.
- PAGE 23 :**
Cinéma politique : R.F.A. : Misères d'un âge d'or, par Ignace Ramesses et Hans-Rüdiger Minow. Jacques Grant et Margarethe von Trotta.
- PAGES 24 à 27 :**
L'activité des organisations internationales : Recherches universitaires ; l'introuvable Internationale, par Charles Zorghiba.

Le numéro du « Monde diplomatique » d'octobre 1978 a été tiré à 110 000 exemplaires.



مَكْتَبَاتُ مِنَ الْأَصْلِ

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Supplément

MADAGASCAR La révolution paisible



Décidément, l'expérience malgache attire les yeux... **Décidément, l'expérience malgache attire les yeux ébahis : révolution paisible, socialisme en douceur, progressisme subtil.** Pareils qualificatifs ne semblent pas usurpés. Trois ans après la proclamation de la deuxième République (30 décembre 1975), les dirigeants d'Antananarivo affichent une sérénité où la prudence vient tempérer la certitude d'avoir fait le bon choix. « Chi va piano va sano... », assure le président Ratsiraka.

Boky Mena (Livre rouge), cette charte de la révolution, dont l'adoption massive par référendum en décembre 1975 conféra au régime sa légitimité.

Toutes les familles de la gauche malgache ont été invitées, en janvier 1977, à se regrouper dans un Front national de défense de la révolution (F.N.D.R.). Il n'est pas question, au stade actuel, d'imposer le système du parti unique. Le régime malgache a ressenti le besoin, il est vrai, d'élargir au maximum son assise populaire avant de relever les grands défis des années 80 : poursuite de la décentralisation, accroissement de la production, mise en œuvre du plan, réforme de l'éducation, réduction des disparités régionales. Dans cette sagesse réside sans doute l'originalité de l'expérience socialiste malgache.

J.-P. L.

«Notre expérience est en passe de réussir» nous déclare le président Ratsiraka

M. Didier Ratsiraka, chef de l'Etat malgache, nous reçoit dans le bungalow présidentiel de Foaipointe, à une soixantaine de kilomètres au nord de Tamatave, où il aime se retirer pendant le week-end, pour s'y délasser ou étudier ses dossiers.

«Trois ans après le déclenchement de la révolution à Madagascar, quels sont les traits originaux de l'expérience socialiste en cours ?

«La révolution socialiste malgache est originale en ceci que le citoyen malgache est sollicité tout le temps. Il ne fait pas seulement du vote, mais participe aux élections, au pouvoir, aux élus. Le peuple malgache est responsable, tous les jours, toutes les semaines, tous les mois, toute l'année. Le citoyen n'est pas seulement électeur. Il est aussi responsable de sa communauté. Ici, par exemple, à Foaipointe, il doit y avoir mille habitants. Il y a un comité exécutif qui exécute les décisions d'un conseil populaire.

«La différence avec le système des pays dits capitalistes est évidente. Mais il y a aussi une différence avec les pays socialistes parce que le citoyen n'y est pas plus sollicité tout le temps. Deuxièmement, les pays socialistes aboutissent, qu'on le veuille ou non, du moins d'après les expériences vécues jusqu'à la

société de consommation. Or nous ne voulons pas d'une société de consommation. Nous voulons une société de justice, d'égalité. Il y a aussi la décentralisation. On n'accapare pas le pouvoir en haut. On décentralise effectivement le pouvoir, le savoir, l'avis, le savoir-faire et le faire-savoir. C'est assez risqué, car il peut y avoir une atomisation du pouvoir, une évanescence des responsabilités. Mais avec le socialisme démocratique, on pallie cet inconvénient.

«Pouvez-vous dresser un premier bilan de la mise en place de ces collectivités décentralisées ?

«La mise en place est précipitée, car chaque collectivité n'a pas encore son comité exécutif. On n'a pas assez d'administrateurs. J'ai voulu dans la « bataille de riz », pour l'augmentation de la production, mettre les gens à l'épreuve pour voir de quel ils étaient capables. Je leur ai dit : « Voilà, on va vous donner de l'argent. Vous allez dresser des projets avec une liste de priorités. Je vous donne six mois pour les préparer. »

«Kh bien ! j'ai été agréablement surpris. Le pourcentage de « déchets », dans les dossiers, est beaucoup moins fort que je ne l'avais prévu. Donc, si tout est projeté avec une liste de priorités, je ne vois pas assésimer tout le monde ! »

«Chi va piano va sano...»

«Vous êtes en train de passer à un régime multipartite ; pourquoi ?

«Parce que le parti unique n'est pas mûr. Nous faisons du socialisme, de la vraie démocratie, nous allons pas imposer un parti unique au peuple. Quand les circonstances le permettront, quand les choses arriveront à maturité, on demandera au peuple s'il voit la nécessité d'un parti unique. Le parti unique est fort utile à Madagascar parce que le démon de la division est toujours là, et il y en a qui en profitent. Il y a cette concurrence malsaine entre les factions. Encore faut-il y aller à pas feutrés. *Chi va piano va sano.* Voilà la clé de la question.

«Pourtant, on présente parfois cette concurrence malsaine comme une rivalité fructueuse ?

«On peut très bien susciter une sorte d'émulation socialiste à l'intérieur d'un parti unique. Pourquoi plusieurs têtes ? Moi, je suis marin. Un bateau ne doit avoir qu'une tête. A charge pour

le commandant de consulter tout le monde.

«Que pensez-vous des critiques émises par ceux qui, à l'extérieur comme à l'intérieur du Front pour la défense de la révolution, vous reprochent d'aller trop lentement, de composer avec les forces hostiles à un changement en profondeur des structures sociales malgaches ?

«J'ai toujours donné l'exemple de trois véhicules. Le véhicule de course va très vite mais pas très loin. Elle n'a pas assez d'essence et peut tomber dans un ravin. Le rouleur compresseur ne va pas vite du tout, il est trop lourd. Entre les deux, j'ai choisi l'autobus, le taxi-bronze, qui emmène toute le monde d'un pas raisonnable et mesure, qui profite à tout le monde, qui arrive sûrement à destination. Quand il y a une panne quelque part, tout le monde peut descendre pour penser. Il y a eu des gauchistes chez nous. Il y en a toujours, il y en a de moins en moins, il faut le dire. Ils ont voulu sauter tout de suite l'étape de la révolution

nationale démocratique, comme si la nature pouvait faire des sauts. Un jeune arbre ne peut pas pousser par saccades. Ces gens-là sont des contre-révolutionnaires. Ce radicalisme de gauche rejoindra toujours fatalement le radicalisme de droite, lequel nous empêche d'aller de l'avant, nous met des bâtons dans les roues, soit par des rumeurs, soit par des sabotages économiques, soit par une certaine inertie. C'est pourquoi nous faisons droit de la révolution nationale démocratique. Nous jetons les bases saines, solides de l'éducation de notre socialisme. Pour ce faire, écoutez, je ne vais pas assésimer tout le monde ! »

(Lire la suite page 23.)

La «longue marche» vers le socialisme

Par JEAN-PIERRE LANGELLIER

«Nous n'avons pas eu notre Longue Marche. Il faut bien l'accomplir maintenant», remarque M. Charles Ravoajannahary, doyen du Conseil suprême de la révolution (C.S.R.) et l'un des proches collaborateurs du président Ratsiraka. Si l'avènement de la Deuxième République malgache fut le produit d'une évolution historique, l'arrivée au pouvoir de l'ancien ministre des affaires étrangères résulte surtout d'une succession d'accidents (émoussés de mai 1972, entraînant la chute du régime de Philibert Tsiranana ; démission du général Ramantanisoa après la mutinerie de la gendarmerie en février 1973 ; assassinat du colonel Ratsiraka).

mandrava) et non d'un long combat idéologique armé ayant entraîné un mouvement militant, formé aux tâches politiques. Autrement dit, la révolution malgache s'est faite «à coup de décrets» auxquels les dirigeants d'Antananarivo s'emploient aujourd'hui à donner vie.

Dans ces conditions, la seule stratégie concevable reposait sur la formation d'un large consensus excluant les seules forces hostiles au moindre changement. D'où la mise en place du Front national de défense de la révolution (F.N.D.R.) au sein duquel se sont retrouvés les partis ayant approuvé les principes socialistes contenus dans le Livre rouge. Officiellement créé en janvier 1977, le Front regroupe aujourd'hui cinq «organisations révolutionnaires» : l'AREMA (avant-garde de la révolution malgache, dont M. Didier Ratsiraka est le secrétaire général) ; l'A.K.F.M. (ancien parti du Congrès de l'indépendance, progressiste, et dirigé par le pasteur Etienne Andriananjato) ; le M.F.M. (Parti du pouvoir aux

prolétaires, formation ralliée au Front après les élections générales du 30 juin 1977 et animée par M. Mahandry Rakotonirina) ; le Vonjy (Parti de l'unité nationale, qui rassemble, sous la houlette de M. Jérôme Ramanandriamanoa, des rivaux de l'ancien régime) et l'UDECMA (Union des démocrates-chrétiens de Madagascar, conduite par M. Norbert Andrianorasa).

Ces cinq formations sont représentées au sein du C.S.R., le «gouvernement de la révolution», et l'une des six institutions du régime. Les cinq autres ont la présidence de la République dont le titulaire est élu pour sept ans au suffrage universel ; le gouvernement, dirigé par un premier ministre — le lieutenant-colonel Destré Rakotonirina — membre de droit du C.S.R. ; l'Assemblée nationale populaire, composée de cent trente-sept députés élus au suffrage universel pour cinq ans ; le comité militaire pour le développement, organe consultatif avant la définition de tout programme de défense et de développement ; la Haute Cour constitutionnelle,

Le parti du président

SEUL le MONIMA (Madagascar aux Malgaches), parti du Front national de défense de la révolution (F.N.D.R.) et paysan Monja Joana, demeure aujourd'hui à l'écart du Front qu'il a quitté en juin 1977. Pour les militants du MONIMA, la révolution a été d'ores et déjà «réalisée par les bourgeois compradore et les bureaucrates». Dans une récente interview au mensuel malgache F'Esolara, l'éditeur de la revue révolutionnaire de 1971 affirme que «les agents de l'ancien régime reviennent en force à tous les échelons du pouvoir» et, tout en maintenant son soutien au gouvernement, il réclame une «épuration» de l'appareil administratif.

Les adversaires du MONIMA admettent que M. Monja Joana exerce encore sur les paysans antandroy du Sud (la région la plus désertée de l'île) un pouvoir charismatique qui fait de lui l'un des personnages-clés de la scène politique. Son intransigeance, ses qualités de tribun et son aptitude à exprimer les aspirations des plus pauvres ont préservé son prestige. Les «avancées» du chef de l'Etat en direction d'un homme dont il recherche le soutien actif n'ont guère ébranlé le vieux leader. Elles ont seulement provoqué une scission au sein du MONIMA et la naissance d'un «MONIMA socialiste», favorable au retour dans le Front. Pourtant, le MONIMA souffre de deux graves faiblesses qui, à terme, peuvent lui être fatales. D'une part, Monja Joana, qui a soixante-dix-sept ans, n'a formé aucun héritier de ses troupes. D'autre part, il n'est jamais parvenu à faire du MONIMA un parti national. Son assise, en effet, demeure, pour l'essentiel, ethnorégionaliste. Il n'empêche que le parti de Monja Joana représente une «force potentielle de développement» avec laquelle tout gouvernement doit compter.

Le rôle politique majeur revient donc à l'AREMA, le parti du président. Sa suprématie institutionnelle est incontestable. Ainsi dispose-t-il, au sein de l'Assemblée nationale, de cent douze députés contre seulement seize à l'A.K.F.M., sept au Vonjy et deux à l'UDECMA. Il contrôle les six

«partisans (anciennes provinces) et la quasi-totalité des cent-dix mandrivas (anciennes sous-préfectures). Avec ses quatre-vingt-dix mille militants, l'AREMA constitue d'ores et déjà le creuset du futur parti unique malgache. Il est la seule formation dont les structures ne reproduisent pas celles d'un parti français, mais au contraire épousent étroitement la pyramide des collectivités décentralisées. La est sa grande force. Les militants du parti gouverneront le pays en même temps des tâches administratives. «C'est une école de prises de responsabilité», note M. Ravoajannahary. L'AREMA n'est pas, pour autant, un bloc monolithique. C'est un parti «attrape-tout» qui possède ses conservateurs et ses «gauchistes». Mais, en cette période de transition, les dirigeants de l'AREMA tiennent une telle diversité pour inévitable.

Toute l'habileté du président Ratsiraka a consisté à associer le plus grand nombre de forces politiques à la conduite des affaires, transformant ainsi des opposants potentiels en des partenaires loyaux. Cette tactique visait principalement l'A.K.F.M. et le M.F.M. Fortement structurés, rassemblant des militants dévoués et disciplinés, l'A.K.F.M. se réclame du socialisme scientifique. Depuis vingt ans, aucun gouvernement n'a pu le déloger de la capitale, dont il contrôle la municipalité. Force d'opposition par excellence, l'A.K.F.M. bénéficie de la part de la petite et moyenne bourgeoisie malgache d'une «prime de confort» et d'un attachement sentimental. «Tana» vote A.K.F.M. par tradition.

Or, pour survivre face à un parti AREMA mis en place par le régime socialiste, l'A.K.F.M. n'avait guère d'autre choix que de participer au Front, quitte, ensuite, à tenter d'y faire prévaloir ses vues. Cette décision n'est-elle pas, à terme, suicidaire ? «Absolument pas, rétorque le pasteur Andriananjato. (Lire la suite page 24.)



filature
tissage
teinture
impression

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 3.906.000.000 F.M.G.

COTONA

SIÈGE SOCIAL ET USINE A ANTSIRABÉ
ROUTE D'AMBOSITRA B.P. 45

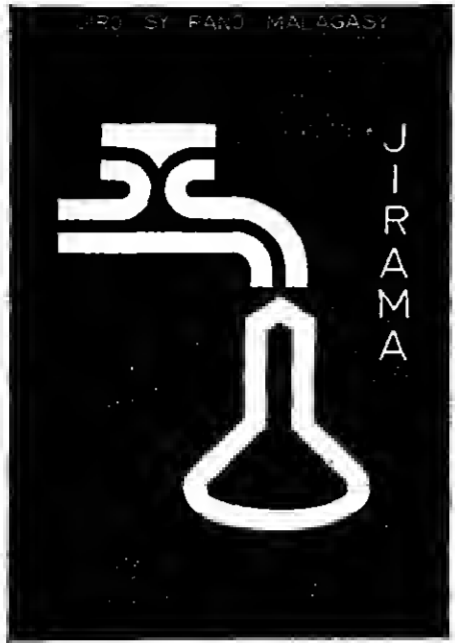
IZANY LAMBA
COTONA
TOY NY TANDROK'OMBALAHY
SADY MINGO NO FIAROVANA
MANENDRIKA RAHA ISALORANA

LA COTONNIÈRE D'ANTSIRABÉ

Lire pages 23 à 33 :

- F. 23. — Suite des déclarations du président de la République.
- F. 24. — Suite de l'article de Jean-Pierre Langellier. — Avec la France, une coopération mieux adaptée aux besoins du pays (J.-P. L.).
- F. 25. — Un pôle progressiste dans l'Océan Indien (Philippe Leymarie).
- F. 27. — Des structures économiques en profonde mutation (J.-P. L.).
- F. 28. — La Grande Ile : Une « arche » parmi les esquifs... (Jacques Troucheon).
- F. 29. — Trois personnages de dimension internationale (Philippe Decaeue).
- F. 30. — Le pays où la parole est un serpent toujours renaissant (Bakoly Domenichini Ramaramanana).
- F. 31. — De la musique traditionnelle aux chants et danses populaires (Michele Ramanandriana).
- F. 33. — La presse : ancienne, vivante et nationale (Ph. L.).

(PUBLICITE)



JIRAMA

UNE ENTREPRISE MALAGASY DE POINTE

DÉPUIS l'avènement du gouvernement actuel (15 juin 1975), la politique de nationalisation des grandes entreprises s'est appliquée en premier lieu à la Jirama (Jirama s'est appliquée en premier lieu à la Jirama), qui, on le sait, est née d'une fusion entre deux sociétés, la Société d'Eau de Madagascar (SEM) et la Société Malgache de l'Eau et de l'Electricité (SMEE).
La SMEE a repris en 1974 les anciennes exploitations de la société Electricité et Eau de Madagascar (E.E.M.), société concessionnaire du service public de production et de distribution d'eau et d'électricité dans les principales villes de Madagascar depuis 1922.
La SEM, créée en 1953, s'est vu confier au lendemain de l'accession de Madagascar à l'indépendance toutes opérations nouvelles en matière d'électricité et d'eau.
En 1974, une ordonnance portant réorganisation des secteurs de l'eau et de l'électricité avait créé la Société d'Intérêt National de l'Eau et de l'Electricité (SINEE) qui devait regrouper les deux sociétés précitées.
En 1975, le SINEE a été dissous pour faire place à la JIRAMA (ordonnance du 17 octobre 1975).

LES OBJECTIFS DE LA REVOLUTION

La mesure de nationalisation était d'autant plus urgente que le développement industriel de Madagascar et l'électrification du pays, qui sont parmi les objectifs majeurs de la révolution, appellent nécessairement l'action de l'Etat dans le domaine de la production de l'énergie. Il s'agit de servir en priorité non pas des intérêts particuliers mais ceux de la nation.
Madagascar a choisi la voie socialiste, définissant ainsi la mentalité à adopter, la ligne de conduite de chacun, l'organisation du travail.
Un des objectifs centraux du régime actuel vise en premier lieu au changement radical de psychologie dans l'entreprise. Est-il nécessaire de rappeler à cet effet qu'une révolution s'élève avant tout dans les esprits ? La charte de la révolution sociale malgache est explicite à cet égard, elle « exige un changement profond de mentalités et de comportement, et suppose une transformation fondamentale du système économique et commercial ».
Les travailleurs doivent se convaincre que, désormais, le bon sens et le succès de l'entreprise dépendent uniquement de leur travail et de leur niveau de conscience. Mais leur leur fait comprendre aussi qu'il ne suffit pas qu'une entreprise soit nationalisée pour présenter un visage révolutionnaire. L'inefficacité et une mauvaise gestion, l'anxiété est trop importante pour qu'on puisse se permettre de telles bévues dans une entreprise vitale comme la JIRAMA.

Les responsables actuels sont conscients de ces problèmes et ont su éviter jusqu'à présent le piège de la démotivation facile qui consiste à se nourrir de chiffres en précisant les solutions de facilité. Solutions de facilité qui n'accroissent pas suffisamment d'importance, par exemple, aux notions de rendement et de rentabilité, piliers d'une bonne gestion et d'une organisation conséquente. En effet, une entreprise, dont la production ne répond pas à une certaine norme correspondante à sa capacité réelle, et dont la rentabilité est déclinante, encourt sérieusement le risque de périr à terme.
Cette éventualité est d'autant plus grave pour un pays pauvre qui peut difficilement supporter de telles charges. De plus, la JIRAMA, pour son équipement, doit recourir obligatoirement à l'importation de la totalité de son matériel, ce qui représente une sortie de devises extrêmement élevée.
De ce fait, elle doit veiller de très près à l'équilibre de son budget, et pouvoir assurer également une marge suffisante pour le financement de ses travaux.

UNE POLITIQUE DE DECENTRALISATION

Une centralisation excessive des activités a toujours présenté un frein au développement harmonieux et équilibré d'un pays. La JIRAMA a pressenti, dès le début, ce danger — c'est aussi l'une des préoccupations fondamentales du pouvoir révolutionnaire — et a mis au point un système de décentralisation suivant des groupements répondant à certains critères tels que la situation géographique, l'importance de l'exploitation, les communications, etc.
Ces groupements possèdent une certaine autonomie, qui leur permet d'assumer efficacement des responsabilités locales touchant en substance le service public.
Cette décentralisation représente, en outre, le symbole même d'une véritable participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise, car chacun se sent directement concerné par le bon sens et le succès de son secteur de travail.
Le partage des responsabilités a donné des résultats extrêmement encourageants. Il constitue en effet un tremplin idéal pour une saine compétition. Chaque secteur essaie de sensibiliser et d'informer le public de son mieux sur les problèmes d'électrification et d'adduction d'eau.
La décentralisation ne doit cependant pas être vécue au vase clos, où chaque organisme se contenterait, en quelque sorte, de s'occuper uniquement de son domaine ou de sa zone d'intérêt. L'électrification d'un pays est l'affaire de tous, et cela nécessite une formation et une prise de conscience permanente des travailleurs sur le rôle qui incombe à chacun.

DES REALISATIONS DE TAILLE

Enfin, l'un des objectifs fondamentaux de la décentralisation est l'électrification des zones rurales. La distribution de l'énergie à Madagascar, se caractérise par un déséquilibre important entre les villes et les campagnes. C'est un phénomène propre aux pays en voie de développement car la vie économique se concentre dans quelques grands centres. Pour y remédier, les responsables publics se dépeinent de combler cet écart qui, si l'on n'y prend garde et s'il s'accroît, présentera un péril national.
Dans le cadre de cette politique, la JIRAMA sera amenée à utiliser avant tout les possibilités locales : hydro-électricité, gaz naturel, charbon de la Sokoa, énergie solaire.
Le programme quinquennal de la JIRAMA prévoit la réalisation annuelle de neuf à dix électrifications rurales et de trois à quatre adductions d'eau. A la fin de 1977, la JIRAMA compte cinquante-cinq centres d'exploitation électrique et une production annuelle d'énergie de 271 300 000 kilowatts.

Les autres réalisations de taille actuellement en cours sont celles des centrales hydro-électriques d'Andekaleka (12 000 kilowatts) et de Namorona (5 000 kilowatts). Elles se situent approximativement à l'est et au sud du pays. Compte tenu du volume

des investissements et de l'ampleur des travaux — importants pour le pays — la JIRAMA a dû recourir à des sources extérieures de financement.
Plusieurs raisons ont amené la société à réaliser ces projets :

- La volonté de ne plus dépendre de l'étranger en matière d'énergie ;
- Le développement sans cesse croissant de la consommation, lié essentiellement à l'extension ou à l'implantation d'industries nouvelles. On estime en effet que, à partir de 1982, les installations de la zone dite interconnectée ne seront plus suffisantes pour faire face aux demandes de l'axe Moramanga - Antananarivo - Antsirabe ;
- Enfin, le désir de mettre en valeur les ressources nationales, face au coût de plus en plus élevé de l'énergie thermique.

LE BARRAGE D'ANDEKALEKA

La région d'Andekaleka est située à 125 kilomètres environ d'Antananarivo, sur le versant est. Elle offre les conditions requises pour un aménagement hydro-électrique, avec une chute brute de 220 mètres et un débit garanti de 45 mètres cubes/seconde. L'usine sera une puissance installée finale de 12 000 kilowatts, dont la production est destinée à satisfaire les besoins en énergie de l'axe Moramanga - Antananarivo - Antsirabe. Les caractéristiques du projet sont les suivantes :

- Investissement : 119,5 millions de dollars U.S. ;
- Fleuve : Volirita ;
- Bassin versant : 1 873 kilomètres carrés ;
- Chute : 228 mètres ;
- Puissance installée : 12 000 kilowatts ;
- Energie produisible : 400 000 000 de kilowatts par an ;
- Ligne : 150 kilomètres.

Le financement est assuré par des organismes de financement nationaux et internationaux, ainsi que par Madagascar :

- Agence Canadienne de Développement International (ACDI) : 44 millions de dollars canadiens ;
- International Development Aid (IDA) (Banque mondiale) : 33 millions de dollars américains ;
- Banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique (BAD) : 10 millions de dollars U.S. ;
- Caisses Centrales de Coopération Economique (C.C.C.E.) : 15 millions de dollars U.S. ;
- Fonds saoudiens : 12 millions de dollars U.S. ;
- Fonds koweïtiens : 10 millions de dollars U.S. ;
- Abou-Dabi : 5 millions de dollars U.S. ;
- D'ores et déjà, Madagascar a annoncé sa décision de participer pour 15 millions de dollars U.S.

La réalisation du projet est confiée à la JIRAMA, qui assure la conception de la centrale, la surveillance des travaux.

En ce qui concerne le financement, le gouvernement malgache répercutera à la JIRAMA les fonds qu'il aura obtenus auprès des organismes de financement au titre du projet.

A la suite de l'augmentation des coûts du projet due à l'inflation et au retard dans le démarrage des travaux (juin 1977), le montant du prêt a été porté en 1978 à 3 milliards de yen (environ 2 686 000 000 de francs malgasy).

La JIRAMA, désignée pour réaliser le projet, assurera le financement des dépenses non couvertes par ledit prêt. Le montant de la participation de la JIRAMA est estimé à 1 425 000 000 de francs malgasy, soit environ 1 287 000 000 de francs malgasy.

L'appel d'offres lancé en février 1977 a conduit à la conclusion d'un contrat avec la firme japonaise Nisho-Iwai. Ce contrat, dont le montant s'élève à 2 686 000 000 de francs malgasy, concerne la fourniture des équipements et la construction du barrage de prise d'eau, de l'aménagement de la centrale et de la station électrique. Ce contrat concerne également la fourniture des équipements pour les lignes.

L'AMENAGEMENT HYDRO-ELECTRIQUE DE LA NAMORONA

Le projet Namorona consiste à aménager une usine hydro-électrique de 5 000 kilowatts sur le Namorona — à quelque 400 kilomètres au sud d'Antananarivo — et à installer des moyens de transport et de transformation pour relier l'usine aux réseaux de distribution de la ville de Fianarantsoa et des agglomérations de la région.

La réalisation de ce projet permettra de faire face à l'augmentation des besoins en énergie de Fianarantsoa, de satisfaire aux demandes relatives à l'implantation de nouvelles industries et d'alimenter certaines agglomérations.

Le financement du projet est assuré par le gouvernement japonais qui, par l'intermédiaire de l'Overseas Economic Corporation Fund, a accordé à Madagascar en 1973 un prêt de 2 milliards de francs.

A la suite de l'augmentation des coûts du projet due à l'inflation et au retard dans le démarrage des travaux (juin 1977), le montant du prêt a été porté en 1978 à 3 milliards de yen (environ 2 686 000 000 de francs malgasy).

La JIRAMA, désignée pour réaliser le projet, assurera le financement des dépenses non couvertes par ledit prêt. Le montant de la participation de la JIRAMA est estimé à 1 425 000 000 de francs malgasy, soit environ 1 287 000 000 de francs malgasy.

CARACTERISTIQUES DU PROJET

- Investissement : 3 milliards de francs malgasy ;
- Travaux : 1977-1979 ;
- Fleuve : Namorona ;
- Bassin versant : 475 kilomètres carrés ;
- Chute : 83 mètres ;
- Débit moyen annuel : 12,74 mètres cubes/seconde ;
- Puissance installée : 5 000 kilowatts ;
- Energie produisible : 29 000 000 de kilowatts par an ;
- Ligne : 60 kilowatts : 45 kilomètres.

TRAVAUX REALISES PAR LA JIRAMA

La JIRAMA, pour sa part, assurera les prestations suivantes :

- Etudes et construction de la ligne haute tension Ranomafana-Fianarantsoa ;
- Etudes et construction de la sous-station de Fianarantsoa et des locaux d'habitation relatifs au projet.

Enfin, la JIRAMA se chargera également de la direction, de la surveillance et du contrôle des travaux de construction du barrage de prise d'eau et de la centrale.

LES EQUIPEMENTS DE PRODUCTION

Madagascar compte actuellement six centrales hydroélectriques dont la puissance totale installée est de 51 932 (en kilowatts-ampères) et la productibilité moyenne de 191 000 000 de kilowatts. Il existe, par ailleurs, quarante-deux centrales thermiques dont la puissance varie de 40 à 20 000 kilowatts-ampères. La puissance thermique totale installée est de 74 292 kilowatts-ampères.

CHIFFRES D'AFFAIRES

Ces chiffres d'affaires de ces cinq dernières années, hors taxes, en francs malgasy, s'élevaient :

- 1973 : 4 789 millions ;
- 1974 : 5 251 millions ;
- 1975 : 5 682 millions ;
- 1976 : 6 178 millions ;
- 1977 : 6 737 millions.

Rappelons que 2 F français valent 100 francs malgasy.

CAPITAL HUMAIN

Nombre de travailleurs :

- Cadres : 227 ;
- Agents de maîtrise : 641 ;
- Employés et ouvriers : 3 004

Total : 3 872

Massa salariale distribuée : 1 890 millions en 1977.

PRODUCTION (cinq dernières années)

Electricité en mégawatts :	
1972 :	217 764 ;
1973 :	228 635 ;
1974 :	244 556 ;
1975 :	245 845 ;
1976 :	254 552 ;
1977 :	271 345.

PROJETS

Madagascar s'intéresse de très près à l'évolution des techniques modernes en matière d'énergie nouvelle. A cet égard, deux des plus grandes entreprises de l'île (la SOLIMA et la JIRAMA) vont procéder à la création d'une autre centrale, celle des énergies nouvelles (solaire, géothermique, éolienne). L'Etat participera pour 10% du capital sur un total de 100 millions de francs malgasy.

Enfin, avec la collaboration de la Chine populaire, la JIRAMA construira une centrale hydro-électrique de 1 200 kilowatts à Antsirabe (chute de la Lily), à une centaine de kilomètres environ, à l'ouest d'Antananarivo.

L'électrification couvrira une surface d'environ 25 kilomètres de rayon à partir du barrage, dans la région de l'Ilay et de la Sakay. Cette zone représente une importance de premier ordre au plan de l'agriculture et de l'élevage.

« A LA MESURE DE TOUT HOMME »

L'un des grands thèmes du socialisme malgasy, que la JIRAMA essaie de réaliser dans son domaine, est celui de l'association du personnel à la vie de l'entreprise. Pour ce faire, la JIRAMA a gardé bien de se laisser entraîner dans une forme d'organisation bureaucratique. Car la bureaucratie, par son impersonnalité et l'existence d'un système hiérarchique contraignant, et qui implique subordination et contrôle, est une source d'alienation.

Cependant, aucune entreprise ne peut fonctionner sans organisation, et celle d'autant mieux que ses dimensions sont plus considérables. Il convient de préciser ici que près de quatre mille personnes travaillent à la JIRAMA. La création d'une organisation rigoureuse est une réalité d'expérience qui a valeur de règle, règle que la JIRAMA se doit d'appliquer scrupuleusement pour éviter d'encourir un échec qui serait fatal à son existence même.

Ainsi, la gestion du personnel et fini par être considérée comme posant, elle aussi, un problème d'organisation. La première obligation que la JIRAMA s'est proposée est de traiter et de rémunérer dignement son personnel. En effet, il s'agit moins de payer de hautes salaires que de rémunérer avec équité. Si un ouvrier occupe le poste qui lui convient et qu'il dispose d'un bon outillage, il travaillera mieux, davantage et plus volontiers. S'il a le sentiment de n'être pas un moyen au service d'une fin, mais d'appartenir à une communauté où il a le rang de collaborateur, il accomplira sa tâche au mieux, non point en automate.

Actuellement, l'administration du personnel de la JIRAMA relève de la compétence de la direction du personnel et des relations humaines. Non seulement elle s'occupe d'une manière globale des travailleurs auxquels s'applique sans distinction la politique du personnel, mais aussi, d'une manière individuelle, de ces travailleurs à leur poste et dans leur groupe.

La direction a compris qu'elle a le devoir de tendre ses appréciations sur des critères objectifs et de tenir compte des critères subjectifs de qualité individuelle. Pour les opérations de recrutement, elle a recouru à des méthodes modernes, dont les tests psychotechniques offrent un exemple particulièrement connu.

Cependant, l'épanouissement de ces travailleurs restera dans le domaine des vœux pieux s'il subsiste encore une inégalité pour le promotion et le matériel professionnel. Sur ce point, la JIRAMA s'efforce de développer et d'améliorer les centres de formation professionnelle, qui fonctionnent déjà dans quelques villes. Ces centres s'occupent, en général, de la formation technique, administrative et même de l'alphabétisation.

Devant l'ampleur de la tâche, la JIRAMA n'ignore pas que sa réussite dépend également en grande partie de l'esprit d'équipe qui doit animer son personnel. La mise en application de la charte des entreprises socialistes invitait chaque travailleur à s'informer d'une manière rigoureuse sur la part de responsabilité qu'il a à assumer au sein de l'entreprise, et la pièce qu'il occupe dans le développement du pays.

RAZAFINDRATANDRA Zimeba,
chef du service Relations publiques et Presse.

مكتبة من الأصل



A
POINTE

Les déclarations du président de la République

(Suite de la page 21)

Je ne vais pas assaillir tous ceux qui sont contre moi ! On va-je donc trouver les cadres pour l'économie nationale ? Les élites, les gens opérationnels, les cadres, je les prends où je les trouve. L'essentiel est qu'ils ne sabotent pas. Evidemment, si je m'aperçois qu'ils sabotent, je les élimine sans pitié.

Les dirigeants malgaches font état, en privé comme en public, de la résurgence ou du maintien de phénomènes inquiétants : corruption, laxisme, incompétence des cadres. Ces pratiques et ces insuffisances ne risquent-elles pas de faire dévier l'expérience malgache de ses objectifs socialistes ?

— Oui et non. Vous savez, ces pratiques ne vont pas très loin. La corruption porte sur de toutes petites sommes. Je ne suis pas sûr que la spéculation immobilière ou les histoires de pots-de-vin chez Loach et ci ou ailleurs aient pu compromettre le développement de la société capitaliste. Ce genre de choses se passe partout. Seulement voilà, les médias exagèrent quand il s'agit d'un pays du tiers-monde, à plus forte raison progressiste. Quand on parle de vols à main armée à Madagascar, tout de suite on grossit l'affaire. Mais, à côté de l'assassinat d'Aldo Moro ou de l'enlèvement du baron Empain, etc., il faut garder les proportions des choses. Tout le monde n'est quand même pas corrompu. Et puis, nous sommes en train de préparer les cadres de l'avenir qui remplaceront ceux éventuellement pris en flagrant délit de corruption, et qui se trouvent emprisonnés en ce moment. Ils sont nombreux. Peut-être un millier. Ils ont

confondu la caisse de l'Etat avec leur caisse personnelle. On sévit. L'écriture sainte n'a-t-elle pas dit : « Aimez-vous les uns les autres » ? C'est un coup d'épée dans l'eau, tant que vous ne changez pas les structures sociales. C'est pourquoi il faut se donner les moyens de sa politique. Dans les usines, les travailleurs sont partie prenante dans la gestion. Il y a des contrôles permanents a priori et a posteriori. Cela va donc limiter ces pratiques.

« Une révolution ça ne plait pas à tout le monde »

— Encouragez-vous de faciliter les investissements étrangers qui, pour l'instant, boudent votre pays ?

— Je ne les appelle pas tellement. Je lutte contre l'extraversion de notre économie. Ils ne boudent pas notre pays. C'est nous qui refusons certains investissements. Je ne veux investir que dans des secteurs prioritaires. Le gros handicap de l'économie malgache, ce n'est pas le manque d'argent, mais le manque de projets.

— Le budget de l'Etat malgache permet-elle seulement pour l'essentiel d'entretenir l'appareil administratif. N'y aurait-il pas intérêt à réduire ces dépenses de fonctionnement au profit d'investissements productifs ?

— Le budget de 1978 aura le même volume que l'année dernière pour les dépenses de fonctionnement. Le maître mot est « investissement et croissance ». Jusqu'à présent, Madagascar a pratiqué une politique d'endet-

tement à l'extérieur très prudente. Maintenant, on va y aller galement. Il faut s'endetter et investir dans les projets rentables à long terme.

— Depuis votre arrivée au pouvoir, vous avez régulièrement dénoncé les tentatives de déstabilisation qui visent votre régime. On n'a pas toujours pris très au sérieux, à l'étranger notamment, cet aspect de révolution assésée de l'expérience malgache. Croyez-vous vraiment qu'en cette fin d'année 1978, des puissances ou des agents extérieurs s'emploient quotidiennement à saboter le socialisme malgache ?

— Je n'ai pas dit quotidiennement, mais en permanence. Il y a une volonté délibérée de déstabilisation. La presse occidentale est un peu désabusée par les complots imaginaires ou imaginés par tel ou tel d'entre nous. Mais le régime malgache est assez ancré dans la population pour n'avoir pas besoin d'at-

fabuler pour mobiliser les gens. L'expérience malgache est originale, éminemment humaine, et en passe de réussir. Elle risque de faire tâche d'huile. Or, quand on fait une révolution, ça ne plait pas à tout le monde. Il y a des gens qui veulent garder leurs avantages exorbitants d'antan, des nostalgiques du passé qui n'arrivent pas à avaler cette plume. Pour convaincre les gens de nous déstabiliser, on brandit l'épouvantail du communisme. On dit que Ratsiraka est l'agent de Fidel Castro, l'agent des Soviétiques. A un moment donné, j'étais maoïste ; maintenant, je suis l'agent des Soviético-Cubains. Ne peut-on pas imaginer tout simplement que l'on veut vivre indépendant en paix à Madagascar, selon notre propre génie. Est-ce si difficile que cela à imaginer ? Pourquoi ne nous laissez-vous pas la paix ? Le peuple jugera le bilan qu'on lui présentera à la fin du septennat. Je ne minimise pas dans les affaires intérieures des autres pays, sans quand cela touche le plan international sur les questions de principe (l'affaire de Camp David, celle du Sahara), on est intraitable.

— Après la « décripation » qu'a marqué votre récent voyage à Paris en septembre 1978, comment voyez-vous l'avenir des relations franco-malgaches ?

— Il y a France et France. Avec le peuple français, il n'y a pas de problème. Le peuple français n'a jamais été contre le peuple malgache. En politique, il n'y a pas d'antipathie ni d'animosité éternelle. Il n'y a que des intérêts permanents. Nous sommes non alignés, engagés dans une lutte anti-impérialiste, antiraciste, antineocolonialiste. C'est à partir de ces principes fondamentaux que nous définissons quels sont nos amis et nos adversaires dans telle ou telle phase de notre lutte. Il arrive que les vues du gouvernement français s'opposent aux vues du gouvernement malgache, comme il arrive que celles du gouvernement malgache s'opposent à celles du gouvernement chinois ou soviétique. Auquel cas nous le disons sans ambages. C'est tout. Si on parle d'impérialisme, c'est qu'il existe. Le colonialisme existe encore, malheureusement. Quand je réclame les îles qui sont



LE PRESIDENT RATSIKAKA AU COURS D'UNE CONFERENCE DE PRESSE.

autour de Madagascar, je dis que la décolonisation n'est pas tout à fait terminée. Ces îles nous appartiennent politiquement, géographiquement et historiquement. Les actions impérialistes, dans certaines régions du monde, sont critiquées par vos journaux, par le P.C., le P.S., peut-être même par les chrétiens plus que par nous. Quand on bombarde les combattants sahraouis, nous ne pouvons pas être pour ceux qui bombardent. On le dit sans animosité, avec franchise. Les relations avec la France dépendant de la France, nous avons démontré notre bonne volonté en allant à Paris par deux fois. Nous avons décripé en indemnisant les banques, les assurances, mais il y a une limite à cela. Il y a eu des abus. Les gens se sont déjà sur-payés sur notre dos. Si vous voulez vivre en bonne intelligence avec nous, respectez notre option politique, notre idéologie, et nous nous entendrons très bien. Mais, encore une fois, nous ne cesserons jamais de réclamer le retour de ces îles à notre pays.

— La quasi-totalité des expériences socialistes dans le tiers-monde rencontrent beaucoup de difficultés, économiques notamment, à tel point que certains dirigeants socialistes, en particulier en Afrique, pour apaiser le mécontentement populaire, rétablisent, d'une manière plus ou moins ouverte, les mécanismes du libre marché. La révolution mal-

gache est-elle mieux armée que les autres pour résoudre ses problèmes économiques et réduire les inégalités sociales ?

— Il ne faut pas que l'expérience des autres « touche mais corrige peu », comme disait La Bruyère, je crois. Cette expérience nous sert. Il ne faut pas aller trop vite. Ces régimes socialistes sont allés trop loin et trop vite. L'expérience coréenne vaut la peine d'être étudiée. Ce pays éminemment industriel est devenu agricole et autosuffisant. Cette expérience, nous pourrions la réviser mieux que les Coréens, parce que nous n'avons pas leurs charges militaires. Nous n'avons pas de frontières communes avec d'autres Etats. C'est un atout. Ensuite, nous sommes un pays potentiellement riche. Nous pouvons produire tout. Nous formons cinq mille bacheliers par an. Le relèvement est assuré. Et puis, il y a la volonté politique d'aboutir. La voie est tracée. Nous faisons des changements de cap, au coup par coup. Evidemment, nous n'allons pas vivre kif pour kif. Nous corrigeons le tir à mesure qu'il se fait. Nous ne faisons pas de démagogie comme d'autres régimes socialistes. Maintenant nous disons « Production... production... production ». Je suis optimiste.

Propos recueillis par JEAN-PIERRE LANGELLIER.



OFFICE MALGACHE DES TABACS

LA PRODUCTION DE TABACS DANS L'ECONOMIE MALGACHE

Madagascar compte dans sa production agricole la culture du tabac, laquelle porte depuis 1966 sur trois variétés destinées à la fabrication de produits à chiquer et trois variétés à cigarettes : tabacs noirs et tabacs blonds type Virginie et Burley.

Au cours des dernières années, la production a évolué comme suit en tonnes métriques :

Années	Tabacs à chiquer	Tabacs pour cigarettes			TOTAL
		Tabacs légers noirs	Tabacs blonds		
			Burley	Virginie	
1974	991	1481	582	354	3408
1975	632	1310	560	873	3375
1976	1260	1337	700	718	4015
1977	960	884	620	872	3236
1978 (prévisions)	1730	1700	785	852	5067

La culture de tabacs a toujours été pratiquée de pair sur des exploitations modernes et par des familles paysannes, ce dernier secteur prenant une part relative de plus en plus importante de la production. Les exploitations modernes restent cependant prépondérantes dans la production des tabacs blonds.

La culture familiale est encadrée directement par l'Office Malgache des Tabacs, qui a succédé à la Mission SEITA ayant exercé à Madagascar de 1925 à 1970. L'Office achète la totalité de la production familiale et la revend pour son propre compte.

Les tabacs blancs sont achetés par la Société Internationales des Tabacs Malgaches qui les traite dans ses installations sises à Majunga, second port

de Madagascar, ladite société étant formée entre les planteurs, quelques clients et l'Office Malgache des Tabacs.

Les tabacs produits par Madagascar sont pour partie vendus aux manufactures locales de tabacs à chiquer et de cigarettes et pour partie destinés à l'exportation.

A l'avènement de l'Office Malgache des Tabacs, un objectif de 15000 tonnes d'ici à dix ans a été fixé l'optique d'une exportation accrue.

Les produits manufacturés, impartés au de fabrication locale, sont commercialisés par un service de monopole d'Etat, la Régie Malgache des Tabacs.



POLITIQUE

La «longue marche» vers le socialisme

(Suite de la page 21)

L'A.K.F.M. est la plus vieille organisation du pays. Son expérience est précieuse pour la révolution. Nous voulons aider les dirigeants à trouver un type d'action socialiste adapté aux réalités malgaches. Nous ne sommes pas jaloux de l'AREMA, qui a été créée avec notre connaissance. En 1976, il fallait combler le vide politique et créer une organisation révolutionnaire nationale. Pour nous, l'important, c'est le respect d'une unité et d'une discipline d'action en vue d'appliquer un programme clair, celui du Livre rouge, qui a été accepté

par la majorité de la population. Le chef de l'A.K.F.M. accueille avec quiétude la perspective du parti unique: « Nous ne nous faisons pas hara-kiri. Au contraire. Par ses idées et ses méthodes, l'A.K.F.M. s'intégrera de façon constructive dans le futur parti. D'ailleurs, nous avons toujours envisagé la situation de manière dynamique. L'unionisation ne nous fait pas peur. L'A.K.F.M. lui-même est né d'une fusion de cinq petits partis. Nous souhaitons accélérer les choses. Sans fixer d'échéance, nous espérons que le parti unique verra le jour dans le courant de l'année prochaine. »

thèse des positions en présence: « Le chef de l'Etat n'adopte pas toujours le point de vue de l'AREMA, souligne le pacte André Andriamananjato. Il sait mesurer ce qu'il y a de positif dans les autres formations du Front. » Ainsi le président apparaît-il comme un homme d'équilibre et de compromis, un arbitre tranchant au-dessus des partis. « Il n'est ni l'homme d'un parti ni l'homme des partis », note un observateur. Il consulte tous ses partenaires — en ce sens, c'est un émetteur — et ne prend une décision que s'il est assuré d'être largement approuvé. En outre, c'est un homme qui estime avoir le temps. »

Une stratégie du consensus

Il reste que, sur plusieurs points, l'A.K.F.M. court un risque sérieux d'être court-circuité par l'AREMA. Un exemple: l'A.K.F.M. n'agit que par le biais de l'Union soviétique, n'est plus seul à entretenir des relations régulières avec Moscou. Dans les délégations officielles malgaches séjournant en U.R.S.S., ses représentants obtiennent désormais ceux de l'AREMA. En outre, l'A.K.F.M. partage avec ses partenaires du Front les honneurs d'études offertes par Moscou. Quant à l'M.F.M., mouvement d'extrême gauche fondé en 1973 par M. Manandary Rakotonirina, il risque, lui aussi d'être « avalé » par l'AREMA. L'ancien chef des contestataires de mai 1973 a largement recruté parmi les jeunes magistrats, souvent chômeurs, qui composent le

lumpenproletariat des villes. La plupart de ses militants émanent de organisations de chômeurs, les célèbres ZOAM (jeunes gens sans travail à Madagascar). Conscients de la gravité du chômage, le gouvernement et l'AREMA ont commencé à organiser leurs propres ZOAM, s'attachant, de ce fait, une nouvelle clientèle politique. En ralliant le chef du M.F.M. pourrait bien avoir perdu une partie de son influence auprès de la jeunesse urbaine, quelle soit intellectuelle ou prolétaire. Fidèle à cette « stratégie du consensus » qui est au cœur de l'expérience malgache, le président Ratsiraka s'efforce de satisfaire les diverses composantes du Front, écoute l'avis de jeunes leaders avant d'opérer la syn-

Il faudra beaucoup de temps, en effet, pour que le processus révolutionnaire en cours emporte l'adhésion des masses rurales (85 % de la population) concernées pourtant au premier chef. Le paysan malgache, profondément individualiste, s'est méfié de l'avenement des dirigeants, dans un certain attentisme. La coupe entre les univers rural et urbain demeure très nette. Les projets d'une administration, urbaine par nature, sont souvent mal perçus par la « brousse ». Cependant, le travail politique accompli dans les campagnes — notamment par le biais de la radio — a suscité un début d'émancipation paysanne (une « conscientisation », pour reprendre le vocabulaire de la révolution malgache). Il reste aux dirigeants d'Antananarivo à vaincre le « désintéressement » dont font souvent preuve les paysans. Ce sera sans doute leur plus lourde tâche.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

DIPLOMATIE

Avec la France, une coopération mieux adaptée aux besoins du pays

PAR son ampleur et sa qualité, la coopération technique et culturelle est l'un des plus gais indices du climat politique régnant entre deux pays. Que celui-ci se détériore et celle-ci en souffrirait tout autant. Aussi, la « désertion » intervenue ces derniers mois entre Antananarivo et Paris laisse-t-elle présager une relance de la coopération franco-malgache, mieux assortie sans doute aux besoins du pays hôte. S'il est un domaine où les aléas de la politique ont sensiblement affecté le volume de l'assistance française à Madagascar, c'est celui de l'aide financière aux investissements (titre six du FAC) (1). Ayant considérablement diminué depuis 1972, date à laquelle Madagascar semblait encore le « enfant chéri » de la coopération, le montant des engagements français dans ce secteur vital pour l'économie de la Grande Ile avoisinait, en 1978, les 100 millions de francs français. Annonçant la stagnation du budget général de la coopération à un niveau qui ne saurait être qu'un « figer » l'aide aux investissements au niveau de la dernière année, la C.C.C.E. participe au financement de trois grands projets: construction du barrage et de la centrale hydro-électrique d'Andriakaleka, création d'une mini-terre à Antsirabé, modernisation du central téléphonique d'Antananarivo. Elle aidera également au rajustement du réseau ferroviaire.

étrangeté. Dans le secondaire, la malgachisation est effective de la sixième à la quatorzième. Les élèves du primaire reçoivent un enseignement du français, à raison de quatre heures par semaine. Le français est désormais enseigné, non plus comme un véhicule culturel. Pourtant, la connaissance du français, souvent mal enseignée, régresse pour deux raisons essentielles: les difficultés inhérentes à l'acquisition, dans certaines disciplines, d'un « malgache commun », et l'absence de manuels scolaires en langue nationale. Dernier aspect des relations franco-malgaches: les échanges commerciaux. Malgré l'amorce d'une diversification de la part du gouvernement malgache, ceux-ci restent privilégiés. Le premier fournisseur et premier client de Madagascar, la France lui fournit environ 30 % du commerce extérieur malgache. On a cependant enregistré en 1978 une baisse sensible des échanges franco-malgaches, qui tient d'ailleurs, en partie, à la stagnation globale du commerce extérieur de la Grande Ile. Les achats de la France représentent 0,4 % de la totalité de ses importations; ses ventes à Madagascar, 0,18 % du montant de ses exportations. Longtemps excédentaires au bénéfice de la France, les échanges commerciaux se sont inversés au profit de Madagascar. Paris achète surtout des produits agricoles (café, vanille, poivre, cacao) ainsi que du chrome et des colonades. Antananarivo importe essentiellement des appareils mécaniques et électriques, des pièces détachées, des produits sidérurgiques et pharmaceutiques.

Six cent cinquante assistants techniques

Le deuxième grand domaine d'activité de la France à Madagascar est celui de l'assistance technique, directe ou indirecte. La seconde, naguère importante, est aujourd'hui réduite. En revanche quelque six cent cinquante personnes servent dans la Grande Ile au titre de l'assistance directe. La majorité sont enseignants. Au début de 1978, on comptait 398 assistants techniques dans des établissements malgaches de 20 à 200 élèves. 276 dans le secondaire et le technique. L'important est que le gouvernement malgache, conscient de ses besoins en la matière, est de nouveau demandeur d'enseignants. Conformément aux accords de « globalisation », mis au point en 1977 par la commission mixte franco-malgache et qui fixent un plafond financier à la coopération bilatérale, la France a décidé en juillet 1978 de pourvoir à soixante-huit postes d'enseignants (dont trente-cinq à l'université). Mais le traitement de ces assistants techniques sera versé par l'Etat malgache. Il faut également signaler que cent trente-huit enseignants exercent dans les établissements scolaires de type français.

permis de « dépassonner » — en le dépassant — les efforts culturels hérités de la colonisation. Aujourd'hui, le français, enseigné comme première langue vivante

En matière de bourses et de stages, Madagascar demeure privilégié vis-à-vis des autres pays relevant de la coopération. Le Cameroun, qui, en l'espace, arrive au deuxième rang, reçoit seulement la moitié du contingent de bourses allouées aux jeunes Malgaches. Environ quatre cents « bourses d'études » permettent à ces élèves de recevoir à Madagascar une spécialisation post-universitaire, notamment dans les grandes écoles. Ces bourses sont réparties par les autorités malgaches. En outre, cent trente bourses de stages et de recherches bénéficient à des étudiants dont le séjour en France varie entre deux mois et deux ans. Toute politique de coopération culturelle se soule évidemment du statut de la langue française. Or, le « malgache » participera largement, en 1979, d'un phénomène de rejet de ce que les étudiants qualifient à l'époque de « impérialisme culturel français ». De plus, la malgachisation progressive de l'enseignement a

Le rochefortaise S.A., groupe important français, coté en Bourse, détient 67 % du capital de la STAR jusqu'en décembre 1977; date à laquelle elle cède la majorité du capital à l'Etat Malgache; cette évolution s'inscrit dans le cadre de la transformation de l'économie démocratique Madagascar. Le rochefortaise S.A. renne partenaire de l'Etat Malgache avec 25,68 % du capital de la STAR et a signé un contrat d'assistance technique.

AIR MADAGASCAR La Compagnie de l'Océan Indien. Includes logo and text describing the airline's services and routes.

STAR SOCIETE TANANARIVienne DE REFRIGERATION ET DE BOISSONS GAZEUSES. Includes company information, financial data, and historical background.

Un p dans. Includes various text fragments and a logo at the bottom.

كندا من الأصل

تَكْرًا مِنَ الْأَصْلِ



DIPLOMATIE

Un pôle progressiste dans l'océan Indien

Par PHILIPPE LEYMARIE

EN l'espace de quelques années, sous l'influence d'une gauche qui a progressivement renforcé son pouvoir dans l'île, la République malgache a pris conscience de son enclavement régional et établi des liens diplomatiques et militaires avec les pays progressistes de la côte est-africaine...

Cette évolution n'allait pas de soi. L'insularisme est une donnée permanente de la culture et de la vie politique malgache. Et le régime social-démocrate du président Tsiranana (1958-1972) privilégiait de beaucoup ses liens avec Paris et l'Occident, affichant volontiers indifférence ou mépris à l'égard des voisins « naturels » de la Grande Île. Rappelons simplement, pour fixer les idées, que les sympathies de l'ancien chef de l'Etat malgache allaient en priorité à Formose et au Sud-Vietnam, à l'Afrique du Sud et à la Côte-d'Ivoire sur le continent africain, ou à Israël pour le Proche-Orient.

Madagascar, qui faisait figure à l'époque de « client » de la coopération française, se sentait fort peu concerné par les difficultés rencontrées par les mouvements de libération en Afrique ou dans l'Océan Indien. Loin de s'indigner d'un renforcement éventuel des activités militaires et économiques occidentales en Afrique australe ou dans les îles voisines, son gouvernement passait pour étranger à tout ce qui se faisait à Antananarivo ou dans le système d'alliances de la « base américaine ».

Sur la lancée des émeutes de mai 1973 — motivées notamment par la dénonciation des « accords d'escorte », l'expulsion des parachutistes et légionnaires français stationnés à Ivato et Diego-Suarez et la revendication pour une « seconde indépendance » — les divers gouvernements qui se sont succédés à Antananarivo ont eu d'abord à cœur de « retourner » le système d'alliances de

Madagascar; priorité a été donnée aux pays « progressistes » en Orient, à l'Afrique du Sud et à l'Afrique de l'Est, tandis que le pays exigeait de Paris un réexamen des relations franco-malgaches, sortant de la zone franc et nationalisant les principaux intérêts économiques français. L'accès a été mis sur le plan idéologique, sur un anti-impérialisme militant qui renouait avec une tradition très vivace chez les Malgaches. On peut en déceler les prémices dans la résistance de certains tribus malgaches à l'entrée des royautes Mérimina — l'ethnie originaire des Hauts-Plateaux — aux dix-septième et dix-huitième siècles; puis dans le combat difficile mené par l'Union nationale de Madagascar (U.N.M.) — l'entente des royaumes Mérimina — l'ethnie originaire des Hauts-Plateaux — aux dix-septième et dix-huitième siècles; puis dans le combat difficile mené par l'Union nationale de Madagascar (U.N.M.)...

Le caractère de la révolution socialiste publiée en 1975 sous forme d'un « livre rouge » insiste sur ces « traditions séculaires de lutte », rappelle l'agitation nationaliste des intellectuels du V.V.S. en 1915, ainsi que le travail de précurseur de Ralamongo durant l'entre-deux-guerres.

La montée en puissance du mouvement nationaliste et nationaliste semblait irrésistible en 1945; mais l'échec de l'insurrection générale de mars 1947, qui n'avait pas été voulue par les principaux chefs militaires et fut noyée dans le sang par l'armée française, avait renvoyé à une semi-clandestinité les idéaux d'unité et de libération de l'Afrique ou de solidarité afro-asiatique.

Les deux entités du mouvement nationaliste et nationaliste semblent irrésistible en 1945; mais l'échec de l'insurrection générale de mars 1947, qui n'avait pas été voulue par les principaux chefs militaires et fut noyée dans le sang par l'armée française, avait renvoyé à une semi-clandestinité les idéaux d'unité et de libération de l'Afrique ou de solidarité afro-asiatique. Ils se sont réveillés à l'heure de la « lot-cadre », et ont été entrainés avec ferveur par le Parti du congrès pour l'indépendance de Madagascar (I.P.I.C.) et le MONIMA de Monjia Jona, sous le régime de Philibert Tsiranana, pour exploser finalement en avril 1971 (soulèvement des paysans du sud) et en mai 1972 (manifestations des jeunes Antananarivo et dans les principaux centres de province).

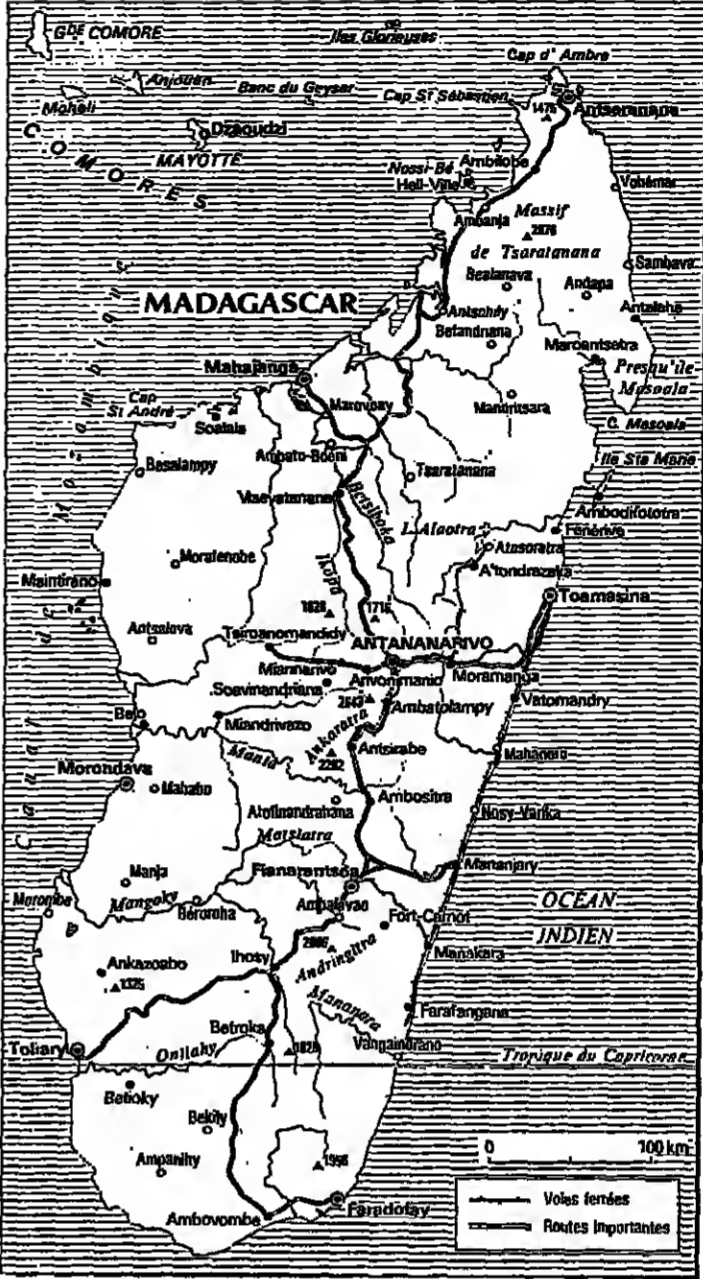
s'opposant même à ce que des navires de guerre relâchent dans ses ports, quels que soient leurs pavillons. Sa diplomatie s'est émue de nombreuses reprises des travaux effectués par le marine américaine à Diego-Garcia, pour y construire une base aéronavale ultra-moderne, et les relations américano-malgaches se sont tendues depuis la fermeture de la base de « poutaine » de Castel-Rouge de N.A.S.A., située près d'Antananarivo. Un contentieux durable existe toujours avec la France sur ce même thème. Madagascar n'a cessé d'affirmer sa souveraineté sur les îlots épars encore occupés par la France dans le canal du Mozambique (voir encadré ci-dessous). Il est toujours resté intraitable sur l'appartenance de Mayotta à l'archipel indépendant des Comores, même au plus fort de la bouillie qui s'est déchaînée contre Antananarivo et Moroni après les émeutes anti-occidentales de Mayotta, en décembre 1976. Et il a défendu avec constance le droit à l'autodétermination des populations malgaches, notamment celle année, lorsque l'Organisation de l'unité africaine s'est saisie du problème. Les milieux diplomatiques et politiques malgaches ont le sentiment que la présence militaire française dans ces îles ou dans ces eaux constitue en germe une menace pour leur propre sécurité, et en tout cas une tentative de dissuasion. Ils considèrent que l'antenne géante « Omega » de Saint-Paul rattache la Réunion à un système de télécommunications militaires au service de l'Occident; et que les mille deux cents hommes du 2^e régiment parachutiste d'infanterie de marine (R.P.I.M.A.) établis dans cette île à la suite de leur départ de Madagascar, en 1973, sont une troupe d'intervention extérieure bien plus qu'une unité de défense de ce département français. Ils voient aussi d'un mauvais œil la présence d'une unité de la Légion étrangère à Mayotta, et pensent que la flotte française de l'Océan Indien — qui représente près d'un cinquième des moyens opérationnels de la marine française — s'arçonne par trop une fonction de « gardien principal » de cette région, au nom de la défense de l'Occident.

L'opération de mercenaires montée par Bob Denard aux Comores, en mai 1978, ne pouvait que conforter les Malgaches dans leur conviction que certains milieux en France — pour ne pas dire certains secteurs du gouvernement et de l'armée — souhaitent toujours jouer un rôle actif dans la politique intérieure des îles du sud-ouest de l'Océan Indien. Les interventions militaires françaises récentes au Tchad, en Mauritanie et au Zaïre ne sont d'ailleurs pas passées inaperçues à Antananarivo, comme d'ailleurs les récents faits à Paris à la fin du mois de septembre — n'a pas manqué de s'en ouvrir au président Giscard d'Estaing avec une franchise qui a parfois désarçonné ses interlocuteurs. Une partie des Français, des Réunionnais et des Indiens francophones évincés de Madagascar et des Comores ont trouvé refuge à la Réunion ou à la fin du mois de septembre — n'a pas manqué de s'en ouvrir au président Giscard d'Estaing avec une franchise qui a parfois désarçonné ses interlocuteurs. Une partie des Français, des Réunionnais et des Indiens francophones évincés de Madagascar et des Comores ont trouvé refuge à la Réunion ou à la fin du mois de septembre — n'a pas manqué de s'en ouvrir au président Giscard d'Estaing avec une franchise qui a parfois désarçonné ses interlocuteurs.

Mobilisation et vigilance

Pour desserrer ce qu'il considèrent un peu comme un « enclavement », le gouvernement malgache s'est efforcé de tisser des liens plus étroits et politiques malgaches ont le sentiment que la présence militaire française dans ces îles ou dans ces eaux constitue en germe une menace pour leur propre sécurité, et en tout cas une tentative de dissuasion. Ils considèrent que l'antenne géante « Omega » de Saint-Paul rattache la Réunion à un système de télécommunications militaires au service de l'Occident; et que les mille deux cents hommes du 2^e régiment parachutiste d'infanterie de marine (R.P.I.M.A.) établis dans cette île à la suite de leur départ de Madagascar, en 1973, sont une troupe d'intervention extérieure bien plus qu'une unité de défense de ce département français. Ils voient aussi d'un mauvais œil la présence d'une unité de la Légion étrangère à Mayotta, et pensent que la flotte française de l'Océan Indien — qui représente près d'un cinquième des moyens opérationnels de la marine française — s'arçonne par trop une fonction de « gardien principal » de cette région, au nom de la défense de l'Occident.

Ce sentiment d'insécurité, qui trouve un aliment dans des faits troublants et dans le climat de « velléités d'armes » perceptible dans toute ceinture de l'Océan Indien, renforce une tendance naturelle des formations de gauche malgaches à interpréter certaines crises nationales demeurrées sans explication par la mystérieuse intervention d'agents étrangers. Il en a notamment été ainsi pour l'assassinat du colonel Ratsimandrava, l'incendie du palais du premier ministre, le détachement anticommuniste à



La Réunion est à 1 500 km de Madagascar. L'océan Indien est un espace stratégique majeur pour les grandes puissances. La France y entretient une importante force navale et aérienne. Le régime malgache a cherché à renforcer ses liens avec les pays progressistes de la région, notamment l'Union soviétique et l'Union africaine.

Contre les bases étrangères

L'OUVERTURE vers les « pays frères » de l'Océan Indien et du continent africain, rendue possible par ce déblocage politique, constitue d'ailleurs un simple retour aux sources. Madagascar a connu au long des siècles un peuplement complexe où dominait de loin des hommes originaires des archipels malais ou indonésiens et des descendants d'Africains. Le pays était donc, avant la lettre, le creuset de l'afro-asiatique que l'on veut se développer sous une forme militante après la seconde guerre mondiale. Les Malgaches ont fait beaucoup, depuis quatre ans, pour donner un contenu régional au concept un peu vague de « l'Océan Indien, zone de paix ». Alors que

le débat sur ce thème paraissait accaparé par le couple pluri-ambigu formé par l'Inde et l'Union soviétique, il est accueilli à Antananarivo plusieurs conférences de gouvernements ou de partis, voire d'Églises se réclamant du « non-alignement », du « progressisme », de la « décolonisation de l'Océan Indien » et de l'« anti-impérialisme ». Le président Didier Ratsiraka — dont il ne faut pas oublier qu'il est ancien officier de marine et qu'il a été durant trois ans ministre des affaires étrangères — a pris nettement position contre l'établissement de bases étrangères dans l'Océan Indien. Madagascar a fermé son pays à tout établissement militaire étranger,

Un différend qui s'éternise avec Paris Et pour quelques îlots de plus...

CINQUANTE kilomètres carrés au total; quatre îlots ou petits archipels perdus milieu du canal du Mozambique, entre Madagascar et les côtes africaines, mais situés en plein milieu de la « route du pétrole » et dont les noms sont la marque des navigateurs portugais, espagnols ou français qui les « découvrirent » ou en prirent possession: Europa, Bassas de India, Juan de Nova, les Glorieuses. Ces îlots ont été longtemps inhabités, à l'exception de Juan de Nova où le phosphore a été exploité jusqu'à la fin des années 60 dans des conditions qui n'étaient pas sans rappeler l'assèchement. Aujourd'hui, trois d'entre eux servent de station météo, pour la prévision des cyclones: quelques agents, relevés périodiquement, sont en contact quotidien avec Saint-Denis de la Réunion. Des équipes d'une quinzaine de membres marins détachées du 2^e R.P.I.M.A. de la Réunion maintiennent également une présence militaire symbolique de la France dans chacune de ces îles. Le statut actuel des îlots — territoire français dépendant administrativement du préfet de la Réunion — est contesté par Madagascar et par l'île Maurice (pour ce qui concerne l'île Tromelin, l'île de la Réunion, Philibert Tsiranana, l'ancien président malgache, avait cédé en 1960 sur l'appartenance de ces îles, considérées autrefois comme des « dépendances » de la colonie de Madagascar. Mais le problème s'est posé à nouveau lorsque la République malgache a déclaré, en 1973,

d'étendre ses eaux territoriales à 80 kilomètres et les limites de son plateau continental à 150 kilomètres, englobant ainsi plusieurs îles. Paris a répondu en envoyant d'urgence les soldats chargés de « matérialiser » la présence française. Et le 3 février 1974, il a pris un décret créant des zones d'exclusivité économique de 200 milles marins au large de ces îles. Le gouvernement malgache a en sus réitéré la légitimité des îlots qu'il avait constamment fait depuis 1973. Tsiranava estime notamment que les arguments invoqués par les Français — droits du premier occupant, documents domaniaux, etc. — sont surtout des querelles juridiques destinées à cacher la volonté de la France de conserver le contrôle de passages-clés: ces îles éparses et désolées du canal du Mozambique sont utilisables sans précautions particulières — pense-t-on à Tananarive — et peuvent servir de bases militaires ou de points d'appui en cas de nécessité, voire de support à des installations de télécommunications, de contrôle électronique de la région ou à des systèmes d'armes. L'ancien ambassadeur de France à Tananarive — M. Pierre Hunt, aujourd'hui porte-parole de l'Élysée — ne cachait pas, en 1977, que l'armée française avait l'intention de faire passer l'opération, grâce à la détention de ces îlots et de Mayotta, de contrôler tout le canal du Mozambique et de pouvoir surveiller ainsi Madagascar, le Mozambique et même le Zanzibar. C'est bien ce que Antananarivo et du mal à admettre. Ph. L.

Advertisement for NY HAVANA insurance company. Includes logo, company name, address, and a table of reinsurance statistics.

Année	1968-1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Primes	13 269 263 Fmg	66 856 886 Fmg	401 947 547 Fmg	367 819 983 Fmg	497 369 607 Fmg	658 344 552 Fmg	1 020 779 082 Fmg	1 562 467 180 Fmg	2 115 836 988 Fmg

e, une e adaptée u pays

tan

(Publicité)

CAFE • VANILLE • GIROFLE

Trois produits caractéristiques d'une île
carrefour entre l'Europe l'Asie et l'Afrique :

MADAGASCAR



Cueillette du café...

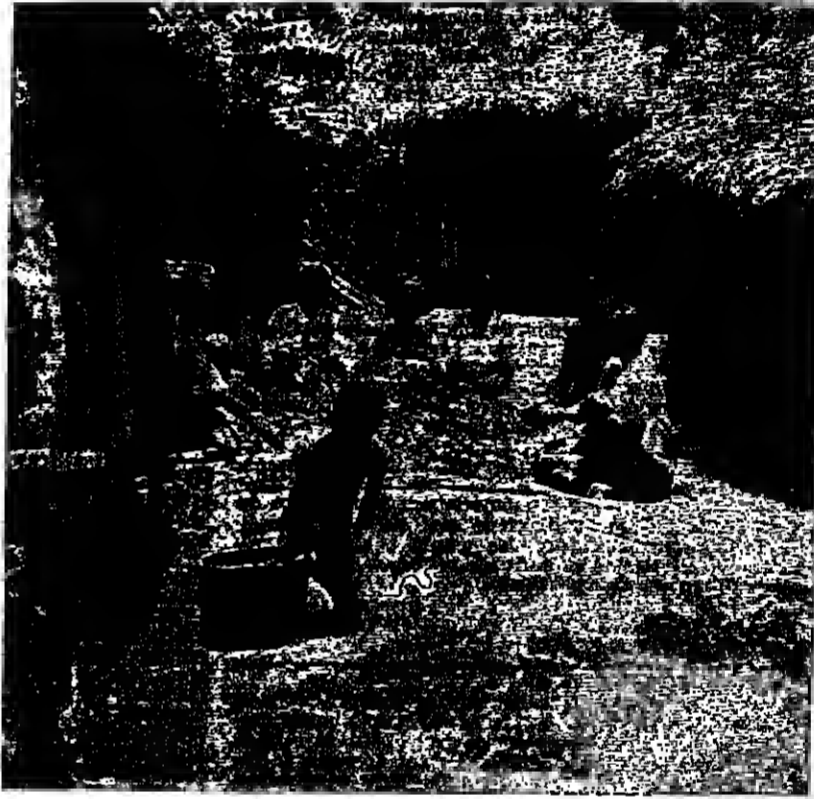
Trois produits connus
dans le monde
pour leur qualité exceptionnelle



Vanille en fleur

Vanille : Madagascar produit 80 à 85 % de la production mondiale.
Premier rang dans le monde pour sa qualité.

Trois des richesses
agricoles
du sol malgache chez vous



... Triage des clous de girofle

Girofle :
parfum, table, santé

Pour tous renseignements concernant
CAFÉ, VANILLE et GIROFLE de MADAGASCAR

s'adresser à :

**CAISSES DE STABILISATION DES PRIX
du CAFÉ, de la VANILLE et du GIROFLE**

Angle rue Paul-Bert
Antananarivo **MADAGACAR**

B.P. 804 Téléphone 221-90 Télex 223-32



D
en pr

maison à
modèle de
produit de
qualité. De
l'origine de
la culture de
la vanille au
compte de la
production de
la vanille malgache.
Toute la vanille
de Madagascar
est produite par
les planteurs
malgaches. La
vanille malgache
est reconnue
comme la plus
qualitative au
monde.

La bouteille du riz

D
Le riz est un
produit de
base pour
plusieurs
milliards de
personnes.
C'est pourquoi
il est soumis
à une attention
particulière.
Le riz malgache
est reconnu
comme l'un des
meilleurs au
monde. Il est
produit dans
le sud de
Madagascar
et est apprécié
pour sa qualité
exceptionnelle.
Le riz malgache
est vendu en
bouteilles de
différentes
tailles.



SOLITARY
(PETROLEUM)
Capital : 2 500 000 000

Pour l'importation
et l'exportation
de pétrole

Une seule adresse :

SOLITARY
Avenue Grandidie
ANTANANARIVO
Téléphone : 206-33, 201

En outre
à Madagascar
à nos bureaux
et de Madagascar

SOLIMOTEL
Anosy - ANTANANARIVO
Boite postale 3850 - Téléphone

توكزا من الأصل



Supplément Madagascar

ECONOMIE

Des structures en profonde mutation

La révolution malgache a profondément modifié, depuis trois ans, les structures de l'économie nationale.

au cœur de Madagascar, principale culture vivrière, nourriture et symbole d'une civilisation ancestrale ? Le riz constitue — et constituera sans doute encore longtemps — le socle primordial des dirigeants malgaches.

Celle-ci comporte plusieurs aspects : lancement d'opérations d'aménagement rural, notamment sur les 100 000 hectares de terres récupérées par l'Etat dans le cadre de la réforme agraire ; envoi des fonctionnaires aux champs ; amélioration de la collecte (en octobre dernier, une « Quinzaine du ravitaillement » visait à rassembler 8 000 tonnes de paddy contre 2 042 500 ; hélas ! dans le même temps, le volume de paddy commercialisé a régressé de 14,6 % (308 000 tonnes contre 263 000). En conséquence, l'Etat malgache est contraint d'importer, selon les années, entre 100 000 et 200 000 tonnes de riz, ce qui grève lourdement sa balance commerciale.

politiques évidentes, d'assurer aux grandes villes un ravitaillement régulier, ne pourra s'offrir indéfiniment le luxe d'importer d'énormes quantités de riz sur le marché mondial (100 F. Mg le kilo).

Les autres productions agricoles évoluent diversement. Après avoir gravement chuté en 1976-1977, la production caennaise a nettement repris, dépassant, avec 70 000 tonnes, le niveau de 1975. La production de girofle s'accroît régulièrement (la récolte obéissant à un cycle triennal), bien que les responsables commerciaux en aient volontairement limité l'exportation. Les productions d'arachide et de pois du Cap ont, elles aussi, sensiblement progressé en 1977. En revanche, d'autres cultures se portent moins bien. La production de vanille continue de chuter. Même déclin pour le tabac et le poivre (provoqué par la maladie du polvriev). Malgré une baisse de la production de canne, une quantité de sucre obtenue s'est accrue grâce à un meilleur usinage et à une teneur en sucre plus élevée. Enfin, la production de sisal se maintient tandis que celle du coton progresse légèrement. Sans être alarmante, l'évolution des productions agricoles — notamment commerciales — ne suscite pas l'enthousiasme des responsables. Une relance de ce secteur semble donc indispensable.

pourrons empêcher une période de déclin. Ce qui devrait prendre fin en 1981. A nos yeux, les chiffres ont surtout valeur de repères.

Conséquence de la vague de nationalisations déclenchée à partir de juin 1975, les pouvoirs publics maîtrisent aujourd'hui de très larges secteurs de la vie industrielle et commerciale. Cette reconquête par l'Etat d'une infrastructure économique, naguère largement aux mains de l'étranger, lui permet de contrôler désormais 60 % du chiffre d'affaires des entreprises (contre 10 % en 1974), soit par l'intermédiaire de sociétés d'Etat, soit au moyen de prises de participation majoritaires. L'Etat contrôle totalement les banques et les assu-

rances, 85 % des exportations, les deux tiers des importations, l'essentiel de l'énergie et un tiers de l'industrie.

Même au point à la fin de 1978, la « charte des entreprises socialistes » attribuée aux représentants des travailleurs un rôle consultatif quant à la définition de la politique générale de ces entreprises, mais ne leur reconnaissant aucune participation directe à la gestion, s'agit-il d'une cooptation ? Non, répond M. Justin Rarivonjan, ministre de l'économie et du commerce, qui préfère parler de « début de participation à la gestion ». Si assure le président Ratsiraka qui ne goûte guère le mot « cooptation », mais ne voit pas « de meilleur contrôle que celui-là ».

Ideologues et gestionnaires

A U-DELA de ces querelles sémantiques, la place et la mission des sociétés d'Etat donnent lieu à un débat fort révélateur des divergences d'appréciation — inévitables — qui traversent l'équipe dirigeante. On assiste à la résurgence de l'antique concurrence — au demeurant fructueuse — entre les idéologues et les gestionnaires. Ceux-ci ont tendance à négliger les impératifs de rigueur financière et de rentabilité jugés primordiaux par les seconds. Ecoutons les deux ministres en charge de l'économie malgache : « Il faut être très prudent, assure M. Rarivonjan. On ne doit pas brusquer les investisseurs, nationaux ou étrangers. On ne peut leur demander de prendre trop de risques. Il faut les laisser « digérer » le changement. Prenez les sociétés d'Etat. On leur demande de gérer leur actif, ensuite de remplir des objectifs à l'échelon national. Or, pour elles, gérer l'actif est déjà une gageure. C'est un très grand pari. Il faut leur donner de nouveaux objectifs, moins ambitieux. »

un règlement de nombreux prix. Une société d'Etat doit être gérée financièrement comme une entreprise privée. Vendre un produit au-dessous de son coût est anti-économique. Ces discours, anti-sociaux, empreints de réalisme — et que ne désavouerait pas les gestionnaires capitalistes — n'ont rien pour exalter les théoriciens du socialisme malgache. Mais, rétorque à bon droit le ministre des finances, si l'important est « d'affecter les ressources à des objectifs socialistes, encore faut-il disposer de surplus ».

Voilà pourquoi Madagascar a décidé, en toute sérénité, de s'endettiser, l'épargne nationale étant trop faible pour financer les grands investissements. Le montant des emprunts à l'étranger s'élève en 1978 à 35 milliards de F. Mg. Endettement fort raisonnable, car l'Etat malgache dispose d'un confortable matelas de devises (équivalent à quatre mois d'importations). Plus alarmant est l'accroissement très sensible des créances de la Banque centrale aux dépens du secteur public. En revanche, la balance commerciale s'équilibre bon an mal an, grâce à la bonne tenue de certains cours mondiaux (café, girofle, vanille) et au « tour de vis » effectué sur les importations. Quant à l'inflation, son taux fort raisonnablement contenu autour de 6 % est une preuve supplémentaire que les responsables de l'économie malgache ont autant de motifs de contentement que de sujets d'inquiétude.

J.-P. L.

Planification et sociétés d'Etat

DANS le secteur industriel, on enregistre une morosité certaine. L'indice général de la production industrielle, après avoir régressé en 1978, bénéficie, il est vrai, d'un taux de croissance de 5 %. Pourtant, plusieurs branches se débattent dans des difficultés continuelles. C'est le cas du bâtiment, des industries textiles, du raffinage pétrolier. Les meilleures performances sont relevées dans la chimie, le papier et l'industrie alimentaire. La production minière est en mauvais posture, notamment pour la chromite et le graphite. En revanche, la commercialisation du mica progresse.

à long terme, ni impératif, ni indicatif, définit les grandes lignes de la stratégie du développement pour la période 1978-2000. Il envisage notamment un taux moyen de croissance de 6,3 % par an. Trois étapes ont été définies : mise en place des fondations du développement (1978-1984) ; consolidation de l'économie (1985-1992) ; expansion et croissance (1993-2000).

Conformément à la charte de la révolution socialiste malgache, baptisée « Rôly Mena » (« Livre rouge ») et adoptée par référendum le 21 décembre 1975, la seconde République malgache s'est dotée d'un instrument de planification socialiste. Ce plan

Pour M. Rakotovo-Razakabona, ministre des finances et du plan, cette planification a l'avantage d'être souple : « Il est difficile de planifier une économie en mutation, explique-t-il. En choisissant d'agir sur le long terme, nous réservons la possibilité de rectifier le tir si nécessaire. D'autant que l'introduction de la planification à l'échelon des collectivités décentralisées exigera une phase d'apprentissage. Nous sommes pragmatiques. Nous ne

La « bataille du riz »

DE multiples facteurs expliquent cette carence en riz. En premier lieu, la démographie galopante (3,8 %) impose de nourrir chaque année quelque deux cent mille bouches supplémentaires. Ensuite, l'amélioration continue du niveau de vie entraîne — phénomène familier aux tiers-mondes — une transformation des habitudes alimentaires. Ainsi les paysans du sud de l'île délaissent-ils peu à peu — et définitivement — le manioc au profit du riz. A cela, s'ajoutent l'insuffisance des moyens de communication, dans un pays au relief très tourmenté ; les déficiences des services de ravitaillement ; l'inégale répartition géographique de la production ; l'extrême morcellement des rizières ; les difficultés découlant de la nationalisation du système de commercialisation du riz. On touche là au cœur du problème. Depuis 1973, une Société d'intérêt national des produits agricoles (SINPA) a pour tâche de collecter la récolte (prise en charge et transport des sacs vers les magasins ou les rizières) et de la revendre. Acabé au producteur entre 32 et 35 F. Mg, le kilo de paddy est vendu sur le marché local 55 F. Mg.

tions où les intermédiaires et les usagers faisaient naguère la loi, régularisant le marché et garantissant un revenu minimum au producteur. Pourtant, elle n'a pas mis fin à une relative pénurie qui alimente d'importantes circuits parallèles. Ceux-ci permettent aux Malgaches les contempteurs Tobitche du rationnement (officiellement, la population doit se ravitailler dans des magasins spécialisés). En outre, certains fonctionnaires indétachés ont organisé des détournements de stocks, pratiques désormais sévèrement réprimées par les autorités. Le casse-tête du riz sera seulement résolu le jour où le paysan malgache acceptera de vendre une plus grande part de sa production à la SINPA. Or, le producteur, individualiste et prudent par tempérament, hésite parfois à livrer sa récolte aux « collecteurs » issus des « fokolona » (communautés rurales de base), qu'il tient pour des structures contraignantes depuis qu'elles sont devenues l'un des instruments politiques de la révolution malgache. De surcroît, le paysan malgache manque rarement d'argent. Il dispose même souvent d'un surplus monétaire, largement inutile, depuis que la limitation des importations a raréfié dans les campagnes, les produits de consommation courante. Pourquoi, dans ces conditions, chercherait-il à acquiescer encore plus d'argent ?

(1) 1 franc malgache = 0,02 franc français. Sources statistiques : bilan économique de la Banque centrale de Madagascar

Consécutif de ces blocages, le gouvernement a déclenché depuis un an la « bataille du riz ».

Advertisement for SOLIMA (PETROLE et DERIVES) with logo and contact information for Solimotel in Antananarivo.

Large advertisement for SAVONNERIE TROPICALE S.A. featuring a bar of soap and detailed product information.

DFLE
e
ue :
esses
chez vous
santé
ATION DES PRIX
E et du GIROFLE
AGACAR



HISTOIRE

La Grande Ile une « arche » parmi les esquifs...

Par JACQUES TRONCHON *

LES géologues font remonter la naissance de l'île de Madagascar aux lentils cataclysmes qui provoquèrent, à partir de l'ère primaire, la disparition du continent de Gondwana...

Pourtant, il manque, à ces interprétations le support des recherches paléontologiques, qui ont été assez peu développées depuis les remarquables découvertes de Granddier dans le cadre de leurs travaux encyclopédiques...

Il est de fait, en tout cas, que la plupart des habitants de Madagascar se reconnaissent moins comme appartenant à une race synchrétique et allogène, que comme héritiers de la descendance commune et mythique des Ravana (ancêtres) d'un peuple mystérieux de Kinsey ou de Vavimba...

De l'autarcie à la conquête

PENDANT longtemps, ces peuples « préhistoriques » ont pu vivre en autarcie, protégés par l'immensité de l'île, son relief montagneux, sa végétation luxuriante, son éloignement durable des grands mouvements de population...

De nouvelles données surviennent après le dix-septième siècle, du fait du développement des impérialismes européens et de la traite des esclaves. Pour la première fois, les populations malgaches sont en proie à de graves affrontements...

Le gouvernement de plus en plus autarcique, le ministre Rainharo, Rainharo et Rainharivony, l'écart se creuse entre le peuple (fokonolona) et ses dirigeants (fanjakana). Privée de son statut de peuple, l'île se trouve isolée sur la scène internationale...

malgache étendant sa souveraineté à l'ensemble de l'île. De Radama Ier à Ranavalona III, les gouvernements du royaume de Madagascar doivent lutter sur deux fronts...

oède, sous Radama II, un mouvement d'ouverture radical en sens opposé, marquant plus que jamais les relations de Madagascar avec l'étranger.

La monarchie dans l'impasse. APRES le traité de Berlin de 1890, où les puissances européennes se partageaient comme un gâteau les pays afro-asiatiques, le développement des grands empires coloniaux fait naître une menace qui sera fatale à l'indépendance de Madagascar.

de l'« arche », accueilli parfois avec réticence, l'étranger s'y affirma dès lors en maître. Grande figure coloniale, le général Gallieni écrit le 25 octobre 1896 à son ami Alfred Granddier: « Je vais droit à mon but: franciser l'île et donner le plus grand appui à la colonisation française ».

La « deuxième indépendance »

LES mêmes constatations valent en matière économique. Il ne suffit pas de dire que l'économie coloniale a été conçue pour exploiter au maximum les richesses du pays. Il faut reconnaître aussi qu'elle a suscité l'essor des villes, le développement des moyens de communication et la naissance d'une économie moderne.

Flux et reflux. Octroyée par l'ancien colonisateur, l'indépendance reconquise après 1960 conduisit, après la révolution de Madagascar, à une seconde indépendance, plus radicale, où les Malgaches ont le sentiment de reprendre enfin possession de Madagascar.

Le mouvement insurrectionnel victorieux visant à refonder l'occupant au-delà des mers voisinent avec les protestations d'allégeance aux autorités françaises. Les revendications des nationalistes hésitent entre le départementalisation, l'autonomie et l'indépendance radicale.

Le fondateur de l'Etat

Le président Ratsiraha pratique une politique « tous azimuts » proche du non-alignement. L'« arche » paraît attendre le retour de la colombe porteur du rameau d'olivier, quelle terre promise ne pas être dupe? La colombe ne viendra d'aucun des camps où se durcissent les idéologies, source d'hésitations implacables.

En 1968, Madagascar semble sortir sans trop de peine de la longue épreuve de l'occupation française. Cet occupant, ce colon, donne presque l'impression d'avoir été apprivoisé. Président de la première République malgache, Philibert Tsiranana traduit sans doute une opinion répandue en disant, dans une boutade, que les Français forment la « dix-neuvième tribu » de Madagascar.

La fin du dix-neuvième siècle inaugure pour la civilisation malgache une ère nouvelle, celle qui va durer un peu plus de soixante ans: le temps d'une coupure prolongée marquant plusieurs générations. Cette épreuve, c'est la colonisation française. Refoulé jusqu'au « l'extérieur »

naissance de l'Académie malgache en 1902 va favoriser l'essor d'une activité culturelle propre à la civilisation malgache, même si elle vise aussi à étendre la culture française. En l'obligeant à s'affirmer, à se préciser, même si c'est parfois dans la clandestinité, les soixante années d'occupation française maintiennent la civilisation malgache plus qu'elle ne la détruisent.

L'attitude coloniale est du reste paradoxale, évoluant suivant les circonstances entre le mépris, le nivellement, la répression et, par-dessus tout, la reconnaissance des valeurs malgaches. Fondateur de l'Académie malgache, réorganisateur des fokonolona, restaurateur d'un certain droit coutumier, le général Gallieni est celui-là même qui fait procéder à l'écrasement du mouvement des Menalamba, à la violation sacrilège des sépultures royales d'Ambohimanga, à la décapitation de l'élite du royaume. Des contradictions analogues sont le fait de la plupart de ses successeurs.

Le mouvement insurrectionnel victorieux visant à refonder l'occupant au-delà des mers voisinent avec les protestations d'allégeance aux autorités françaises. Les revendications des nationalistes hésitent entre le départementalisation, l'autonomie et l'indépendance radicale.

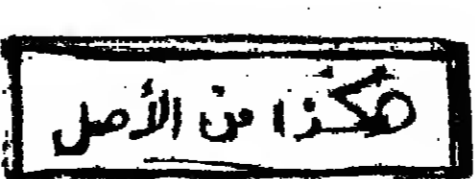
En 1968, Madagascar semble sortir sans trop de peine de la longue épreuve de l'occupation française. Cet occupant, ce colon, donne presque l'impression d'avoir été apprivoisé. Président de la première République malgache, Philibert Tsiranana traduit sans doute une opinion répandue en disant, dans une boutade, que les Français forment la « dix-neuvième tribu » de Madagascar.

Le mouvement insurrectionnel victorieux visant à refonder l'occupant au-delà des mers voisinent avec les protestations d'allégeance aux autorités françaises. Les revendications des nationalistes hésitent entre le départementalisation, l'autonomie et l'indépendance radicale.

SINPA SOCIÉTÉ D'INTÉRÊT NATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES. Siège social: rue Fernand-Kasanga, TSIMBAZAZA. Tél: 205-58 - B.P. 754 - Télex: 223.09 - Adresse télégraph.: SINPA - Antananarivo. 19. Agences dans toute l'île.

Deux ou trois conseils à un voyageur. Par A. BOURSEILLER. Antananarivo, il faut d'abord digérer l'étonnement des premiers jours, assouvir le désir d'exotisme, et, une fois pour toutes, n'hésitez pas, extasiez-vous, dès l'arrivée, sur la splendeur des arbres, sur les lianes humides, sur les fleurs qui pleuvent le long de la route de l'aéroport, et vite, voyageur, éprouvez le plaisir des épreuves, le souvenir de la reine Ranavalona, son palais d'été qui ressemble à la maison de Léon Tolstoï, et acceptez de trinquer chez les Français nostalgiques et baudelairiens de Diégo-Suarez au « pays parfumé que le soleil caressa ».

Tro de dimer. Dans la langue liste des h... un rôle important dans l'histoire... nages d'origine d'Etat: l'histoire... (1828-1998) et... D... ANAMPOTI... D... ANAMPOTI... D... ANAMPOTI... Jean Ralaimo... Q... Madagascar... Jean Ralaimo... Q... Madagascar... Jean Ralaimo... Q... Madagascar...





Supplément Madagascar

HISTOIRE

Trois personnages de dimension internationale

Par PHILIPPE DECREAENE

Dans la longue liste des hommes et des femmes qui ont joué un rôle important dans l'histoire du peuple malgache, trois personnages occupent une place de premier plan...

ANDRIANAMPONJINIMERINA, considéré avec quelque abus comme le premier unificateur de la Grande-Ile, on sait peu de choses précises sur sa vie...

Le fondateur de l'Etat moderne

CONNU comme le tuteur aux grands yeux — surnom significatif dans ce pays d'élevés de rois, Andrianampoinjina est le monarque dont Hubert Deschamps a dit que « l'unité malgache est sa fille »...

Jean Ralaimongo, le premier des démocrates

QUI, à Madagascar, ne connaît Ralaimongo ? Beaucoup de jeunes, si on les interrogeait aujourd'hui sur cette grande figure historique, l'associeraient, comme chef...

Ralaimongo ne fit, et ne fut, rien de tout cela. Il n'y avait rien, c'est qui, moins pour garder le souvenir de l'homme qu'il fut que pour donner de l'assurance aux hommes qui l'ont, beaucoup, écrits à broder sa mémoire...

NE dans les marches occidentales du pays betalao, Ralaimongo appartenait, par sa famille, à ce paysannet étiré, travailleur et indépendant, qui paraît librement à la conquête des terres désertes du Moyen-Ouest...

nitivement. Puis il s'empara successivement du royaume de l'Ouest et de celui de Ramaromanompo, situé au sud-est. Mais, comme le « petit caporal », Andrianampoinjina n'est pas seulement connu pour ses conquêtes...

Rainilaiarivony, l'époux de trois reines

ÉTRANGE destin que celui de cet homme d'Etat né en 1828 sous un signe astrologique maléfique, et dont l'on se contenta de couper deux phalanges, dans que le respect de la tradition fut imposé sa mise à mort...

A la mort de Rasoherina, le 31 août 1868, Rainilaiarivony parvint à imposer comme nouvelle

qui généralisa le système des corvées et des impôts, la conscription et la mobilisation des populations pour assurer des tâches de sécurité.

D'autre part, Andrianampoinjina laisse une œuvre importante en matière de législation pénale notamment — car le maintien de l'ordre public fut l'une de ses obsessions permanentes. Enfin, soucieux de progrès économique, il développa activement l'agriculture...

sovereine Ramoma, deuxième femme et concubine de Ranaivalona II, qu'il épousa à son tour. Il entreprit, dans une première tentative, de réformes importantes et s'appuya sur les protestants...

Pour rendre compte de cette conversion, les historiens retiennent généralement les années suivantes (2) : la grande religiosité de la souveraine, les progrès du christianisme au sein des élites malgaches et la formation d'un véritable parti protestant qui risquait de devenir une source de contestation du pouvoir...

En septembre 1868, Rainilaiarivony promulgua le « Code des 107 articles », premier texte législatif imprimé, posant en principe l'égalité de tous devant la loi, remplacé en 1881 par le « Code des 305 articles », estimé suffisamment adapté aux réalités du pays par les Français pour que ceux-ci le conservent sous le régime colonial...

Cependant, deux groupes d'intérêts possèdent la France à occuper Madagascar : les catholiques,

qui voulaient briser le monopole protestant, et les Réunionnais, qui voyaient ici un exutoire à leur surplus de population. En 1868, les autorités coloniales du gouvernement malgache firent sans succès une tournée européenne. L'année suivante, un corps expéditionnaire français, commandé par l'amiral Pierre, occupa Tananarive et, quelques jours plus tard, mourut Ranaivalona II...

Progressivement, en dépit des préoccupations que lui causaient les affaires du Tonkin, la France renforce son implantation à Madagascar, d'autant plus aisément que la Cour de Saint-James et

Radama II ou la primauté de la réalité sur le rêve

DE ce souverain qui ne régna que deux ans, l'un de ses historographes (3) note : « Il va disparaître assassiné le 12 mai 1867, au terme d'une révolution dont les péripéties shakespeariennes donnent brutalement la mesure à la réalité sur le rêve »...

Désigné par la reine, un an avant sa mort, comme son héritier légitime, le fils de la souveraine, le prince, appelé les Malgaches appellent le Ratsua, la puissance sacrée héritée de la lignée royale, véritable capital de légitimité. Cette descendance dynastique est d'autant plus importante que l'on ne connaît pas avec certitude l'identité du père de Radama II.

L'entrée en scène de la technologie européenne dans le domaine militaire, l'entraînement du christianisme, les résistances à la transformation de la société, le présent sur l'évolution du pays. Le roi a choisi de vivre en communauté avec ses amis d'enfance, ceux que l'on appelle les Menamasa, et celles-ci refusent de croire à la mort de l'homme, font état de sa survie et de la promesse de son retour...

Tandis que le souverain affronte l'ère des milieux traditionnels et celle des deux robbes réformés, il décrète la privatisation de toutes les manifestations rituelles héritées de la tradition. « Le roi n'est plus ce personnage de chair et de sang que le peuple « porte et mène de la couronne, « porte sur son dos » et qui, respectivement, porte son peuple. Il apparaît comme l'initiateur d'une idée obscurcie, sans être incarnée dans aucun rite, pré-

chant » les Malgaches. Les généraux Hazo (forêt) et Tuzo (tièvre) ne suffirent pas à barrer la route aux troupes françaises qui, après le décès du résident Le Myre de Vilers dans sa tentative d'imposer le protectorat de Paris, envahirent l'Ile après avoir débarqué en juillet 1895 à Majunga.

Après la prise de Tananarive, Rainilaiarivony est momentanément assigné à résidence chez lui. Puis, le 6 février 1895, il est exilé en Algérie, à la ville des Fleurs, sur les hauteurs d'Alger. Le 4 octobre 1900, la dépouille mortelle de celui qui s'était éteint loin de son pays fut ramené à Tananarive, où le général Gallieni prononça un brillant discours proclamant notamment : « Il était digne, Malgache, d'être votre chef... »

Radama II a, de façon éphémère, aboli les corvées avant de les rétablir, puis réformé le système des échanges avec l'extérieur, en esprit acquis à l'idéologie du libre-échange, moqueur, selon lui, du développement commercial des îles britanniques...

Un climat de protestation politique et de contestation sociale d'inspiration libérale prévaut tandis que le petit peuple a le sentiment que l'Etat s'effaçait, l'anarchie menaçait. Sommés de livrer les Menamasa à ceux qui « veulent faire justice », le souverain, refusant de s'exécuter, se condamne lui-même sans pouvoir sauver ses compagnons. Quatorze de ces derniers sont capturés par la population de la capitale et mis à mort. Quant à lui, il est, au cours de la nuit du 11 au 12 mai 1867, étranglé par un groupe de courtisans dirigé par l'oncle du premier ministre. Cependant, l'imagination continue de troubler les masses et celles-ci refusent de croire à la mort de l'homme, font état de sa survie et de la promesse de son retour. Quant à certains historiens, ils n'échappent point au vertige commun, évoquant la folle présomption de Radama II et rappelant les lois de l'astrologie pour expliquer sa fin tragique.

(1) Hubert Deschamps, « Andrianampoinjina ou le tuteur d'Etat au service de l'unité malgache », Encyclopédie Les Africains, tome 2, pp. 73-88. Autres articles édités, 11, avenue des Terres, Paris.

(2) Hubert Deschamps, « Rainilaiarivony, l'homme d'Etat malgache époux de trois reines », Ibidem, tome V, pp. 388-422.

(3) Françoise Raison, « Radama II, ou le conflit du réel et de l'imaginaire dans la royauté malgache », Ibidem, tome VIII, pp. 278-310.

SONACO SOCIÉTÉ NATIONALE DE COMMERCE SOCIÉTÉ D'INTÉRÊT NATIONAL POUR LA PROMOTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR SIÈGE SOCIAL : Lalana Dama-Ntsoha Razafintsalama Jean-Baptiste Ambanidia ANTANANARIVO-MADAGASCAR EXPORT IMPORT TRANSIT CONSIGNATION B.P. 3187 - Tél. : 231.13 - Téléx : SONACO 22258

REPOBLIKA DEMOKRATIKA MALAGASY

Office Militaire National pour les Industries Stratégiques
21, Lalana Ruzanakambana — B.P. 1 bis — Tél. : 242-83 — ANTANANARIVO.
Télex : OMNIS 23-370 Madagascar.



Le gouvernement Malagasy, soucieux de l'industrialisation du pays, vient de créer l'Organisation connue sous le sigle OMNIS Office Militaire National pour les Industries Stratégiques.

L'OMNIS est un organisme d'Etat d'intérêt national, placé sous la haute autorité du président de la République, chef de l'Etat, chef de toutes les armées et responsable de la défense nationale. Ses fonctions principales sont :

— Déterminer, définir et administrer la politique nationale en matière d'industries militaires et/ou stratégiques. Ces industries sont considérées comme primordiales à l'économie, et à la défense, autrement dit, à la vie même de Madagascar ;

— Conduire des recherches, explorations et exploitations des ressources minières qui sont considérées critiques à notre développement ;

— Promouvoir et développer des industries et surtout industrie minière notamment dans le pétrole, le gaz, l'énergie nucléaire, les gisements bitumineux, le ferro-chrome.

A présent, l'OMNIS entend des recherches, des explorations et bientôt des exploitations de :

— L'uranium et d'autres minéraux radioactifs tels que l'antimoine, l'arsenic et le bismuth pour l'utilisation en énergie nucléaire :

- Pétrole ;
Gaz ;
Grès bitumineux ;
Schistes bitumineux ;
Participations et investissements par d'autres organisations et pays encouragés.

Toute demande d'information doit être envoyée à l'adresse sus-citée.

L'OMNIS est composé de deux branches principales. Une branche est chargée de la recherche et l'autre s'occupe du contrôle.

La première correspond à la phase de démarrage de toute industrie. Pour le moment, l'OMNIS entend des recherches qui aboutiront éventuellement à des industries reliées avec l'énergie ; notamment l'énergie nucléaire et l'énergie du pétrole. Dans le cas des industries minières, les gisements, c'est la prospection proprement dite.

Toutes les technologies les plus récentes sont utilisées, et de grandes compagnies internationales ont participé. Quand ces réserves ont été vérifiées, des études sont faites pour les évaluer. Des prospections sont encore envisagées, et des participations sont sollicitées. Des réserves sont connues existantes (uranium, grès bitumineux), et des réserves ont été découvertes (pétrole, gaz). Dès qu'une réserve a été procurée et quantifiée, l'OMNIS procède à la création d'une industrie pour son exploitation, ou bien à la création d'une industrie déri-

— vée de cette réserve, et qui est considérée comme stratégique.

La seconde branche est le contrôle de ces industries nouvellement établies et des industries déjà existantes et jugées stratégiques.

Le grand but ici est la création d'un « holding » pour englober toutes ces industries stratégiques afin de diriger mieux l'économie et surtout afin d'atteindre un niveau plus haut de prospérité à Madagascar.

Toute participation bien intentionnée de toute organisation et de tous citoyens du gouvernement, est encouragée.

Toute demande de renseignements doit être envoyée à notre adresse indiquée sur cette brochure.

Un autre aspect des fonctions attribuées à l'OMNIS est le contrôle de quelques complexes industriels existants qui sont jugés comme de grands facteurs pour notre économie.

A présent l'OMNIS contrôle le SECREN et le KRAOMA. Le SECREN qui veut dire : Société d'Exploitation pour Constructions et Réparations Navales, est un grand chantier naval dans l'océan Indien, au nord de Madagascar comme indiqué sur la carte en deuxième page.

Le KRAOMA, est un établissement de la République Malagasy, est une industrie extractive du minerai de chrome. Plus de renseignements sur les activités de ces deux exemples d'industries sous tutelle sont donnés ci-dessous.

Les fonctions de l'OMNIS ici sont :

— Suivre, coordonner et participer aux activités de ces entreprises placées sous sa tutelle ;

— Assurer une excellente gestion, et contrôler au nom de l'Etat afin d'assurer la bonne productivité de ces sociétés ;

— Guider, aider et suggérer des méthodes saines, partout où c'est possible dans les branches suivantes :

- Management ;
Marketing ;
Publicité ;
Politique des prix ;
Service Information ;
Gestion des stocks ;
Entretien et promotion des relations que ces sociétés ont avec le monde extérieur notamment avec les clients, le public, le gouvernement ;

— Etudier et promouvoir tout développement industriel qui pourrait être dérivé des industries existantes. Maintenant, par exemple, l'OMNIS est dans la dernière phase pour la création d'une grande usine de ferro-chrome. Des organisations internationales et d'autres pays ont été un grand facteur pour la conception de ce projet.

Un autre avantage non négligeable de ce minerai de chrome est que le taux de phosphore est égal au minimum rencontré sur le plan international (0.02). Ce minerai répond ainsi aux exigences techniques requises pour la fabrication du ferro-chrome.

En 1976, le KRAOMA a commercialisé plus de 200.000 tonnes de chrome, les pays qui sollicitent le produit.

Participation et investissement pour l'industrialisation du minerai de chrome ou d'autres minéraux sont encouragés.

Pour des renseignements supplémentaires et pour vos besoins en minerai de chrome, prenez contact avec nous.

KIANJA M. D. R.M. Boite postale 936, ANTANANARIVO, Madagascar — Tél. : 243-04 — Télex : 22-234. Tég. : KROAMA TANA.



Le KRAOMITA (Kraomito Mologasy) est une compagnie minière de chrome, et étant donné la valeur stratégique du chrome, elle est placée sous la tutelle de l'OMNIS.

La KRAOMA a pour mission d'aménager et d'exploiter toute mine et carrières chromitiques à Madagascar. A présent, elle exploite et exporte deux gisements de chrome, qui sont celui d'Andriomeny et de Befandriana-Nord. Le minerai de chrome est exporté sous trois variétés :

- Concentré ;
Fin ;
Froble.

Le chrome mologasy est de haute qualité : Cr/Fe : 2,7 minimum ; Cr2O3 : 49 % minimum.

SECREN : Société d'Exploitation pour Constructions et Réparations Navales DIEGO-SUAREZ (Madagascar) — Adresse télégraphique : SECREN, B.P. 135, DIEGO-SUAREZ. Télex : 930-103 et 220-227 SOMATRAM.



Pour tous vos besoins en chantier naval : réparation, construction et d'autres travaux divers, vous trouvez en la SECREN, le plus équipé et le plus complet chantier naval dans l'océan Indien.

Notre chantier naval à Diego-Suarez est situé stratégiquement au croisement des routes du Moyen-Orient, de l'Afrique et du sous-continent asiatique. Nous offrons des services rapides et complets en réparations navales, constructions navales :

- Bassin de Radoub de 200 mètres de long ;
Situé sur un lieu bien développé de plus d'un kilomètre carré de surface avec une grande gamme de services et de travaux d'ingénierie ;
Tous les travaux de réparations des bâtiments en acier, en bois et en matières plastiques ;

Tous les travaux et installations des systèmes électroniques ;

Des grues de 13 m à 24 m de portée maximale ;

Des facilités modernes pour la peinture des coques ;

Remorqueurs, cargos, coboteurs ;

Nous construisons des bateaux jusqu'à 80 m de longueur du type L.C.T., L.C.M.

Prenez note de nos facilités et marquez-nous sur l'itinéraire prochain de votre flotte.

La SECREN est toujours prête à vous accueillir et à mettre tout en œuvre pour satisfaire vos besoins. Pour des renseignements supplémentaires et notre plaquette, contactez l'OMNIS, notre centre à Diego-Suarez ou nos agences dans le monde entier :

- Au Royaume-Uni : KELLER BRYANT et Co Ltd, Télex : 887100 Londres ;
Europe : SOCOMET, Télex 630235 F, Paris ;
Scandinavie : HENNING ASTRUP A/S HENASTAS, Bergen, Oslo ;
Moyen-Orient : SAUDI LINES JEDDAH, Télex BARSHIP 4015 Sj ;
Afrique : SOMATRAM, Télex 220277 ANTANANARIVO, Madagascar.

Supplément Madagascar

CULTURE

Le pays où la parole est un serpent toujours renaissant...

BAKOLY DOMENICHINI-RAMIARAMANANA

Le génocide culturel existe. et la découverte peut être faite quand, déjà, le cœur est plus qu'ébranlé. Toute culture nous fut contée, c'est la triste histoire d'un aspect de la mort d'un homme qui nous avait regagné, jeune chercheuse en quête de la littérature traditionnelle malgache, comme si nous étions de ses enfants.

Freddie Rajofera. Pen nombreux sont ceux qui le connaissent hors d'Ici, car, poète, il a écrit qu'en malgache. Son nom pourrait se traduire — car tout nom, chez nous, a un sens et souvent plusieurs — Prince (du/des) Bourillon(s) de Fer et/ou Prince (du/des) Bourillon(s) — sans-Franchise et/ou Prince (du/des) Bourillon(s) Dompté(s) : c'est le nom d'un enfant et de vent de l'hermine, mais qui ne prend son sens que dans les parlers de la périphérie de l'île ; un sens et son contraire, avec, entre les deux, une liane venue d'autre part mais parfaitement assimilée.

Les activités de Freddie Rajofera allient de la poésie au journalisme. Nous connaissons de renom ce grand bourgeois de naissance et de fortune, qui versait toujours plus que son obé à la littérature et au monde des lettres : créant des revues, animant des associations de journalistes et d'écrivains, sachant leur faire surmonter les obstacles dus au caractère restreint du cercle de lecteurs et de publications littéraires et à la difficulté de faire cohabiter plusieurs fortes personnalités.

Nous vivons dans un pays où la parole, source de souveraineté depuis les origines, est un serpent arpenteur de fond (sandriva), qui naît, comme les torrents, dans les sources des bois sacrés des plus hautes montagnes, à moins qu'il ne surgisse avec la marée, hydre à sept têtes (fanamptoloha), ami de la brisae et du feu. Le prince sakalava est un amphitrope et un homme qui courait d'or ou d'argent tranchant les sentences royales tirées du ciel ; le prince merina des dernières dynasties, un andriamantaka, un homme de l'eau résonnant, des paroles qui sont des orbes ; le prince betsimisaraka, un mposjakomena, un homme rouge résonnant des paroles qui sont des orbes ; et chez les Vakinankaratra, le prince sariaha, des uns et des autres, c'est le peuple, princes et hommes libres confondus, qui est toujours ny lery, le maître et seigneur de la parole.

La sagesse proverbiale

NON, nous n'avons pas oublié ceux de nos ancêtres (dans un pays où l'éternité à vue d'homme n'a jamais dépassé deux fois sept générations), Freddie Rajofera était un homme dont les oreilles furent toujours attentives aux charmes mélodieux des fites les plus jeunes, rythmées par le coucou des coupeurs de bambou.

Car la sagesse qui informe le peuple, à travers les paroles savantes de la littérature proverbiale, les contes et légendes des vieilles familles, les chanterelles et mythes des cérémonies rituelles, est un serpent qui se mord la queue, mais connaît bien tôt, après le cycle du phénix (vovon-kitsay) perché dans les

arbres des esprits de la vie, les hélo. Dans notre île, la chaîne sans fin de la tradition est bien parvenue à nous, comme par son contenu — ce lieu commun des génies (tany) reconduits chez eux, dans le firmament, sur une mélodie de fite et par une mélodie de fite, et laissant la place à d'autres génies de la parole. C'est la chaîne sans fin des révolutions de toujours.

C'est du moins ce que dit la littérature malgache richement les anciennes promesses aux fives des joies et des peines qui brûlent en long hanteny — quand on danse et s'aime pour les mots, ou qu'on pleure sur les vivants, en roulant dans la poussière. Freddie Rajofera était de ceux qui, ayant appris à l'écoute, demandaient avec insistance qu'on leur fasse Vichy à la traduisant. Pour tester nos aptitudes à la fidélité, il nous donna à traduire l'un de ses hanteny. Nous lui devons cet essai.

Poète de langue malgache mais le cœur assis de poésie française, Freddie Rajofera, avec toute son indulgence, avait bien voulu nous faire complimenter de notre fidélité ; et nous avons longuement projeté de préparer ensemble la première traduction française d'un recueil de ses poèmes. Celui dont nous donnons ci-dessous la traduction, et dont il nous laisse une copie signée de sa main, s'intitule FANAHY. Ce mot avait été choisi par les missionnaires chrétiens du siècle dernier, pour traduire «âme», le désigne dans la littérature orale merina, ce sans qu'il l'on n'est pas un être humain : Ny fanahy no olona.

Freddie Rajofera, de son avis, était chrétien ; il nous avait confié à quel point il avait été touché par l'évangile, et la solennité de la foi chrétienne de sa fille dans les poèmes que celle-ci morte la nuit de Noël, lui avait laissés. Il se considérait sans doute comme un apprenti dans la fréquentation de la littérature des anciens, telle quelle avait été recueillie par les missionnaires anglais et norvégiens, en collaboration avec leurs amis malgaches. Il voulait acquiescer cette langue où, disait-il, se trouvait le fanahy qui anime la véritable littérature malgache. Que cherchait-il, dans ce désespoir dont témoigne son poème ? Il mourut peu de temps après, sans que nous ayons jamais su qu'il était malade.

FANAHY

« Je vous ai cherché de par le monde mais je ne vous ai pas trouvé. »

« Je vous ai cherché sur l'aube de la nuit m'élançant même jusqu'aux étoiles mais je ne vous ai pas aperçue. »

« Je suis descendu jusqu'au cœur de la terre et j'ai touché jusqu'au fin fond des mers aux abysses et les profondeurs ont appelé les profondeurs cependant je n'ai pas eu votre ombre. »

« Le vent dont j'attendais un murmure de vous a trompé mes espoirs l'herbe verte dont je rêvais un sourire de vous m'a opposé son mépris et le fieuve qui chante dans le sable s'écoulait sans arrêt. »

« Je vous ai cherchée dans les forêts lointaines mais à la tristesse de mon regard elles ont répondu par l'écho de grosses gouttes de pluie tombant sur les feuilles et qui s'élevaient un chant de deuil à l'unisson avec les coucous. »

« Je vous ai cherchée dans la nuit mais cette nuit où je vous ai cherchée s'est retournée sans que je vous aie vu et j'étais aveugle les yeux ouverts. »

« Je vous ai cherchée dans les orages empruntant des lanternes d'éclair. »

« J'ai frappé à votre porte en compagnie du tonnerre et je suis parvenu jusqu'au cœur des nuages — las j'y étais seul ayant échappé mes coucou comme une jeune fille en train de fongler. »

« Les rouges couchants des peintres et les minuits des lunes de miel furent également fades ne m'ayant pas rappelé votre savor et me voyez dans ma passion dans mon terresse dans la stupeur et la confusion. »

« Et même la réverte des poètes ainsi que les chants du sonpe ont provoqué la révolte des masques sous le bandeau du réci pour faire tituber la lot. »

« Je vous ai cherché parmi les choses créées mais je n'ai point trouvé toutes se sont unies dans un chœur qui nait votre existence. »

« Je vous ai cherché dans cela qui n'est pas, — et ce n'est qu'alors que je vous ai trouvée, mais je vous ai trouvée heureuse et comblée portée par la richesse des grâces de mon malheur... »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

De la m... aux chant...

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

« Chargé de recherche au C.N.R.S. »

هكذا من الأصل



Supplément Madagascar

CULTURE

De la musique traditionnelle aux chants et danses populaires

Par MICHEL RAZAKANDRAINA *

La musique malgache, dont le foisonnement de genres fait l'admiration des étrangers...

loistes royaux ont laissé à la postérité quelques morceaux composés par le souverain lui-même...

taele, monté pour évoquer ce qui fut et qui ne reviendra plus...

Or, dès 1933 (Revue de Madagascar, 1933, page 41), Marie-Robert Rason, maître de chapelle à la cathédrale catholique de Faravohitra...

Avec Ranavalona II, convertie à la religion protestante, la musique est devenue « sérieuse »...

Certes, dans certaines localités isolées, la musique rituelle et traditionnelle subsiste...

Première période : sous les rois Andrianampoinimerina, Radama I^{er}, Ranavalona I^{re} et Radama II (1787-1850).

Troisième période : de la « pacification » française à nos jours (1933).

En fait, malgré les migrations intérieures et extérieures...

« A cette époque, on trouve la musique purement malgache. Elle se révèle simple et monotone, ou rythme déposé de tout accident... »

Une fois la monarchie disparue et la colonisation mise en place, le goût changea...

Comme la langue écrite en alphabet latin, qui est régie par des règles propres, la musique malgache obéit à des règles qui n'ont rien à voir avec les sélections européennes...

Avec Radama II, roi dissipé et inconscient, la musique devient « lascive ». Les concerts de chambre donnés dans des maisons de

traditionnels sakalava, bara et androvy et édite des disques pour leur conservation...

Si l'art est une arme, la musique qui constitue un art complet et exprime, tant par les chants que par les danses...

Une influence européenne

M. ROBERT RASON n'a voulu voir dans la musique malgache que celle qui se rapproche des canons de la musique occidentale...

Sur cette lancée, les artistes malgaches de la capitale inaugurèrent, après 1945, le genre « guimonde », que les antennes de la radio émettent à tout vent...

En fait, malgré les migrations intérieures et extérieures, la grande île fut riche, la musique malgache n'est le reflet ni d'une ni de plusieurs musiques étrangères...

Du sacré au profane

La musique traditionnelle malgache met en relief la place importante qu'elle occupe dans la vie de la collectivité...

Un échange d'invectives ponctuées de suppléments est symbolisé par les répliques successives entre les instruments et les voix...

Une revue culturelle :

AMBARIO

L'Association Ambario (Académie malgache, Antananarivo), qui, sous la présidence de Mme Rakoto Ramanamanana...

BANKY FAMPANDROSOANA NY VAROTRA «B.F.V.»



BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE S.A. au capital de FMG 2 000 000 000 Siège social : 14, laïana Jeneraly Rabehivitra B.P. n° 196 ANTANANARIVO - MADAGASCAR

Toutes opérations de Banque et spécialement celles du Commerce Extérieur Agences dans toute l'île - Correspondants dans le Monde entier



BANKIN'NY INDUSTRIA BANQUE NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL Etablissement de crédit au capital de FMG 2 000 000 000 Siège social & Direction Générale : 74, rue du 26 juin 1960 - ANTANANARIVO (Madagascar)

Toutes opérations de dépôts et de crédits à court, moyen et long terme Prises de participation et toute la gamme des opérations avec l'Étranger



BANKIN'NY TANTSAHA MPAMOKATRA BANQUE NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL Etablissement de crédit au capital de FMG 2 000 000 000 Siège social : place de l'Indépendance Boite postale 183 - Télex 22.208 Adresse télégraphique « BANKTANTSAHA »

Banque de DÉPÔTS et de DÉVELOPPEMENT spécialement habilitée : à traiter toutes les opérations sur Produits locaux depuis la production jusqu'à l'exportation à opérer toutes les transactions avec l'Étranger CORRESPONDANTS DANS LE MONDE ENTIER

(PUBLICITÉ)

A MADAGASCAR

Quatre sociétés d'État sont à votre service
dans le domaine de l'Import-Export

ROSO
SOMACODIS
SICE
COROI

- Réalisent 70 % des importations destinées à la Grande Ile.
- Sont les seules sociétés agréées par l'État pour l'exportation de la production agricole du pays (café, girofle, vanille, poivre, raphia, etc.)
- Disposent d'un réseau de distribution et de collecte de plus de cent agences réparties dans tout Madagascar.

<p>ROSO Adresse : 37 ,rue Razafimahandry ANTANANARIVO-Madagascar B.P. : 173 Téléphone : 249-21 Télex : 222.21</p>	<p>SOMACODIS Adresse : 85, rue Rabezavana ANTANANARIVO-Madagascar B.P. : 188 Téléphone : 248-71 Télex : COLIMAD Tana-222.07</p>
<p>SICE Adresse : 17 ,rue Patrice-Lumumba ANTANANARIVO-Madagascar B.P. : 150 Téléphone : 239-41 Télex : 222.16</p>	<p>COROI Adresse : 77 ,rue Solombavambahoaka- Frantsay ANTANANARIVO-Madagascar B.P. : 428 Téléphone : 210-44 Télex : 222.14</p>

ancienne,

A...
que...
pene...
de...
en...
qu...
réc...
et...

Ce...
de...
a...
Dep...
De...
ne...
s...
me...
de...
se...
en...
a...
t...
re...

Le...
sur...
à...
de...
ce...
us...
Ma...
P...
à...
le...
te...

À...
em...
la...

SM
SOCIETE
MARGACH
DE
TRANSPOR
MARITIME:
6, Rue a
ANTANA
Tél : 273.
BP : 4077
Télex : 22..

AU SERVICE
DU COMMERCE
INTERNATIONAL

SO
AGENC
AGENT A
Tél : 2
BP : 3
Télex :
13, Rue
ANTANA

مكتبة من الأصل



Supplément Madagascar

INFORMATION

La presse : ancienne, vivante et nationale

AVEC ses dix quotidiens, sa vingtaine d'hebdomadaires et quarante autres périodiques, la presse malgache fait preuve d'une vitalité que bien des pays du tiers-monde lui envient.

Ce résultat tient aux conditions particulières de la colonisation de Madagascar, à la permanence d'un fort courant nationaliste et à l'existence déjà ancienne d'une bourgeoisie urbaine et lettrée.

Les principaux journaux atterrissent l'intérieur du pays, grâce aux taxis-brousses ou à l'avion, à la rencontre d'une clientèle de notables instruits et curieux que ne satisfait pas la seule écoute de la radio nationale.

À la fois aimée et redoutée, encouragée ou combattue selon la conjoncture politique, la presse

de libre » est en tout cas acceptée à Madagascar comme un phénomène de société. Ni les gouverneurs de la colonie française ni les régimes social-démocrate (Première République) ou révolutionnaire (Seconde République) n'ont pu la convaincre de cesser d'être elle-même : souvent bruyante, agressive, polémique et contradictoire ; parfois peu soucieuse de vérifier l'authenticité de ses dires, voire « achetée » et franchement malhonnête ; toujours curieuse, inquiète, moralisatrice, donneuse de leçons ; et surtout, fort tatillonne à l'endroit de son indépendance.

Cent douze ans déjà...

L'ANCIEN président Tananariva s'était réjoui, en 1888, que les débuts de la presse dans son pays aient été « contemporains de Murr et de Baudelaire ». En fait, si le premier journal en malgache fut « l'Écho de Madagascar » (l'« Echo de Madagascar »), en 1888, il s'agissait, comme plus tard Henri Bolamena (« la Pensée d'or ») ou Sakambary Tanora (« l'Année des jeunes ») de publications éditées par les nombreuses missions religieuses présentes sur les Hauts-Plateaux malgaches.

Cette presse, qui subsista en partie durant la colonisation française, publiait des textes bibliques, ainsi que des échantillons

Plutôt que d'essayer de réduire l'état malgache indépendant à présent métro, en place progressivement un secteur public de presse susceptible de contrebalancer l'influence des journaux privés ou de les inciter à évoluer d'eux-mêmes ; agences de presse, journaux officiels ou officieux. Pour le reste, il se réserve le droit de censure sur l'ensemble des journaux — selon une pratique qui a eu cours, presque sans interruption, depuis les débuts de la colonisation. Et il tente de rassurer, pour son compte, la sympathie active de certains d'entre eux.

des littératures d'origine de ses éditeurs. Elle fut un des principaux agents de diffusion de la pensée occidentale, présentée comme source de lumière et opposée à l'« obscurité » voire à la « barbarie » des coutumes ancestrales — avant de jouer un rôle de censeur sur les progrès de la colonisation et de conservation de l'âme malgache et de création de sa propre littérature.

Dans les villes-comptoirs de la côte, de nombreuses pechies furent éditées en français à l'intention des colons, qui se faisaient nombreux : le « Clairon » et l'« Écho de Madagascar ». L'« Écho de Madagascar » fut le premier journal en malgache à défendre une royauté mérovaingienne contre les assauts français.

soins de la résidence — n'hésita pas à publier en juin 1888 un article particulièrement violent qui contribuait indirectement à précipiter l'annexion de Madagascar par la France. Le directeur prenait au comportement des fonctionnaires royaux et de la reine elle-même sous forme d'une litanie répétant toutes les cinq lignes, en refrain : « Pendant combien de temps, ô Malgaches ! resterons-nous sous le gouvernement de Nabuchodonosor ? (1) »

Au début de ce siècle, après cinq ans de conquêtes et d'occupation française, on recensait vingt-trois publications en langue française, sept en anglais, mais seulement quatre en malgache. Le général Gallieni, qui avait consi-

Colons, indigènes et métropole

PENDANT une trentaine d'années, les publications en langue malgache furent donc se contenter des genres religieux ou littéraires — selon une pratique qui a eu cours, presque sans interruption, depuis les débuts de la colonisation. Et il tente de rassurer, pour son compte, la sympathie active de certains d'entre eux.

L'extension d'un petit prélatariat à Diego-Suarez (où les Français avaient établi un arsenal) et à Tananarive, les progrès du syndicalisme et des idées sur l'égalité des races et le courage personnel d'une poignée de nationalistes malgaches se battant avec courage contre les Français.

Le soulèvement de mars 1947 a donné un nouveau coup d'arrêt à l'essor de la presse malgache ; de nombreux journalistes ont été tués, emprisonnés, ou contraints d'abandonner la lutte. Sous ce régime d'interdiction des partis, certains journaux ont cependant tenté de regrouper des militants épargnés par la répression et ont essayé — à leurs risques et périls — d'évoquer à mots couverts les idées nationalistes. Après une période favorable à des tentatives journalistiques nouvelles — comme des magazines ou des journaux spécialisés — la politique a refait surface dans les journaux à l'approche de la « loi-cadre » qui vit s'opposer les partisans d'une accession « douce » et conservatrice à l'indépendance, et ceux d'une stratégie de la rupture ou de la recherche d'une véritable indépendance économique.

En 1958, année de la proclamation de la République, la presse politique malgache comprenait cinquante-cinq titres, dont dix-neuf quotidiens, vingt-six hebdomadaires et vingt périodiques divers. Sept étaient de tendance « progressiste » (socialistes ou communistes), treize se réclamaient du nationalisme (ex-M.D.R.M.) ; vingt-trois étaient favorables au président Tananariva (modérés, social-démocrates) ; quatre se rattachaient aux milieux syndicalistes, sept à l'Église catholique, un au protestantisme.

Dix ans plus tard, le déclin était net, fruit d'une certaine bipolarisation politique ; nationalistes et progressistes se disputaient au sein du Congrès pour l'indépendance de Madagascar (A.K.F.M.) d'un côté ; journaux favorables au parti social-démocrate (P.S.D.),

déjà la presse au début comme « un organe utile susceptible de fournir, dans un pays neuf sur tout, des indications pratiques à retenir sur les aspirations et les légitimes desirés des indigènes ».

À ce moment, les journaux de la communauté française jouissaient d'une liberté totale dont ils ne manquaient pas d'user. Leurs articles, souvent violents, parfois franchement vulgaires, témoignaient en particulier de la méfiance, voire de l'hostilité que portaient les intérêts privés de toutes sortes à l'administration coloniale, jugée toujours trop « métropolitaine » et insuffisamment au fait des problèmes des colons.

La seconde, soutenue directement ou indirectement par l'État — comme le Courrier de Madagascar, créé conjointement par la Société nationale des entreprises de presse, à Paris, et le président Tananariva, dans le but de « casser » à la petite presse malgache d'opinion libérales — avait le monopole des grands tirages, un accès quasi exclusif aux nouvelles d'origine administrative et parvenait seule à se faire diffuser en province sans obstacle notable.

Entre les deux, un secteur indépendant ou centré subsistait avec plus ou moins de bonheur : Marenza (« les Nouvelles »), spécialisé dans le ragot de salle de police ; Lumière, un hebdomadaire édité à Fianarantsoa par des jésuites français, et son homologue « parti à majorité écrasante », de l'autre. La première, qui n'avait guère évolué depuis la colonisation, était l'« Écho de Madagascar » (le « Rire »), battait de l'aile, avec des tirages souvent voisins de mille exemplaires.

La seconde, soutenue directement ou indirectement par l'État — comme le Courrier de Madagascar, créé conjointement par la Société nationale des entreprises de presse, à Paris, et le président Tananariva, dans le but de « casser » à la petite presse malgache d'opinion libérales — avait le monopole des grands tirages, un accès quasi exclusif aux nouvelles d'origine administrative et parvenait seule à se faire diffuser en province sans obstacle notable.

Entre les deux, un secteur indépendant ou centré subsistait avec plus ou moins de bonheur : Marenza (« les Nouvelles »), spécialisé dans le ragot de salle de police ; Lumière, un hebdomadaire édité à Fianarantsoa par des jésuites français, et son homologue « parti à majorité écrasante », de l'autre. La première, qui n'avait guère évolué depuis la colonisation, était l'« Écho de Madagascar » (le « Rire »), battait de l'aile, avec des tirages souvent voisins de mille exemplaires.

À la charte de la presse, adoptée en 1974, au plus fort de la période libérale qui a suivi le « mai malgache », apparaît déjà dépassée. L'ordre des journalistes qu'elle avait créé est aujourd'hui partiellement paralysé en raison du monopole des journaux de tendance A.K.F.M. et de la confusion entre journalistes et directeurs-proprétaires de journaux entre « indépendants » (réels ou supposés) et « fonctionnaires », entre « observateurs » et « militants ». Son président actuel, le Père Remy Raibera, responsable de l'information pour l'Église catholique malgache, considère que cette charte doit être adaptée au contexte « militant » actuel : « Si, pour certains, la liberté de presse signifie défendre la minorité, je suis contre », affirme-t-il, faisant allusion à ceux qui contestent peu ou prou, dans les milieux journalistiques, que la révolution socialiste puisse être considérée comme « le seul choix possible ».

Le gouvernement, qui a confié au ministre de l'Information la responsabilité parallèle de l'« orientation idéologique » soulignerait que la presse écrite se concentre, que la profession se moralise, et que les journaux voient plus loin que la capitale, où la presse télévisée entre eux restent installés et dont ils ne

logue malgache, la Kroa, placé sous la responsabilité de Remy Raibera, jésuite également ; Feon'ny Madagasikara (« la Voix de Madagascar »), rédigé par l'ancien secrétaire de rédaction de l'Aurore de Diego-Suarez au temps de Raimondongo ; et Andri-Pilier, un hebdomadaire favorable au parti MONTMA, qui a sans doute décliné dans les dernières années de pouvoir du président Tsiranana le record abomin des saisis.

L'explosion nationaliste de mai 1972, dans un climat de revendication pour une « seconde indépendance » de Madagascar, a constitué pour la presse une nouvelle occasion de renouveau : la plupart des journaux de l'ancien P.S.D. ont morché la possession ; les locaux du Courrier de Madagascar — qualité de « journal des colons » par les Français — ont été incendiés, donnant naissance quelques semaines plus tard à Madagascar-Matin, qui se proposait de réaliser un journal plus ouvert avec un personnel journalistique en grande partie inchangé. Durant deux années, les tirages ont progressé de manière fulgurante ; plusieurs hebdomadaires sont devenus quotidiens ; les journalistes ont tenté des formules nouvelles, profitant d'une actualité à nouveau chargée.

Tel « l'Éclair » s'est spécialisé dans la caricature et le soutien aux jeunes soam (chômeurs des villes) ; Ady Gasy (« la Chose malgache ») a mis sur le réalisme social renouveau le physio-kinésithérapeute Zora Mity (« Réalités ») a joué — pour la première fois dans un quotidien en langue malgache — la carte des gros tirages de ses nouvelles à sensation, élargissant la palette des genres journalistiques : portraits, face-à-face, éphémérides, photo-montages, dossiers. La plupart des journaux se sont ouverts à des informations générales, et ont adopté le procédé d'impression offset, certains trouvant même la traditionnelle machine à écrire pour une coûteuse « composition » de bureau.

Cependant, la presse n'a pas manqué de pâtir de la réaction en main sensible dans le pays depuis deux ans : la rarefaction des grandes nouvelles, la nécessité de présenter de manière plus « positive » les efforts d'un pays qui tente de construire un socialisme original, l'impossibilité pour les opposants au régime lui-même de disposer d'organes propres, la vigilance d'une censure à laquelle le journal de la Direction de l'Information n'échappe pas lui-même, préjudice à des temps moins florissants.

Le gouvernement, qui consacre l'essentiel de ses efforts à la radio-télévision, a tout de même renforcé son secteur de presse en créant Africa, un quotidien d'informations générales susceptible de rivaliser un peu avec Madagascar-Matin (dont le statut est resté ambigu, même s'il fonctionne sur un régime de quotidien officiel). L'ancienne agence officielle Mal-Press, devenue Tanara (ANTA) a été renforcée : elle a reçu pour mission de donner à ses usagers une information exacte et mobilisante ; et elle détient désormais le monopole de distribution des informations mondiales dans la Grande Ile, après avoir desservi l'emprise de l'Agence France-Presses en passant également des conventions avec Reuters, Tass et Chine nouvelle.

L'antique Vaopoa, diffusé depuis près de quatre-vingt-douze ans dans les administrations et les collectivités décentralisées de l'Ile, a été renoué à son tour. L'ensemble des services d'information gouvernementaux — radio et télévision incluse — emploient ainsi quatre-vingt-trois journalistes (sur les quatre-vingt-dix-sept détenteurs d'une carte professionnelle).

« Un moyen privilégié d'éducation »

sortent que rarement (4). Il considère, comme l'indique le Livre rouge publié en 1976, que l'information est « un moyen privilégié d'éducation du peuple » et qu'elle doit « stimuler l'esprit révolutionnaire » et « inciter le peuple à appliquer les mesures prises par les autorités dans l'intérêt des masses ». Pour certains journalistes issus de la vieille presse indépendante, habitués à exercer leur métier au jour le jour et avec les maigres moyens du bord, comme pour leurs jeunes confrères formés à l'école de l'« objectivité » occidentale, la conversion ne peut manquer d'être dure...

Ph. L.

(1) Raymond Rakotonirina, L'Information et la presse à Madagascar, d'Andriamampoinirina à Ranavalona II, Institut français de presse, 1966.

(2) Lucette Rabecimanana, Presse et lutte politiques à Madagascar, Aujourd'hui l'Afrique, n° 11-12, 1976.

(3) Henri Rakoto-Rava, La Presse écrite malgache, ENA, 1971.

(4) À deux exceptions près, toutefois. L'Éclair, un magazine édité par Lesimé Rakanga, s'efforce de réguler contre l'indifférence de la presse à l'égard de l'archipel, notamment en ce qui concerne l'océan-Inde et l'Antarctique. Quant à l'Écho de Madagascar, revue mensuelle éditée par Richard-Gilles Rakotonirina, une démarche analogue a proposé de l'environnement régional de la Grande Ile.

Advertisement for SOMACRAM, featuring a large 'SMTA' logo and text: 'SOCIÉTÉ MALGACHE AU SERVICE DU COMMERCE EXTERIEUR MALGACHE' and 'SOCIÉTÉ MALGACHE DE COURTAGES, DE REPRESENTATION ET D'AFFRETEMENT MARITIMES'. It lists contact information for Antananarivo and includes a small image of a ship.

L'ACTIVITE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Le Conseil de sécurité demande l'annulation des élections en Namibie

Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies a demandé le 13 novembre l'annulation immédiate des élections prévues par l'Afrique du Sud en Namibie pour le début de décembre. La résolution a été adoptée par dix voix sans opposition, mais avec l'abstention des cinq membres occidentaux du Conseil qui, précisément, forment le « groupe de contact » avec l'Afrique du Sud pour faciliter l'aménagement d'un régime de transition sur le territoire (Allemagne de l'Ouest, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne). Le Conseil de sécurité prévoit dans son texte de prendre des mesures appropriées, y compris des sanctions économiques, au cas où l'Afrique du Sud refuse de l'Organisation d'élections sous le contrôle de l'ONU. M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'Organisation, a été chargé de faire rapport au Conseil à ce sujet pour le 25 novembre.

Le Conseil de sécurité s'est réuni le 31 octobre pour examiner les travaux de la conférence de groupe africain. Il s'agissait plus précisément du non-respect par Pretoria de la résolution adoptée le 29 septembre dernier par le Conseil et qui était un groupe d'assistance des Nations unies chargé d'aider à assurer dans un proche avenir l'indépendance du territoire. Le Conseil était saisi d'un communiqué publié à l'issue des entretiens ayant eu lieu entre les cinq pays occidentaux et le mouvement sud-africain du 18 au 18 octobre 1978.

Signalons encore que dans son rapport à l'Assemblée générale, adopté le 26 octobre, le Conseil des Nations unies pour la Namibie a demandé en particulier l'imposition de sanctions économiques totales contre l'Afrique du Sud.

Les travaux de l'Assemblée générale

Au terme de son débat sur le développement et la coopération économique internationale fin octobre, l'Assemblée générale des Nations unies, qui poursuit sa trente-troisième session à New-York, a adopté sans opposition un projet de résolution concernant l'avenir des travaux du comité plénier économique. Le texte regrette que des divergences de vues sur l'importance du mandat du comité l'aient empêché de mener des négociations significatives et insiste sur la nécessité d'aboutir à des progrès réels sur les problèmes qui lui sont soumis.

D'autre part, l'Assemblée a adopté au début de novembre deux résolutions relatives aux activités de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Le 9 novembre, elle a aussi adopté un texte demandant le retrait des forces étrangères de Chypre et recommandant au Conseil de sécurité de prendre les mesures nécessaires et d'envisager des sanctions en cas de non-observation de cette injonction. Cette résolution a été votée par 110 voix contre 4 (Turquie, Iran, Pakistan et Arabie Saoudite) et avec 23 abstentions, la clause demandant au Conseil de sécurité de se saisir du problème ayant recueilli 80 voix contre 7 avec 43 abstentions lors d'un vote séparé.

Le 10 novembre, l'Assemblée a décidé de maintenir M. Hamilton Shirley (Sri-Lanka) au poste de président de la Conférence des Nations unies sur le droit de la mer, dont les dates et lieu de la prochaine réunion ont été fixés du 19 mars au 27 avril à Genève.

Le 10 novembre également, l'Assemblée a élu cinq membres non permanents du Conseil de sécurité (qui en compte dix au total) plus les cinq membres permanents qui occuperont leurs sièges à dater du 1er janvier : il s'agit du Bangladesh, de la Jamaïque, de la Norvège, du Portugal et du Sénégal. Elle a aussi procédé aux désignations habituelles au Conseil économique et social pour couvrir les sièges devenus vacants.

PERCE INTERIMAIRIE DES NATIONS UNIES AU LIBAN. — Dans un rapport publié le 12 octobre dernier, M. Kurt Waldheim a attiré l'attention sur le financement de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL). Il restait encore 35,3 millions de dollars à percevoir à la date du 30 septembre, soit quasiment un calendrier de paiement considérable comme recouvrables, les autres États débiteurs n'ayant pas l'intention de verser leurs contributions pour la FINUL.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. — Réuni à New-York le 12 octobre pour les travaux de sa deuxième session de 1978, le Conseil économique et social de l'ONU a demandé des mesures efficaces pour mettre en œuvre les recommandations de la conférence sur la coopération technique entre pays en voie de développement qui s'est tenue à Buenos-Aires du 30 août au 12 septembre (voir à ce sujet l'article de Marie-Claude Céléste dans le numéro de novembre du monde diplomatique).

D'autre part, l'ECOSOC a examiné le plan à moyen terme des activités de l'ONU pour 1980-1982, ainsi que la coordination et la coopération internationale dans le cadre de l'Organisation des Nations unies.

APARTHEID. — Des consultations ont eu lieu le 13 octobre à New-York entre les membres du comité spécial contre l'apartheid et les représentants de trois confédérations syndicales internationales : l'Organisation de l'unité syndicale africaine, la



Confédération mondiale du travail et la Confédération internationale des syndicats libres. D'autre part, comité a rendu hommage à Franz Fanon le 3 novembre.

Dans son rapport à l'Assemblée générale, le comité ad hoc, chargé de rédiger un projet de convention internationale contre l'apartheid dans le sport, demande la prolongation de son mandat pour lui permettre de terminer ses travaux l'an prochain.

DROITS DE L'HOMME. — Le comité des droits de l'homme, créé pour surveiller la mise en œuvre, par les États parties, des dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, a examiné à la fin d'octobre les rapports de l'Union soviétique et de l'île Maurice.

ACTIONS A LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE. — A la suite d'un avis rendu par la Cour de justice et de l'Assemblée générale le 13 octobre dernier, les membres suivants ont été élus à la Cour internationale de justice pour les mandats de neuf ans à compter du 5 février prochain : M. Richard E. Bauer (États-Unis), El-Bian Haddada (Égypte), P. Novotny (Tchécoslovaquie), José Sete Câmara (Brésil) et Roberto Ago (Italie). Ils remplaceront les cinq membres dont le mandat expire le 5 février prochain.

CONTRIBUTIONS FINANCIERES POUR LES ACTIVITES EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT. — La conférence des Nations unies pour les hommes de confiance et les programmes relatifs à la coopération internationale pour le développement, organisée pour 1979 et qui s'est tenue le 7 novembre. Les gouvernements se sont engagés à verser 77,8 millions de dollars en contributions volontaires ; 581,3 millions de dollars au Programme des Nations unies pour le développement ; 64,8 millions de dollars au Fonds d'équipement des Nations unies ; 29,3 millions de dollars au Fonds spécial pour les pays en voie de développement sous littoral ; 260 000 dollars au Programme de colporteurs des Nations unies ; 1,2 million de dollars au Fonds de ressources générales de l'UNICEF ; 11,9 millions de dollars au Programme de développement humain ; 10,2 millions de dollars au Fonds des Nations unies pour le développement industriel ; 925 000 dollars au Programme de développement pour l'habitat et les établissements humains ; 2,8 millions de dollars au Fonds de contributions volontaires pour la recherche pour la promotion des femmes.

UNIVERSITE DES NATIONS UNIES. — Dans le cadre de son programme de développement humain et social de l'université des Nations unies, un séminaire a été organisé du 13 au 17 novembre à l'université de Tokyo sur le thème « L'impact de la culture et de la créativité endogènes en vue de rendre le processus de développement plus acceptable et plus efficace ».

COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIQUES. — Une réunion régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'est tenue à Santiago du Chili du 9 au 23 octobre pour donner suite au plan d'action de la conférence sur les pays en voie de développement qui a été adopté par le conseil des ministres des États membres de la CEPAL. Ils ont aussi souhaité la création d'un centre chargé de promouvoir les travaux, toujours dans le cadre de la CEPAL.

COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — Le comité des hauts fonctionnaires de la Commission des Nations unies pour l'Europe (C.E.S.-ONU) s'est réuni à la session d'octobre du 9 au 13 octobre dernier. Il a adopté cette session que le marché des produits forestiers a été le plus en hausse pendant les dernières années, par les variations des parties des zones de coupe.

UNION INTERNATIONALE DES ORGANISATIONS DES INDUSTRIES FORESTIERES. — Le comité des hauts fonctionnaires de l'Union internationale des industries forestières s'est tenu du 13 au 17 novembre. Les participants étaient représentés par deux pays : la Belgique et le Portugal. Ils ont examiné les possibilités d'échange d'informations et d'énergie dans les industries forestières de la région de la C.E.E. préparé par les services des hauts fonctionnaires de l'Union internationale des industries forestières et les services des hauts fonctionnaires de la C.E.E. Les auteurs y prévoient une hausse des coûts de production à la suite des hausses du coût de l'énergie.

UNESCO

À la vingt-tième conférence générale : un texte de compromis sur le rôle des organes d'information

À la vingt-tième session de la conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) s'est tenue à Paris du 24 octobre au 23 novembre. Une partie de ses travaux a été consacrée à l'examen du projet de déclaration présenté par le directeur général de l'Organisation, sur « les principes fondamentaux concernant la contribution des organes d'information au renforcement de la paix et de la compréhension humaine et à la lutte contre le racisme et l'apartheid et à l'initiation à la guerre ».

Un texte de compromis, qui apporte trois changements essentiels par rapport à la première version, a finalement été adopté par consensus et par acclamation : les références au contrôle de l'État sont supprimées, notamment dans l'article II. Parallèlement, la défense des droits de l'homme est incluse à dix reprises dans le projet, et en particulier dans le titre afin de satisfaire les partisans d'un autre projet (dont la France, l'Allemagne de l'Ouest et les États-Unis). Enfin sont ajoutées des références à un « Nouvel ordre international de l'information » pour tenir compte des revendications du groupe des non-alignés, et des aspirations du tiers-monde en général.

Autres sujets ayant donné lieu à controverse : la politique culturelle d'Israël dans les territoires occupés et les fouilles à Jérusalem. Une résolution a été adoptée supprimant l'aide de l'UNESCO à Israël — comme les années précédentes — et invitant cet État à suspendre les fouilles qui portent atteinte au caractère et au statut de Jérusalem. Un autre texte adopté en séance plénière condamne la politique d'Israël en matière d'enseignement dans les territoires occupés.

D'autre part, une déclaration sur la race et les préjugés raciaux a aussi été adoptée, le texte définitif ayant été purgé, lors des travaux en commission, de toute référence assimilant le sionisme au racisme.

Au chapitre des activités de l'Organisation pour les deux prochaines années, la conférence générale a défini les grandes orientations de principe qui devraient inspirer les interventions de l'UNESCO. En particulier dans le domaine de l'éducation, les membres de la conférence

ont souhaité qu'il soit désormais accordé davantage d'importance à la réflexion prospective.

CREATION D'UN PRIX SIMON-BOLIVAR. — Le Venezuela a remis au mois de novembre au directeur général de l'UNESCO la somme de 100 000 dollars destinés à l'institution d'un prix international Simon-Bolívar. Ce prix sera décerné pour la première fois en juillet 1981 à une personne ou à des institutions ayant contribué par leurs activités à la liberté, à l'indépendance et à la dignité des peuples ainsi qu'à l'enrichissement de la solidarité entre les nations « afin de promouvoir l'épanouissement d'un nouvel ordre économique, social et culturel international ».

Travail

Au conseil d'administration : la liberté syndicale

Réuni à Genève au début du mois de novembre, le conseil d'administration du Bureau international du travail (BIT) a examiné de nombreuses plaintes concernant la liberté syndicale dans plusieurs pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique et des Caraïbes. Le conseil d'administration a notamment décidé de rendre publique une réclamation, présentée en janvier 1977 par la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.), selon laquelle le gouvernement de la Tchécoslovaquie aurait pris des mesures discriminatoires (sous forme de licenciements) contre des travailleurs ayant signé ou appuyé la manifestation de la charte 77a sur les droits de l'homme. Cette décision a été prise à la suite de la réponse du gouvernement tchécoslovaque à cette réclamation, réponse qui n'avait pas été jugée satisfaisante par le conseil.

À l'issue de sa session, le conseil a aussi admis en qualité de membre permanent le Brésil, au titre des dix États ayant l'importance industrielle la plus considérable (ce siège était vacant depuis le retrait des États-Unis, Inter-American Commission on Human Rights) à l'ordre du jour de la dix-huitième session de la conférence internationale du travail, en juin 1980, les trois questions suivantes : promotion de la négociation collective ; égalité de chances et de traitement entre travailleurs des deux sexes ayant des responsabilités familiales ; sécurité, hygiène et milieu de travail.

CANCERS PROFESSIONNELS DANS L'INDUSTRIE. — Selon une étude publiée au début du mois de novembre par le BIT sous le titre « Cancers professionnels, prévention et contrôle, les cancers professionnels ne doivent pas être considérés comme une fatalité, ils peuvent néanmoins un problème extrêmement grave pour la santé publique. »

CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LES MINES D'OR EN AFRIQUE DU SUD. — Selon le bulletin Informations O.I.T., publié au début du mois de novembre, les ouvriers noirs d'Afrique du Sud n'ont pas le droit de se syndiquer et vivent dans un état proche du servage. Les conséquences de leurs mauvaises conditions de travail se sont traduites entre septembre 1973 et septembre 1978, par onze cent quatre-vingt décès, dont quarante-neuf décès consécutifs de pneumocoque.

F.A.O.

Augmentation des fonds d'urgence du Programme alimentaire mondial

Le comité des politiques et des programmes de la situation alimentaire, organe directeur du Programme alimentaire mondial (P.A.M.) de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), a autorisé le 5 novembre M. Edouard Saouma, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), à prélever une nouvelle tranche de 20 millions de dollars (en livres et en espèces) sur les ressources du P.A.M. pour répondre aux pénuries imprévues provoquées par des catastrophes naturelles ou autres, d'ici à la fin de 1978.

Le comité s'est, en effet, déclaré préoccupé par la situation alimentaire précaire qui prévaut dans de nombreux pays récemment frappés par des catastrophes naturelles, comme le Vietnam, le Laos et l'Éthiopie.

Une aide alimentaire d'urgence, à d'autre part, est accordée à l'Éthiopie au titre du P.A.M. D'une valeur de 15 millions de tonnes, elle est réaffectée destinée à assister les populations frappées par la sécheresse et la guerre civile.

CEREALES. — En raison des bonnes récoltes prévues dans de nombreux pays, le commerce mondial des céréales pourrait connaître un léger ralentissement. Cependant, le niveau de stocks, le haut niveau de 1977-1978, estime le bulletin du mois de novembre Perspectives de l'alimentation que publie la F.A.O. Le rapport élabore aussi des hypothèses sur les prix des céréales dans les marchés mondiaux sous réserve de l'existence de stocks supérieurs à ceux de l'année dernière. Les prix du blé et des céréales secondaires ont enregistré une hausse. Mais les prix du riz se sont stabilisés et pourraient fléchir avec les récoltes de fin d'année.

CUIRES ET PEaux. — Le commerce des cuirs et peaux qui s'étend chaque année à quelques milliards de dollars souffre de facteurs économiques précis, ont estimé les gouvernements des trente-deux instituts de pays d'Amérique, d'Asie et de l'Océanie lors d'une réunion organisée par la F.A.O. à Rome le 11 et 12 octobre. La F.A.O. a donc été prise d'établir un meilleur accord sur les ressources du commerce mondial de la viande et de la peau de la F.A.O. La création d'un groupe de travail ad hoc d'experts en statistiques est recommandée.

Organisation météorologique mondiale

Déclaration sur les modifications de la couche d'ozone

Le comité exécutif de l'Organisation météorologique mondiale (O.M.M.) a adopté le 20 octobre une déclaration sur les modifications de la couche d'ozone résultant des activités de l'homme et leurs éventuelles consé-

quences géophysiques. Selon cette déclaration, la poursuite des dégraissants de chlorofluorométhanes dans l'atmosphère se traduirait par une réduction significative de la quantité de ozone stratosphérique. Si les dégraissants de chlorofluorométhanes se poursuivaient, le rythme qu'ils ont atteint en 1977, cela se traduirait, d'après les prévisions actuelles, par une raréfaction globale moyenne de 5 % environ en vingt ans.

La déclaration passe en revue les conséquences possibles de la diminution prévue de la quantité d'ozone. Elle estime qu'une réduction de 15 % de la quantité totale d'ozone entraînerait une augmentation d'environ 30 % du rayonnement ultraviolet atteignant la surface terrestre. En ce qui concerne les effets climatiques, elle prévoit qu'une diminution de 15 % de la quantité totale d'ozone entraînerait une baisse de 10 °C de la température dans la haute stratosphère.

La première déclaration de l'O.M.M. sur ce sujet remonte au 26 novembre 1976.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE. — Le 26 octobre a marqué la fin d'une période de quatre mois de crise de confiance. Si, aux cours des deux dernières semaines, nous nous sommes occupés de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) déclare la disparition de la variole dans le monde entier.

— L'usage du tabac pendant la grossesse, ainsi que l'influence du tabac dans l'augmentation des troubles circulatoires, ont été les thèmes principaux des conférences de la semaine de la santé (O.M.S.) qui s'est tenue à Genève du 23 au 29 octobre.

— En réponse à l'appel lancé le 26 octobre dernier par M. Leo A. Berio, directeur de la région européenne de l'O.M.S., vingt-quatre pays européens et organisations de coopération internationale, intergouvernementales et bilatérales ont contribué par des donations en espèces, matériel, ou en personnel à la mise en œuvre de premières mesures destinées à éliminer l'épidémie de paludisme qui sévit dans le sud-ouest de la Tchétchénie.

— La création d'organismes nationaux de contrôle pour l'hygiène et la sécurité des aliments représente une grande priorité pour les pays en voie de développement : c'est ce qu'a déclaré un comité O.M.S. d'experts sur la sécurité d'emploi des pesticides lors de sa session à Helsinki (République d'Allemagne fédérale) du 7 au 10 novembre.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — Le premier colloque international sur la désinfection des usines nucléaires s'est tenu à Vienne, du 13 au 17 novembre, sous les auspices de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) et de l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire (A.E.C.). Environ cent cinquante participants, venus de vingt-neuf États membres de l'Agence et de plusieurs organisations internationales, ont participé à ce colloque, qui portait le point des connaissances et des méthodes actuelles, et a accordé une attention particulière aux politiques nationales en la matière et à leurs implications internationales, au problème des rejets radioactifs, ainsi qu'à des opérations de décontamination et aux dispositifs de télécommande.

— Afin d'accroître les efforts d'ordre technique entre l'Agence et les États membres, des missions d'experts ont été envoyées dans le but d'obtenir un meilleur rendement des centrales nucléaires. L'A.I.E.A. a organisé un colloque international sur la fabrication des éléments combustibles pour réacteurs à pile et, plus particulièrement, sur les incidences sur la performance du combustible.

— A la suite d'un arrangement entre l'A.I.E.A. et le ministère de l'énergie des États-Unis, un cours international sur la protection physique des installations et matières nucléaires a eu lieu pour la première fois à Albuquerque (Nouveau-Mexique), du 11 au 18 novembre.

ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE. — Au mois d'octobre, l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) a examiné le programme de l'assistance technique en matière d'aviation civile, dont le montant total dépasse 15 millions de dollars.

— Dix d'entre eux sont des projets nouveaux : six concernent la Guinée, la Jordanie, le Malawi, la Mauritanie, le Sri-Lanka et le Vietnam, les quatre autres sont des projets régionaux situés en Indonésie aux Philippines. Deux autres projets sont des extensions de projets existants : un projet national au Bangladesh et un projet régional africain en Égypte.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — Les travaux effectués par le Département des Nations unies pour le développement industriel (ONU/DI) ont été présentés à la conférence internationale de Vienne (Autriche) du 9 au 13 octobre 1978. L'ONU/DI a examiné les stratégies industrielles, l'évaluation et les possibilités de projets, le rôle des conseillers techniques et les possibilités de coopération générale de l'ONU/DI (qui doit avoir lieu à New-York en 1980). Les moyens de favoriser la coopération technique internationale ont été examinés, ainsi que les mesures propres à améliorer les communautés dans le site et les services extérieurs de l'ONU/DI.

— La deuxième réunion de consultation sur l'industrie des engrais, à Innsbruck (Autriche) du 10 au 14 octobre, a réuni plus de deux cents experts de cinquante pays et vingt organisations internationales.

— De nouvelles mesures visant à assurer une participation plus large et plus dynamique des femmes au développement ont été adoptées lors d'un séminaire préparatoire à une réunion de haut niveau sur le rôle de la femme dans l'industrialisation des pays en voie de développement, qui s'est tenue à Vienne (Autriche) du 8 au 10 novembre.

— Parmi les récentes publications de l'ONU/DI : Les techniques en processus des pays en voie de développement (en anglais) et un guide sur les sources non classiques d'énergie (en anglais).

UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS. — Le séminaire régional de radiodiffusion à ondes kilométriques et hertziennes dans les régions 1 et 3 (Europe, Afrique, Asie et Australasie) de l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.) s'est tenu à Genève le 23 novembre.

Cet accord et le plan d'assignation de fréquences qui l'accompagne ont été élaborés par une conférence administrative régionale de radiodiffusion de l'U.I.T. qui a tenu deux sessions à Genève (en octobre et en novembre 1978). L' accord, qui a été signé sur une période d'essai de six mois, sera appliqué pendant une période de onze ans à partir de la date d'entrée en vigueur, mais il demeure قابلة pour qu'il soit révisé par une conférence compétente des pays membres de l'U.I.T.

Ce nouvel accord remplace la convention européenne de radiodiffusion de Copenhague (1948) et celle de l'accord africain de radiodiffusion de 1964.

D'autre part, l'U.I.T. a organisé au mois d'octobre une série d'études sur la gestion des fréquences et l'utilisation du spectre radio-électrique et de données, qui a réuni pendant deux semaines à Paris dix-huit experts de quinze pays. Le résultat de ces études sera communiqué par l'intermédiaire de l'U.I.T. et notamment à celles des pays en voie de développement, des indications pratiques sur l'établissement et l'organisation de leurs services de gestion des fréquences, ainsi que sur l'établissement de leur réglementation nationale, ainsi que sur l'établissement de leur réglementation internationale.

Nice, ville de congrès vous attend.

Nice a mis au point une structure d'accueil pour vous prouver que tourisme et congrès ne sont pas incompatibles : un aéroport de classe internationale met Nice à 1 h 15 de Paris... Une capacité hôtelière encore accrue... 90 salles de conférences... Un Palais des Expositions de 17 000 m².

Le Palais des Expositions

Nice-Congrès : Palais des Expositions, 06300 Nice. Tél. (03) 55.02.02 et 55.18.55. Telex : Nicexpo 970537.

Fonds monétaire international
 Le F.M.I. a approuvé le 15 novembre 1978 un accord de prêt de 100 millions de dollars à l'Indonésie pour financer son programme de développement.

Le F.M.I. a aussi approuvé un accord de prêt de 100 millions de dollars à la République d'Allemagne fédérale pour financer son programme de développement.

Le F.M.I. a également approuvé un accord de prêt de 100 millions de dollars à la République d'Autriche pour financer son programme de développement.

Groupe de la Banque
 Le Groupe de la Banque mondiale a approuvé le 15 novembre 1978 un accord de prêt de 100 millions de dollars à l'Indonésie pour financer son programme de développement.

Le Groupe de la Banque mondiale a aussi approuvé un accord de prêt de 100 millions de dollars à la République d'Allemagne fédérale pour financer son programme de développement.

Le Groupe de la Banque mondiale a également approuvé un accord de prêt de 100 millions de dollars à la République d'Autriche pour financer son programme de développement.

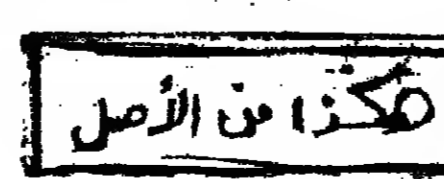
AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT
 L'Organisation mondiale de la Santé (O.M.S.) a approuvé le 15 novembre 1978 un accord de prêt de 100 millions de dollars à l'Indonésie pour financer son programme de développement.

L'O.M.S. a aussi approuvé un accord de prêt de 100 millions de dollars à la République d'Allemagne fédérale pour financer son programme de développement.

L'O.M.S. a également approuvé un accord de prêt de 100 millions de dollars à la République d'Autriche pour financer son programme de développement.

EDITIONS A
 Société
 LA CIRCULATION DE
 Un volume de 370

DANS LES
 Un volume de 240



Tchad: aide non remboursable de 385 000 u.s. pour la construction et l'équipement du C.E.G. d'Am-Timari...

Seychelles: aide non remboursable de 280 000 u.s. pour la réalisation de réseaux routiers d'adduction d'eau...

Commission avait d'abord été réservée aux industries sous-régionales prévues par les programmes sectoriels de développement industriel...

maîtres, qui sont, à l'heure actuelle, en cours de l'arrangement en vigueur. AU COMITÉ DE POLITIQUE ECONOMIQUE...



Association européenne de libre-échange

Session du comité consultatif. Les perspectives économiques des pays de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.)...

Conseil international des pays exportateurs de cuivre

Session extraordinaire de la conférence des ministres. La conférence des ministres du Conseil international des pays exportateurs de cuivre...

O.C.D.E.

Au Comité d'aide au développement

La dix-septième réunion à haut niveau du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.)...

RECEPIS PUBLICATIONS

Les politiques de stimulation de l'innovation industrielle, trois volumes: rapport de travaux, volume I (176 pages) et II (233 pages)...

PRETS AU PORTUGAL. L'Institut de prêts totales 200 millions d'escudos (environ 40 millions de dollars) pour deux nouveaux projets d'investissement...

La conférence a également examiné un rapport du président du sous-comité économique et social sur le système des taux de change flottants...

CRÉATION D'UN COMITÉ DE L'ACHÈRE. Le conseil de l'O.C.D.E. a créé le 27 octobre un comité de l'achère, conformément à la recommandation du conseil...

CONSEIL INTERNATIONAL DU B.I.E. Selon des estimations publiées le 26 octobre par le Conseil international du blé, la production mondiale de blé pour 1978 devrait atteindre 420 millions de tonnes...

COOPÉRATION AVEC LA YUGOSLAVIE. La première réunion au comité mixte A.E.L.E.-Yougoslavie créé en juin dernier pour traiter des questions économiques...

La conférence a également examiné un rapport du président du sous-comité économique et social sur le système des taux de change flottants...

CRÉDIT À L'EXPORTATION. Les vingt-deux gouvernements membres de l'O.C.D.E. ont participé à l'arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation...

MARCHE COMMUN CENTRÉ-AMÉRICAIN. Les ministres de l'économie des cinq pays membres du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) se sont réunis...

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT. L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED)...

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT. L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED)...

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT. L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED)...

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT. L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED)...

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Échec de la négociation sur le blé. La conférence internationale sur le blé (ajournée depuis le 23 mars dernier) avait repris ses travaux le 6 novembre à Genève...

GATT

Dans le rapport annuel: le commerce mondial du pétrole. Le rapport annuel du secrétariat de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)...

Communautés européennes

Marché commun

Réunion informelle des ministres des affaires étrangères. Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont tenu, au cours de leur réunion informelle...

Marché commun

Réunion informelle des ministres des affaires étrangères. Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont tenu, au cours de leur réunion informelle...

DETTES

Le secrétaire de la CNUCED a fait le bilan, le 3 novembre dernier, des remises de dettes aux pays du tiers-monde. À cette date, les puissances industrielles ayant annulé leurs créances envers certains pays pauvres étaient les suivantes: République fédérale d'Allemagne (2 300 millions de dollars de dettes annulées)...

NOUVELLE PHASE DES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATÉRALES

Les négociations commerciales multilatérales (le séminaire de Genève du 15 au 17 novembre) ont repris à Genève le 15 novembre. Les chefs des trois principales délégations (M.M. Helmut Schmidt, président de la Commission des Communautés européennes; Sir David, représentant spécial du président Carter; et Oshita, ministre d'état japonais)...

GRUPE ANDIN

Vingt-cinquième session de la commission. La commission du Groupe andin s'est réunie du 24 au 28 octobre dernier pour la première partie de sa vingt-cinquième session. Un ensemble de propositions émanant du comité (la Junta) ont été examinées. Elles portent notamment sur la création d'une industrie automobile sous-régionale; la transfert au programme de libération automatique des échanges d'un certain nombre de produits dont la fabri-

CONFÉRENCE TRIPARTITE SUR LE TEMPS DE TRAVAIL

Une conférence tripartite a réuni le 9 novembre à Bruxelles les ministres du travail et les représentants sociaux de la C.E.E. Elle s'est achevée sur un constat de divergences en matière de répartition du temps de travail. Le communiqué final, qui n'a aucun caractère contraignant pour les participants comme l'au-

INVISIBLES ET FINANCEMENT LIE AU COMMERCE

La commission des invisibles et du financement lié au commerce a réuni le 23 octobre au 3 novembre. Parmi les principaux points à l'ordre du jour: le problème de l'accélération du transfert de ressources réelles aux pays en voie de développement; la possibilité de prévoir l'intention de la commission, la CNUCED relate que la part de l'aide publique au développement

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

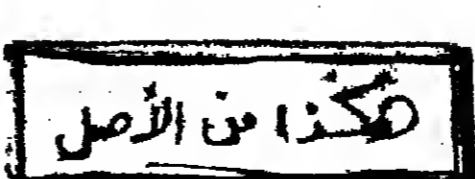
Les ministres de l'énergie de la C.E.E. ont souligné, le 26 octobre à Luxembourg, que l'établissement d'une politique communautaire de l'énergie dépend avant tout des différentes politiques nationales dans ce domaine. André Girard (France), a remarqué que l'Europe des Neuf doit poursuivre sa politique d'économies d'énergie mais que ce sont surtout les initiatives nationales qui comptent.

CONFÉRENCE TRIPARTITE SUR LE TEMPS DE TRAVAIL

Une conférence tripartite a réuni le 9 novembre à Bruxelles les ministres du travail et les représentants sociaux de la C.E.E. Elle s'est achevée sur un constat de divergences en matière de répartition du temps de travail. Le communiqué final, qui n'a aucun caractère contraignant pour les participants comme l'au-

CONFÉRENCE TRIPARTITE SUR LE TEMPS DE TRAVAIL

Une conférence tripartite a réuni le 9 novembre à Bruxelles les ministres du travail et les représentants sociaux de la C.E.E. Elle s'est achevée sur un constat de divergences en matière de répartition du temps de travail. Le communiqué final, qui n'a aucun caractère contraignant pour les participants comme l'au-



alent voulu les syndicats, précise la position des trois parties. Pour les syndicats, qui se déclarent déçus par les résultats, la réduction du travail doit aller de pair avec une réduction du temps de travail de 10 % minimum en quatre ans. Les patrons européens y sont opposés, considérant que toute réduction du temps de travail risque d'augmenter les coûts de production de chaque entreprise.

Enfin, les gouvernements se déclarent partisans d'une telle réduction qui peut être un facteur de création d'emplois. Mais, précisent-ils, celle-ci doit être négociée librement entre les partenaires sociaux. Cette prise de position gouvernementale se réfère expressément à celle qui fut adoptée lors d'un récent comité permanent pour l'emploi, qui regroupe au sein de la CEE les mêmes partenaires à un niveau moins élevé.

En outre, le communiqué final constate que tous les participants sont d'accord pour que la CEE adopte une stratégie d'ensemble en matière d'emploi dans la ligne des décisions prises aux renouveau au sommet de Brème et de Bonn en juillet dernier. Le système nécessaire à la mise en œuvre de cette stratégie doit assurer une relance de la croissance indispensable aussi une adaptation structurelle au niveau de l'entreprise sauf dans de grands secteurs comme la sidérurgie.

La date de la prochaine conférence tripartite n'a pas été fixée, les syndicats étant réservés sur la nécessité de telles réunions.

Accord substantiel sur le futur système monétaire européen

Les ministres des finances réunis le 20 novembre dans la capitale belge sont parvenus à un accord substantiel sur l'avenir du système monétaire européen, selon M. Mattheoer (R.F.A.) qui présidait les travaux.

L'attitude de la Grande-Bretagne a souligné en substance M. Monory (France), est celle d'un pays qui souhaite entrer dans le nouveau système monétaire européen mais qui, par suite de difficultés intérieures, pourrait différer son adhésion.

En ce qui concerne les marges de fluctuation entre les devises participant au système, M. Monory a précisé que la France, des son entrée dans le nouveau système, choisira la marge actuelle de fluctuation de 2,25 % des pays membres du « serpent » (R.F.A., Benelux et Danemark). D'autres pays, comme l'Italie, pourront choisir des marges pouvant aller jusqu'à 6 %, a-t-il ajouté.

Le nouveau système européen disposera de 25 milliards d'unités de compte européennes (soit près de 33 milliards de dollars) disponibles pour soutenir les monnaies, a annoncé M. Dennis Healey (Grande-Bretagne), soulignant que tous les ministres des finances sont d'accord sur ce point.

Des divergences subsistent, notamment sur l'automatisation des interventions.

LA RENCONTRE AU SOMMET DE BRUXELLES. — Les ministres des affaires étrangères ont mis au point le 20 novembre l'ordre du jour de la rencontre européenne au sommet le 24 décembre à Bruxelles. Trois grands sujets : la création du système monétaire européen, la nomination d'un directeur général, ainsi que la nomination de M. Valéry Giscard d'Estaing, d'étudier les conséquences institutionnelles de l'établissement du marché commun des produits agricoles et de l'Espagne, ainsi qu'un débat sur la politique agricole commune à la lumière d'un rapport de la Commission.

ACCORD POUR L'ADHESION DE LA GRECE. — Toutes les grandes questions institutionnelles posées par l'entrée de la Grèce dans le Marché commun ont été réglées d'un commun accord, le 20 novembre, au cours de la huitième session préparatoire des négociations entre la C.E.E. et la Grèce. Trois problèmes importants ont été résolus : la participation de la Grèce à la politique sociale, et notamment la libre circulation des travailleurs qui sera assurée à partir du 1er janvier 1981. M. Kallias, ministre des affaires étrangères de Grèce, a précisé devant la presse : « Il n'y a pas de problèmes en Grèce. Il n'est pas nécessaire d'envoyer des travailleurs grecs à l'étranger. La Grèce manque de main-d'œuvre qualifiée. Il faut parler du retour des travailleurs grecs qui se trouvent à l'étranger ».

DIMINUTION DU DÉFICIT COMMERCIAL DE LA CEE. AVEC LES ETATS-UNIS. — Dans une réponse écrite à un parlementaire européen, la Commission européenne note que l'exécédent commercial des Etats-Unis avec la CEE est tombé à 732 millions de dollars au premier semestre 1978, contre plus de 3 milliards de dollars au premier semestre de 1977.

Pour le premier semestre 1978, le redressement de la balance commerciale des Etats-Unis et la CEE, au bénéfice de cette dernière, est dû essentiellement à la France, à la R.F.A. et à l'Italie. L'exécédent allemand est passé de 222 millions de dollars au premier trimestre 1977 à 1.531 millions au premier semestre 1978. L'Italie et la France sont devenues déficitaires. Pour l'Italie, le déficit est de 316 millions de dollars dans les six premiers mois de 1978, contre un déficit de 55 millions de dollars durant la même période de 1977 ; pour la France : un excédent de 183 millions contre un déficit de 432 millions de dollars dans les mêmes périodes de référence.

CONFIANCE ACCRUE DES MILIEUX INDUSTRIELS. — Les milieux industriels européens se montrent de plus en plus confiants dans l'avenir, estiment les « Notes rapides sur la conjoncture économique de la zone » publiées le 7 novembre par la Commission européenne. Les perspectives de production et de commandes sont évaluées avec optimisme, rétrospectivement.

L'évolution de la production est considérée, depuis plusieurs mois, comme favorable en R.F.A., en Italie, aux Pays-Bas, en Belgique et au Royaume-Uni, tandis qu'en France et en Irlande les estimations sont moins bonnes.

En même temps, les perspectives pour la demande extérieure sont considérées comme bien meilleures en R.F.A., en France, en Irlande et au Royaume-Uni, notamment pour les biens de consommation durables.

CECA

Simplification de la vérification des prix minima mais pas de relèvement des tarifs de l'acier

M. DAIGNON, commissaire européen chargé des questions industrielles, a obtenu le 21 novembre la prorogation en 1979 de son plan anti-crise de l'acier. Mais avec des réserves sur certains points et des simplifications sur d'autres. Le dossier de la restructuration, lié aux perspectives de production des Neuf, a été ajourné.

La prorogation concerne aussi bien le principe des prix minima sur certaines qualités d'acier (roulés à chaud, coils, laminés marchands), que celui de prix d'orientation et de l'interdiction d'alimentation sur des prix inférieurs offerts par des pays tiers pour les autres aciers, en ce qui concerne les arrangements (contingents et prix) s'agissant des échanges avec une vingtaine d'autres pays. En cas de dépassement en 1978 de ces contingents, le surplus sera imputé sur le contingent 1979 (dans le cas des livraison suspendues, par exemple).

Les réserves ont porté sur le niveau des prix minima. Les Italiens proposent un abaissement de 25 % du tarif-plancher des laminés marchands, pour permettre aux producteurs de bénéficier de plein avantage de leurs prix de revient inférieurs. La France réclame au contraire une hausse de 5 %, conforme à l'orientation définie au départ. Le désaccord a abouti au statu quo, et le marché ne permettant pas actuellement un relèvement des prix, a-t-il été conclu.

La simplification concerne le système de contrôle du respect des règles de prix édictées par Bruxelles. Le dispositif de « certification de conformité », plus simple, sera généralisé. La France et le Royaume-Uni souhaitent le maintien du cautionnement, système rapide de contrôle ; mais la majorité des Etats membres a partagé le point de vue opposé de la Commission.

Le volet de la restructuration et des aides destinées à la faciliter a été ajourné. La majorité des Neuf a admis, avec la Commission, que la mise en œuvre des programmes nationaux et leur concordance avec les objectifs communautaires dans le respect des règles de concurrence, nécessitent la mise en œuvre et le respect d'un code communautaire des aides. La Grande-Bretagne et l'Italie — dont les sidérurgies sont plus ou moins partiellement contrôlées par l'Etat — ont cependant émis des réserves concernant l'assimilation des aides publiques des interventions financières des Etats qui agissent souvent à l'égard de ces industries comme simples actionnaires. Pour la R.F.A., par contre, l'adoption d'un code des aides constitue une condition indispensable à la mise en œuvre d'un plan de restructuration, dont l'exécution devrait d'ailleurs être laissée en premier lieu aux entreprises. Le dossier sera repris ultérieurement.

La nécessaire restructuration

Mais la nécessité de la restructuration n'est mise en cause par personne. M. Davignon a souligné que si la production d'acier des Neuf avait atteint en 1978 environ 132 millions de tonnes, elle aurait dépassé les capacités de production d'acier brut étant de l'ordre de 200 millions de tonnes, il restait donc 30 millions de tonnes à produire dans l'excédent de l'ordre de 85 % de ces capacités. Le problème s'aggrave encore du fait que, par l'introduction de la coulee continue et d'autres innovations technologiques, l'augmentation des capacités de production tend à se poursuivre plus d'acier avec les mêmes installations. Le problème de l'augmentation de la productivité ne saurait d'ailleurs être écarté, si l'on tient compte de la distance qui nous sépare encore en Europe, de l'un de nos principaux concurrents, le Japon.

A ces difficultés s'ajoute, a poursuivi M. Davignon, une tendance croissante à la substitution de produits à grande valeur ajoutée (produits plats) aux produits à valeur ajoutée relativement faible (produits longs). D'où les problèmes structurels, auxquels sont venus s'ajouter ceux de la régression conjoncturelle. Le rôle de la Communauté est grand. Il faut avant tout préciser dans le détail ce que l'entreprise doit faire, a conclu le commissaire européen. Cette dernière est responsable, mais les mesures de restructuration qu'elle prendra doivent s'intégrer dans une stratégie commune. C'est pourquoi la Commission fournira un appui complémentaire (financier ou d'autre nature). Déjà l'industrie sidérurgique de la Communauté a perdu soixante-dix mille emplois depuis le début de la crise. En attendant d'obtenir les modalités de la restructuration, la CECA entend renforcer ses interventions en matière de restructuration et de reconversion. Il faudrait, d'ici à 1983, créer cent mille emplois, ce qui représente un effort financier considérable.

Il y aura cependant un décalage entre le moment où l'emploi est perdu et celui où un nouvel emploi est créé. Pendant cette période de transition, il faudra assurer la réaffectation des travailleurs, par la redistribution de la productivité, le réaménagement du travail, la limitation de la production des heures supplémentaires. Pour 1979, la Commission propose, à titre indicatif, un montant de 3 milliards de francs français, soit 450 millions de dollars, pour financer la restructuration. La CECA, augmentation qui serait à financer par les recours aux droits de douane sur les importations de charbon et d'acier. « La modernisation de l'industrie européenne ne sera possible qu'en cas d'un ajustement social et la restructuration des travailleurs touchés trouvent de nouveaux emplois, c'est-à-dire que les emplois perdus en sidérurgie sont remplacés par de nouveaux emplois dans les régions touchées », a conclu le commissaire européen. Un grand débat dans le cadre du comité consultatif de la CECA aura lieu à ce sujet.

Le cas belge

Tandis que les autorités européennes discutent de la restructuration à venir, celle-ci se poursuit concrètement. En Belgique un accord est intervenu le 23 novembre entre le gouvernement, le patronat et les syndicats pour organiser progressivement la suppression de six mille emplois sur trente-six mille. L'Etat prendra une participation très importante dans le coût de la restructuration, notamment en Wallonie, où il sera presque majoritaire. « En Belgique, 70 % de la production de la sidérurgie est utilisée dans le pays », a-t-il été dit chez M. Lambert-Sambre à Charleroi, l'Etat détendra 60 % du capital « stable » (c'est-à-dire sans compter les nombreux petits actionnaires), contre 40 % pour les holdings et groupes bancaires. Au sein des conseils d'administration, l'égalité sera maintenue entre la puissance publique et les holdings privés, qui gèreront la gestion des usines. En France, l'Etat est majoritaire à 70 % dans SIDER, filiale du groupe luxembourgeois ARBED.

Les charges financières des sociétés seront, notamment allégées, en dessous de 5 % du chiffre d'affaires. Les entreprises de la région de 500 000 FB par employé perdu, le coût total du plan, plusieurs milliards de francs belges (plusieurs centaines de millions de dollars) devant être financés à hauteur de 25 % par l'aide étatique des autorités européennes.

AIDE A LA READAPTATION. — La Commission européenne a accordé des subventions en faveur du personnel touché par la fermeture ou la réduction d'activités d'acier et de cocherie pour les mois de novembre et décembre. La Belgique a bénéficié de 36 millions de francs français, soit 5,5 millions de dollars ; pour l'Allemagne fédérale 122 283 u.e.s., soit 1,2 million de dollars ; pour la France 11,5 millions de francs français, soit 1,5 million de dollars ; et pour les Pays-Bas 5 millions de francs français, soit 625 000 francs.

TARIFS DE TRANSPORT REDUITES. — La Commission européenne, la Suisse et l'Autriche ont décidé de proposer, pour la réduction des tarifs ferroviaires en Suisse et justifiée par la concurrence et les normes de sécurité. Le trafic d'acier et de charbon entre l'Italie et les autres Etats membres de la Communauté a atteint en 1977, avec 13,5 millions de tonnes, un nouveau chiffre record, qui dépasse de 4 % le tonnage record de 1974. Cette progression contraste avec la profonde dépression qui a continué à affecter l'industrie sidérurgique communautaire ; elle s'explique par le fait que les négociants et utilisateurs ont épuisé les stocks existants et que le fléchissement de la demande a été suivi de tous les pays à inciter les producteurs et négociants à rechercher des marchés dans les autres pays de la Communauté.

RECOURS DE SIDERURGISTES ITALIENS CONTRE BRUXELLES. — Après plusieurs entrées sidérurgiques italiennes, les sociétés A.I.A. et A.I.S. ont introduit un recours en annulation contre la décision de la Commission du 20 mai leur imposant un amendement (rapportement de 4 % des coûts de revient) pour le non-respect des règles de prix sur l'acier. Des recours similaires ont été introduits par les entreprises A.S.I. Acieritalia et Ferriere A. Stefania, Acieritalia Di Desio et Sider/Comuna, en annulation de la décision de la Commission du 20 mai leur imposant un amendement (rapportement de 4 % des coûts de revient) pour le non-respect des règles de prix sur l'acier. Des recours similaires ont été introduits par les entreprises A.S.I. Acieritalia et Ferriere A. Stefania, Acieritalia Di Desio et Sider/Comuna, en annulation de la décision de la Commission du 20 mai leur imposant un amendement (rapportement de 4 % des coûts de revient) pour le non-respect des règles de prix sur l'acier. Des recours similaires ont été introduits par les entreprises A.S.I. Acieritalia et Ferriere A. Stefania, Acieritalia Di Desio et Sider/Comuna, en annulation de la décision de la Commission du 20 mai leur imposant un amendement (rapportement de 4 % des coûts de revient) pour le non-respect des règles de prix sur l'acier.

communitaire de charbon. En dehors des opérations de vente en commun, les sociétés minières ont proposé de vendre leurs stocks de charbon à la couverture de leurs besoins propres (notamment les besoins à leurs usines sidérurgiques et centrales électriques en échange d'énergie électrique) et à des ventes libres. Les communes minières détiennent 4,5 millions de tonnes l'an dernier, soit environ 35 % de la production des entreprises sidérurgiques contre seulement 20 % en 1977.

LA « RALLONGE » AU BUDGET DE LA CECA (28 millions d'unités de compte) sera répartie de la façon suivante : 2,5 millions pour l'Allemagne, 1,5 par l'Italie, 1,5 par les Pays-Bas, 1,5 par la Belgique, 1,5 par le Danemark, 1,5 par l'Irlande et 3 000 par la Luxembourg.

TARIFS FERROVIAIRES POUR LA BARRE. — A la demande de Bonn, la Commission européenne a proposé jusqu'à la fin de 1983 les tarifs spéciaux ferroviaires appliqués par les chemins de fer allemands aux transports de produits CECA en Suisse. Les tarifs tarifaires seront rapportés aux tarifs

normaux devant être diminués de 25 %, le 1er janvier des années 1982, 1983 et 1984. Ces tarifs spéciaux seront appliqués en juillet 1978 afin de faciliter la restructuration et l'adaptation des industries de la barre aux nouvelles conditions de concurrence créées par la canalisation des voies fluviales vers les bassins voisins, notamment la canalisation de la Moselle.

PARLEMENT EUROPEEN. — Le projet de budget 1979 des Communautés européennes a été voté le 20 octobre à Luxembourg en première lecture par l'Assemblée parlementaire européenne qui l'a amendé dans le sens d'une augmentation de près de 10 %. Plus de trois cents amendements ont été votés par les parlementaires dans le cadre d'une procédure très simplifiée.

Le projet de budget total soumis par le conseil des ministres s'élève à environ 70 milliards de francs français. Les secteurs essentiellement touchés par les augmentations prévues par l'Assemblée sont les Fonds régionaux et sociaux, l'énergie, la coopération et l'aide alimentaire.

AUTRES ORGANISATIONS POSITIONNEES

Association du transport aérien international

À l'Assemblée annuelle : réforme du fonctionnement de IATA

Les représentants de quatre-vingt-trois (sur 100) compagnies aériennes membres de l'Association du transport aérien international (IATA), réunis du 13 au 15 novembre à Genève pour leur vingt-quatrième assemblée annuelle, ont approuvé la réforme du fonctionnement de l'association et en particulier de son processus de fixation des tarifs ; les recommandations du comité exécutif de l'IATA ont été entérinées à main levée par 70 % des participants.

L'assemblée générale extraordinaire de l'IATA, réunie au mois de juillet dernier à Montréal, avait donné son accord de principe à cette réforme qui permet aux membres de l'association une plus grande liberté de manœuvre dans l'établissement des tarifs aériens de manière à mieux répondre aux sollicitations du marché et notamment à la concurrence des transporteurs à la demande.

Desormais, l'adhésion aux activités commerciales de l'IATA repose alors que la participation à ses activités tarifaires devient facultative. Même dans le cadre d'un accord multilatéral, le droit est reconnu à deux compagnies aériennes de négocier entre leurs pays respectifs des « tarifs différenciés », c'est-à-dire des changements intervenant dans les conditions du marché.

Les principaux points de la restructuration des activités de coordination des tarifs sont les suivants :

- Redéfinition des divisions et subdivisions des tarifs de fret, ainsi que des procédures de vote pour permettre un consensus plus efficace des propositions de « marketing » dans les régions géographiques de plus faible superficie ;
- Introduction de procédures permettant aux transporteurs d'établir lorsque cela est nécessaire, des innovations en matière de tarif dans le bas de la gamme, en réponse à une évolution des conditions du marché ;
- Moyens améliorés pour faciliter la signature d'accords limités ;
- Élimination de réglementations désuètes, en particulier dans le domaine des services à bord ;
- Modification du programme relatif au contrôle de l'application des règlements de façon à insister davantage sur les mesures préventives que sur les mesures répressives.

Présentant le rapport annuel de l'IATA sur la situation de l'industrie du transport aérien en 1978, M. Kurt Hammarstrand, à la fois président de l'IATA et directeur de la compagnie suédoise SAS, a souligné que le trafic passagers a augmenté d'environ 10 % et celui du fret de 13 %. Les vols réguliers ont accru leur clientèle de 12 %, mais les « charters » ont vu leur chiffre passer de 18 % à 22 %.

Sur l'Atlantique nord, l'augmentation de la clientèle est de l'ordre de 2 %, en dépit de la « guerre des tarifs » que se livrent sur cette route les compagnies régulières et les charters. Dans le monde, la principale augmentation de trafic concerne le Proche-Orient.

Le transport d'un demi-million de passagers, de 8 milliards de tonnes de fret et de huit milliards d'objets postaux rapportés, l'an dernier, a généré 49,5 milliards de dollars aux compagnies, qui ont réalisé un bénéfice net de 1 milliard de dollars.

C'est la deuxième année consécutive que les compagnies européennes bénéficient, mais le directeur de l'IATA relative qu'elles auront besoin de 30 milliards de dollars d'ici à 1986 pour moderniser leur flotte, et il exhorta que cela soit possible seulement par autofinancement.

Comité intergouvernemental pour les migrations européennes

Quarante-deuxième session du conseil

Le conseil du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIMÉ) a tenu sa quarante-deuxième session annuelle à Genève les 13 et 14 novembre. Il a approuvé le programme et le budget révisé pour 1978 d'un montant total de 36,24 millions de dollars et confirmé l'appel lancé par le directeur du CIMÉ pour obtenir des fonds supplémentaires afin de résorber les déficits prévus (412 000 dollars pour la partie administrative et 500 000 dollars pour la partie opérationnelle). En ce qui concerne le programme de budget pour 1978, le conseil, reconnaissant la difficulté de prévoir à l'avance un taux de change pour le dollar, a pris note que le montant total des dépenses actuellement prévues a été arrêté à 40,82 millions de dollars.

M. John F. Thomas, directeur du CIMÉ, a informé le conseil que le nombre de migrants et de réfugiés assurés par le CIMÉ en 1978 se situent aux environs de 85 000. Ce chiffre comprend quelque 20 000 personnes autorisées à quitter l'Union soviétique. En outre, 20 000 réfugiés indochinois seront éligibles au statut de réfugiés en 1978. En 1978, le CIMÉ prévoit d'assister quelque 80 000 migrants et réfugiés. Les réfugiés indochinois seront les plus nombreux (17 000) à bénéficier des services du CIMÉ. On prévoit que la France, selon les présentes estimations, 28 500 réfugiés de l'Est européen émigreront avec l'aide du CIMÉ, dont environ 24 000 juifs autorisés à quitter l'Union soviétique.

Conseil de l'Europe

Vers l'adoption d'une charte culturelle européenne

Les ministres responsables des affaires culturelles des vingt-deux Etats signataires de la convention culturelle du Conseil de l'Europe, réunis à Athènes du 24 au 26 octobre, ont décidé de mettre à l'étude un projet d'adoption d'une charte culturelle européenne destinée à renforcer les composantes culturelles de la société européenne, ainsi qu'à affirmer et à sauvegarder son identité culturelle spécifique. Selon ces ministres, le charte devrait tenir compte des développements intervenus dans la société européenne, notamment en ce qui concerne la participation du public à la planification culturelle, les innovations technologiques, les changements dans les modes de vie ainsi que la diversité des cultures régionales.

DRONTS DE L'HOMME. — La cour européenne des droits de l'homme a tenu le 24 octobre ses audiences dans l'affaire Marckx contre la Belgique, qui concerne les dispositions du code civil belge relatives au statut des enfants nés hors mariage.

Le 27 octobre, la chambre constituée pour l'examen de l'affaire Sunday Times a décidé à l'unanimité de rejeter les conclusions de la cour plénière avec effet immédiat. Elle a constaté que la loi britannique soulève des questions graves touchant à l'interprétation de la convention européenne des droits de l'homme.

REUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Les ministres des affaires étrangères des vingt pays membres du Conseil de l'Europe se réunissent à Strasbourg le 23 novembre pour examiner les questions soulevées par l'acte relatif à la coopération européenne, le statut de l'homme et l'évolution des droits (individuels), et travaux de la prochaine conférence tripartite sur l'emploi prévue en avril 1979 à Oslo.

Organisation des Etats américains

La politique américaine en matière d'importation de viande

Le conseil permanent de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) a adopté le 30 octobre une résolution soulignant les inquiétudes des producteurs de viande d'Amérique centrale devant l'adoption, par le Congrès américain, d'un projet de loi sur les importations de viande des Etats-Unis. Le conseil permanent relevait l'incompatibilité juridique de ce texte.

AVIGNON

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allée au prestige de ses monuments anciens l'énergie soignée d'une jeune cité qui, dans un élan sans relâche, poursuit son avenir.

ELLE VOUS OFFRE

IPA. ATZINGER

- LE PALAIS DES PAPES ; LE PONT SAINT-BENNET ; populaire à travers le monde par la légende et la chanson, ses nombreux édifices civils et religieux ;
- LES TRÉSORS DE SES MUSÉES ;
- DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS A TRAVERS LA PROVENCE ;
- LES FÊTES TRADITIONNELLES (danses et vieilles traditions) ;
- UN FESTIVAL DRAMATIQUE (12 juillet - 12 août). Théâtre chorégraphique, cinéma, musique ;
- DES SALES DE REUNION ;
- DES SERVICES REGULIERS DE TRAINS « auto-couchettes » aller et retour au départ de PARIS, STAPLES (Le Touquet), BRUXELLES, LIEGE, BRUXELLES, AMSTERDAM, DUISBURG, HAMBURG, KARLSRUHE ;
- SON IMPORTANT MARCHÉ QUOTIDIEN DE FRUITS ET PRIMIERS ;
- DES SATISFACCTIONS GASTRONOMIQUES et des vins de grand cru (Châteauneuf, Fave, Côte-du-Rhône, Gigondas, Tavel, etc.) ;
- LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec son équipement pour toutes les manifestations et congrès, ses grandes et luxueuses salles de conférences, de restaurant, son lumineux jardin ;
- VISITES AVIGNON — Le Souvenir de Jole —

Renseignements : Maison du Tourisme, cours Jean-Jaures.

avec les articles 2, 29, 34 et 37 de la charte de l'O.E.C.E. En même temps, il contestait le bien-fondé du texte sur le plan économique, reprenant la notion de préjudice que les Etats-Unis avaient eux-mêmes choisie d'inclure dans leur législation.

Le 9 novembre, conformément aux vœux du conseil permanent, le président Carter a décidé d'opposer son veto à ce projet de loi.

EDUCATION, SCIENCE ET CULTURE. — La commission exécutive permanente du Conseil inter-américain de l'éducation, de la science et de la culture (C.I.E.S.C.) s'est réunie le 9 novembre à Washington pour examiner le projet d'une déclaration des Etats-Unis visant à réduire leur contribution financière (de 2 000 000 à 5 000 000) en faveur des programmes régionaux du C.I.E.S.C.

FEMMES. — La dix-neuvième assemblée annuelle de la commission interaméricaine des femmes a été tenue à Washington du 26 octobre au 3 novembre. Les travaux ont porté principalement sur le thème régional d'action pour la Déclaration de la femme. Une vingtaine de résolutions ont été adoptées et ce sont :

COOPERATION AVEC L'ESPAGNE. — Le programme de coopération pour le développement en faveur des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, mis au point par l'O.E.C.E. et le gouvernement espagnol, a donné lieu à une première réunion commune à Washington du 20 au 23 octobre. La délégation espagnole dirigée par l'économiste J. A. Aguirre a présenté ses propositions de l'O.E.C.E. tant en ce qui concerne le programme spécial de coopération que les droits de l'homme.

DRÖITS DE L'HOMME. — La commission des droits de l'homme de l'O.E.C.E. a pris connaissance le mois dernier des conclusions de la mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour se renseigner sur la situation des droits de l'homme. La commission a sévèrement condamné les abus de la procédure de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pendant et après la guerre civile de septembre dernier.

Pacte de Varsovie

Session du comité politique consultatif

Le comité politique consultatif du pacte de Varsovie a réuni à Moscou les 22 et 23 novembre les chefs des partis communistes des sept pays membres (République démocratique d'Allemagne, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, U.R.S.S.). Le directeur général du pacte, M. Firsirotu, secrétaire général de l'Organisation, a ouvert la séance en soulignant le rôle de la déclaration de principes sur la solidarité avec les peuples luttant contre l'impérialisme et sur le problème du Proche-Orient. En outre, il a dénoncé les « tendances dangereuses signalées dans les développements internationaux... issues des tentatives des milieux impérialistes d'utiliser le problème des droits de l'homme en vue de s'ingérer dans les affaires intérieures des pays socialistes et d'autres Etats ».

Le chapitre consacré à la coopération entre les pays socialistes exprime la détermination d'« étendre et perfectionner leurs rapports multiformes ». On ne trouve pas mentionnée dans la déclaration ni dans la communication finale, de la moindre divergence d'opinion à laquelle, cependant, certaines déclarations postérieures à cette réunion sembleraient faire allusion.

La Déclaration fait valoir l'importance de la conclusion d'accords entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis sur la limitation des armements stratégiques. « L'aboutissement rapide des négociations soviéto-américaines sur le deuxième accord prévoyant la limitation des armements stratégiques offensifs et le passage à la conclusion de nouveaux accords portant sur leur réduction auraient une très grande importance. On doit y attirer l'attention des puissances nucléaires », lit-on dans le document.

Les Etats représentés à la conférence se sont prononcés pour faire aboutir au plus vite les négociations sur d'autres aspects de la limitation et de l'arrêt de la course aux armements.

Quant aux propositions formulées, elles visent aux mesures suivantes : — Conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les rapports internationaux prévoyant notamment l'interdiction de l'usage des armes nucléaires ; — strict respect par tous les pays membres de la Conférence européenne de l'engagement pris à ne pas user de la force ou de la menace de la force dans leurs rapports ; — mise en œuvre de la proposition suivante : tous les pays ayant participé à la Conférence européenne s'engagent à ne pas faire usage des premiers d'armes nucléaires les uns contre les autres ; les pays de l'O.T.A.N. et les pays du traité de Varsovie n'augmenteront pas le nombre des armes de leur arsenal nucléaire et les opérations de manœuvres militaires des deux parties en Europe sont limitées à 50 000-60 000 hommes, et les mesures de confiance concertées à la Conférence européenne englobent la région de la Méditerranée ;

— Mesures en vue de renforcer les garanties de la sécurité des pays non nucléaires, dont le renforcement à l'usage des armes nucléaires contre les pays qui ne les possèdent pas et ne les ont pas en leur territoire, tout comme le renforcement à l'installation des armes nucléaires sur les territoires des pays où elles ne sont pas installées actuellement.

Ajoutons que les participants confirment dans leur Déclaration, leur volonté de donner plus de consistance à l'Organisation du traité de Varsovie parallèlement à la dissolution de l'O.T.A.N. et réaffirment leurs positions de principe sur la solidarité avec les peuples luttant contre l'impérialisme et sur le problème du Proche-Orient. En outre, ils dénoncent les « tendances dangereuses signalées dans les développements internationaux... issues des tentatives des milieux impérialistes d'utiliser le problème des droits de l'homme en vue de s'ingérer dans les affaires intérieures des pays socialistes et d'autres Etats ».

Le chapitre consacré à la coopération entre les pays socialistes exprime la détermination d'« étendre et perfectionner leurs rapports multiformes ». On ne trouve pas mentionnée dans la déclaration ni dans la communication finale, de la moindre divergence d'opinion à laquelle, cependant, certaines déclarations postérieures à cette réunion sembleraient faire allusion.

Union de l'Europe occidentale

Vingt-quatrième session de l'Assemblée

La deuxième partie de la vingt-quatrième session ordinaire de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) s'est tenue à Paris du 20 au 23 novembre. L'Assemblée a notamment adopté le rapport présenté par M. Jacques Barrot (P.R.F., France) sur la limitation des armements stratégiques, indiquant que la sécurité de l'Europe doit rester fondée sur « une dissuasion nucléaire crédible ».

s'appuyant sur les forces nucléaires américaines, britanniques et françaises et préconisant « une politique de défense européenne commune fondée sur la dissuasion ». par dix-huit voix contre neuf et avec vingt abstentions, le rapport présenté par M. J. Crilley (Union européenne, Grande-Bretagne) sur une politique européenne d'armements a également été adopté ; ce texte recommande que « la restructuration de l'industrie européenne d'armement interviennent dans le cadre de la Communauté européenne ». Les communistes français et italiens et les élus R.P.R. ont voté contre.

Le 23 novembre, répondant à diverses questions, ont été mis en doute la volonté allemande de ne pas devenir une puissance nucléaire militaire (engagement pris par la République fédérale d'Allemagne en signant en 1954 le traité de l'U.E.O.), Mme Hanum-Brucher, ministre d'Etat, a déclaré que son pays ne souhaitait pas un « établissement » de cette organisation et que « l'idée que l'Allemagne fédérale servirait d'hôte au maintien de l'U.E.O. parce que le traité de Bruxelles lui impose une prohibition à l'arme nucléaire est totalement dépourvue de fondement ».

AGENCE DE COOPERATION CULTURELLE ET TECHNIQUE. — Perénisée par vingt-neuf pays qui utilisent la langue française, une résolution visant à confier à l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.) le statut d'observateur auprès des Nations unies a été adoptée le 9 novembre par l'Assemblée générale de l'U.N. (Programme de recherche et d'enseignement en matière de coopération internationale). L'A.C.C.T. a pris part à cette conférence aux travaux et aux sessions de l'Assemblée générale de l'U.N. en tant que bureau consultatif. Cette première expérience du G.A.R.P. prévu pour un 10 décembre 1978 et le 21 novembre 1978 — doit permettre d'améliorer la compréhension du processus énergétique de l'atmosphère et les méthodes de prévision de l'évolution de la circulation atmosphérique générale.

COMMISSION EUROPEENNE DE L'AVIATION CIVILE. — La Commission européenne de l'aviation civile (C.E.A.C.), créée par le traité de l'Union de l'Europe occidentale, a tenu sa vingt et unième session à Paris du 20 au 23 novembre 1978. Elle a examiné le rapport de son directeur général, M. Jean-Louis Hubert, sur le développement de l'aviation civile dans l'Union de l'Europe occidentale. Le rapport souligne l'importance de la sécurité et de la régularité des services aériens et propose des mesures pour améliorer la situation.

ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD. — Le troisième satellite de télécommunication OTAN Phase III, développé par l'U.S. Air Force, a été livré à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) le 15 novembre. Ce satellite permettra d'améliorer la coordination des opérations militaires de l'OTAN.

ORGANISATION DU TRAITÉ CENTRAL. — La Conférence des Etats membres de l'Organisation du traité central (C.E.O.), réuni du 20 au 23 octobre à Islamabad (Pakistan), a adopté un plan de projet communautaire pour les pays du C.E.O. et a décidé de contribuer au développement régional et d'accroître la productivité nationale.

ORGANISATION DU TRAITÉ CENTRAL. — Le sous-comité de l'agriculture de l'Organisation du traité central (C.E.O.), réuni du 20 au 23 octobre à Islamabad (Pakistan), a adopté un plan de projet communautaire pour les pays du C.E.O. et a décidé de contribuer au développement régional et d'accroître la productivité nationale.

CROIX-ROUGE. — En octobre dernier, le Comité International de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a indiqué que la situation de quelques cinquante mille familles déplacées, ayant fui le conflit de la province de Bengale, était préoccupante ; trois millions de francs suisses étaient nécessaires pour couvrir les achats de secours et les frais opérationnels pour les prochains mois. Un appel a été lancé à cet effet aux gouvernements et aux sociétés nationales le 17 octobre.

Le 21 octobre, toutes les autorités du C.I.C.R. ont pu visiter au Nicaragua sept camps détenus à Managua et sept autres détenus dans des lieux de détention de la capitale et de la province (notamment à Estelí, Leon, Jinotega, Masaya et Diriamba). Trois détenus se sont en outre rendus au Costa-Rica pour visiter des camps abritant des réfugiés nicaraguayens, dont un certain nombre d'internés civils.

Le 24 novembre, toutes les autorités du C.I.C.R. ont pu visiter au Nicaragua sept camps détenus à Managua et sept autres détenus dans des lieux de détention de la capitale et de la province (notamment à Estelí, Leon, Jinotega, Masaya et Diriamba). Trois détenus se sont en outre rendus au Costa-Rica pour visiter des camps abritant des réfugiés nicaraguayens, dont un certain nombre d'internés civils.

ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME. — Une conférence mondiale sur le tourisme a été tenue à Madrid (Espagne) du 22 au 25 octobre. Elle a examiné le rapport de son directeur général, M. Roberto Urrutia, sur le développement du tourisme mondial. Le rapport souligne l'importance de la sécurité et de la régularité des services touristiques et propose des mesures pour améliorer la situation.

ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME. — Une conférence mondiale sur le tourisme a été tenue à Madrid (Espagne) du 22 au 25 octobre. Elle a examiné le rapport de son directeur général, M. Roberto Urrutia, sur le développement du tourisme mondial. Le rapport souligne l'importance de la sécurité et de la régularité des services touristiques et propose des mesures pour améliorer la situation.

ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME. — Une conférence mondiale sur le tourisme a été tenue à Madrid (Espagne) du 22 au 25 octobre. Elle a examiné le rapport de son directeur général, M. Roberto Urrutia, sur le développement du tourisme mondial. Le rapport souligne l'importance de la sécurité et de la régularité des services touristiques et propose des mesures pour améliorer la situation.

ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME. — Une conférence mondiale sur le tourisme a été tenue à Madrid (Espagne) du 22 au 25 octobre. Elle a examiné le rapport de son directeur général, M. Roberto Urrutia, sur le développement du tourisme mondial. Le rapport souligne l'importance de la sécurité et de la régularité des services touristiques et propose des mesures pour améliorer la situation.

EXPANSION CAPITALISTE ET POUVOIR POLITIQUE

De l'unification de l'Allemagne sous Bismarck à l'écroulement du III^e Reich, il n'est peut-être pas dans l'économie allemande de meilleur exemple que celui de l'industrie chimique pour illustrer les relations entre grand patronat et pouvoir politique. A partir de 1856, année où les découvertes du jeune chimiste anglais William Henry Perkin allaient

I. G. FARBEN ET LE III^e REICH

Par FREDERIC F. CLAIRMONTE
Le champ d'opérations dépassait déjà l'empire territorial de l'Allemagne impériale. Joseph Borkin, auteur de The Crime and Punishment of I.G. Farben (1), fut le principal conseiller juridique des Nazis de la division antitrust du département américain de la justice (1938-1946). Il apporte dans son livre une documentation très fouillée sur les ascendances d'I.G. Farben, dissimulées dans les relations avec le pouvoir jusqu'en 1945 et après. Sans I.G. Farben et le charbon, disait Gustav Stresemann, sans la République de Weimar, je ne puis être ministre. (L.P.R., France) sur la limitation des armements stratégiques, indiquant que la sécurité de l'Europe doit rester fondée sur « une dissuasion nucléaire crédible ».

Des hommes d'affaires normaux...

Le petit village polonais d'Auschwitz avait été choisi par Krauch lui-même pour constituer l'un des éléments de ce complexe. Les installations industrielles d'I.G. Farben à Auschwitz fonctionnèrent grâce au travail de gens réduits en esclavage, leur financement étant assuré exclusivement par I.G. Farben au coût de la vie de millions de citoyens allemands ; elles avaient un camp de concentration à leur disposition particulière. Les premières exécutions massives, réalisées à titre expérimental — et que le plus grand commandant de la commanderie Hoes, avec du Zilou B et sous la supervision de « chimistes diaboliques », comme disait plus tard l'inspecteur en chef des camps, le général Taylor, furent réalisées en août 1941. Les portes de la mort s'ouvrirent alors toutes grandes devant des victimes de tous âges, de toutes nationalités et de toutes races, sans discrimination.

à proximité de l'Etoile
● immeuble de qualité
● 9 étages : studios - 2 et 3 pièces, avec balcons et terrasses
● parkings
RESIDENCE ETOILE
Wagram 2
22 bis/24, avenue de Wagram - Paris 8^e
Réalisation FONCIERE DES CHAMPS-ELYSEES/PROMOTION
144, av. des Champs-Élysées - Paris 75008 - Tél. 359.68.96

Joseph Borkin, auteur de The Crime and Punishment of I.G. Farben (1), fut le principal conseiller juridique des Nazis de la division antitrust du département américain de la justice (1938-1946). Il apporte dans son livre une documentation très fouillée sur les ascendances d'I.G. Farben, dissimulées dans les relations avec le pouvoir jusqu'en 1945 et après. Sans I.G. Farben et le charbon, disait Gustav Stresemann, sans la République de Weimar, je ne puis être ministre. (L.P.R., France) sur la limitation des armements stratégiques, indiquant que la sécurité de l'Europe doit rester fondée sur « une dissuasion nucléaire crédible ».

COMMANDEZ DIRECTEMENT TOUS VOS LIVRES FRANÇAIS LIBRAIRIE CENTY (ancienne Librairie DELAMAIN) 4, rue des Ecoles 75005 PARIS
Sur simple demande envoi gratuit de notre bulletin « Les Livres du mois »

Les Mémoires de L'A
O. N. Pour évaluer qu'il n'est pas étonnant pour la...
TIERS
IMPÉRIALISME ET DEVELOPPEMENT EN AMÉRIQUE LATINE
EUROPE
M.O. Levy
Paris-Gembloux

كتابنا من الأصل

Les Mémoires de Mathieu Dreyfus L'Affaire et nous

Par YVES FLORENNE

On peut s'étonner qu'il ait fallu attendre trois semaines...

Sur les faits, les actes, et sur leur engagement à la fois inévitable et fatal...

Il n'écrit pas, tout cela est connu, mais en le redécouvre sous un éclairage nouveau, humain, familial, avec un homme qui découvre lui-même...

Pour Mathieu Dreyfus, il ne s'est toujours agi que de faire rendre justice à un homme...

la justice, la vérité. Mais ceux-ci, comme celui-là, ont refusé de faire une abstraction...

Aujourd'hui telle affaire en cours, rejoignant les tentatives pour nier les génocides nazis...

Mais l'antisémitisme n'est qu'un aspect du racisme, et il peut en être le masque...

La raison d'idéologie se substitue à la raison d'Etat, et l'idéologie se substitue à la raison d'Etat...

(1) Robert Gauchier, Dreyfusisme I, éd. Julliard, coll. « Archéologie », 1968. (2) Mathieu Dreyfus, L'Affaire, telle que je l'ai vécue, Grasset, Paris, 1978, 312 pages, 49 F.



L'impact du colonialisme français

« MAURITANIE 1900-1975 » de Francis de Chassey

POURSAUVANT son ambition de projet d'écrire une sociologie historique exhaustive...

reproduction de domination coloniale.

Après l'indépendance en 1960, le système néo-colonial a réussi à prendre pied en Mauritanie...

Si le cas de la Mauritanie est spécifique, l'auteur estime qu'il n'est nullement unique...

La portée de cet excellent ouvrage dépasse de loin les frontières de la seule Mauritanie...

TIERS-MONDE

DEPENDANCE ET DEVELOPPEMENT EN AMERIQUE LATINE

Cardoso et Enzo Faletto. * PUF, coll. « Politiques », Paris, 1978, 224 pages, 53 F.

dans un certain nombre de cas, l'Etat entreprend l'extension du secteur public...

PAUVRES CHERIS

* Le Centaure, Paris, 1978, 122 pages, 39 F.

EUROPE

SAUVER L'EUROPE

* Editions Durocher, Paris-Gembloux, 1978, 206 pages, 44 F.

CHYPRE

* Edif. Anthropos, Paris, 1978, 265 pages, 45 F.

COLOQURE

* L'expérience soviétique et le problème national dans le monde (1920-1930)...

ASIE

INDO, LES PARIAS DE L'ESPOIR

Denis von der Weid et Guy Poitevin. * L'Harmattan, Paris, 1978, 224 pages, 45 F.



Une grande première dans l'Édition. UNE ŒUVRE CONSIDÉRABLE. Il ne faut pas s'y tromper. Par sa dimension, son unité et son exceptionnelle qualité...

LE MONDE DIPLOMATIQUE

INTERROGATIONS

L a recherche en sciences sociales est, aujourd'hui en France, dans une situation paradoxale qu'avaient naguère excellemment caractérisée deux des meilleurs sociologues de la jeune génération : « Jamais les recherches n'ont été aussi nombreuses, mais jamais la société française ne s'est aussi mal connue » (Pierre Grémion et Jean-Pierre Worms). C'est vrai depuis longtemps, et cela demeure.

Il est inutile d'accuser les budgets ; ils sont, par définition, insuffisants. Et pas davantage, en tout cas sans nuances, les modes d'organisation de la politique scientifique : leur destin est d'être sans cesse à la poursuite de la formule idéale, celle du meilleur emploi des ressources. Non. Ce qui est en question est plus profond et plus préoccupant : il s'agit de la relation entre la recherche sociale et la société que'elle s'exerce à la fois au travers des discours dominants et des attentes — on absences d'attentes — de la masse de la population. Une société à la recherche quelle mette. Il convient alors d'attirer l'attention sur deux pièces du dossier qui sont rarement évoquées à ce propos.

La première concerne le choix des thèmes : il y a des sujets tabous. Beaucoup trop, et surtout — ce n'est pas hasard — qui concernent des problèmes déterminants pour l'avenir de notre société.

La seconde intéresse le sort fait au chercheur dans une société d'appareils où bureaucraties de la recherche et équipes de chercheurs, relayés ou non par des syndicats, détiennent le plus clair de leurs énergies et de leurs talents en d'épuisantes procédures de reproduction de leurs propres organisations, grandes ou petites.

Le thème qui gêne est interdit. L'individu qui s'agit chose à dire est découragé de le faire. Il ne cessera pas à la limite de se tait. Mais faisons comme si, l'espace d'un article.

L arrive à un président de tribunal d'user de son pouvoir discrétionnaire pour signifier à un avocat que telle question ne sera pas posée à l'audience. Tout se passe comme si, au matière de recherche sociale, fonctionnait, dans l'ombre et anonymement, un pouvoir d'empêcher. En voici trois exemples, les deux premiers avérés, le troisième spéculatif.

Un certain bruit fut provoqué au début de 1975 par les économistes de l'Institut de l'énergie de Grenoble. Dans une brochure intitulée Alternatives au nucléaire, ils mettaient respectivement en question certains des grands choix énergétiques effectués depuis la guerre, en établissant que c'est, en fait, le producteur d'électricité qui « baptise demande d'électricité la loi de croissance ». de sa propre production. Eau livrée. Il était tentant de chercher à mieux le débattre en faisant l'histoire des prévisions énergétiques depuis trente ans et spécialement de celles qui ont aidé — 0 combien — à justifier la mise en place du programme électronucléaire : était du même coup retracer l'histoire d'un très petit nombre de groupes de pouvoirs et de leur mode d'insertion dans l'appareil d'Etat et dans celui des industries de pointe. Ainsi fut rédigé, avec toutes les précautions — voire les cautions — nécessaires en pareil cas, un projet d'étude. Ainsi fut-il soumis à une instance de recherche réputée, à très juste titre, pour l'impartialité de ses options.

Rien n'y fit. Du moins un des adversaires du projet eut-il l'honnêteté de déclarer inopportun un soutien financier de l'Etat à un projet qui risquerait de jeter d'incertitudes lumineuses sur la genèse de certains choix « collectifs ». Comme toujours, on peut et on doit faire observer que ce n'est pas de l'argent de l'Etat qu'il s'agit, mais de celui des contribuables, et que ceux-ci peuvent désirer être informés — à leurs frais — de ce qu'on a fait de leur argent. Mais l'organisation des désirs des contribuables, à supposer qu'ils en aient, n'est pas, comme on sait, inscrite dans les textes.

Autre exemple, livré également par une publication pionnière — celle d'un livre blanc sur le sous-prolétariat de France, diffusé au début de l'an dernier par l'association Aide à toute détresse. Il s'agit de la condition de deux millions de nos concitoyens. Ils ne sont pas seulement condamnés, depuis des générations, à une existence indigne. Ils sont aussi, depuis toujours, « les oubliés de la recherche » (Aline de Vos). Au reste, ils n'ont qu'à peine une existence officielle. Souvent négligés dans les recensements, souvent dépourvus d'affiliation au plus frustre des régimes de protection sociale, sans emploi régulier, ils n'ont pas, comme chacun de nous, ces numéros et ces bouts de carton

D ANS la mesure où la recherche sociale n'a pas encore touché le ou à l'obscurantisme, où l'on voit celui-ci sans cesse rouvrir sa bouche d'ombre, ce n'est pas seulement parce qu'il subsiste, sur des points-clés de la connaissance qu'on attendrait d'une société sur elle-même, des interdits.

C'est aussi que trop de chercheurs sont encombrés de problèmes de recherche — de la meilleure insertion possible, aux meilleures conditions, dans des organisations censées leur procurer garanties de carrière et sécurité d'emploi. Ce qui serait défendable si ces organisations étaient en nombre convenable, si elles offraient des postes en quantité suffisante, si enfin elles étaient,

cialiste et, lorsqu'il existe, par le généraliste lui-même ? Bertrand de Jouvenel relevait dès longtemps la prégnance d'une « évolution sociale de plus en plus dépourvue de tout caractère indépendant, n'importe le domaine, et donc y compris celui des activités intellectuelles. Il est donc clair que les intellectuels, dont le nombre ne cesse de croître, sont voués à l'intégration dans des organisations... c'est-à-dire, pour parler clair, à l'intégration dans des hiérarchies de pouvoirs, de sorte que, pour recopier Jean Chesneau, « la carrière du chercheur, ses satisfactions morales mais aussi son plaisir matériel dépendent entièrement de ces mécanismes d'avancement, de ces allocations de crédits, de ces modes d'accès à la notoriété, et donc toujours du pouvoir de ceux qui sont en haut de la hiérarchie ». Et aussi de ceux qui contrôlent les différents échelons de celle-ci : s'il n'y avait que les patrons, les caquies, dans le chercheur au vrai ne souffre pas toujours, sauf pour son bien ! Mais il y a aussi et de plus en plus, semble-t-il, les intermédiaires ; les petits chefs, dont chacun est doté de sa clientèle affectée et fixée. Ceux-ci font mal. Trop de centres de recherche offrent à cet égard des spectacles affligeants dont on ne sait quelle réorganisation pourra jamais les dériver.

Sans doute n'en est-on pas à l'époque où, après mai 1968, il fallait inventer des programmes singuliers pour permettre aux chefs de bandes d'associer leur instinct de domination. On vit alors l'« interdisciplinaire » prendre, dans plus d'une grande organisation de recherche, d'étonnantes visages : de ce côté les trottoirs toutes disciplines confondues ; à l'autre bout du bâtiment, le plus loin possible, les communistes orthodoxes ; entre les deux, les différents groupes — interdisciplinaires, toujours — de gauchistes, de stalinien mal repents, de marxistes, voire d'« autonomes » avant la lettre.

A u gré des reflux successifs des dernières versions du romantisme révolutionnaire, se sont aujourd'hui installés des olivages plus subtils mais sans doute plus tenaces. Un des moindres n'est pas celui que s'épore, pour reconstruire d'habileté selon les cas les hiérarchies officielles, le recours à la psychanalyse. Tous grades et toutes disciplines confondues, il y a désormais les pauvres types, les marionnettes, les dresseurs : ceux qui ont négligé d'entrer en religion. Puis viennent les analystes ; ceux qui « y » sont. Au-dessus, ceux qui « en » sont pour en avoir été ; les analystes. An-dessus encore, ceux qui jadis ont entendu que c'est fait ; qu'ils vont à leur tour accéder au pouvoir de tarifier leurs silences.

Au langage naguère si répandu, celui du marxisme vulgaire, se substitue de plus en plus la vaine parole d'un freudisme de basar. Il n'est pas certain que la qualité de la recherche gagne au change. Mais du moins, dans cette uniformisation de discours, les organisations sont-elles sauvées ; comme si c'était, en effet, l'essentiel.

Est-il temps encore de réagir ? C'est Georges Balandier qui le souligne : « Il ne s'agit pas de tirer la conclusion d'un retour à une activité d'artisan ou de solliciter, mais d'inventer à nouveau les formes de l'organisation de la recherche sociale. En d'autres termes, plus de légitimité aux « machines à chercher », en suscitant les petites unités à forte capacité inventive, en ne laissant pas dériver l'entreprise des isolés. La persistance des organisations n'est pas propice à la grâce de la découverte ».

Un moment où paraissent s'affirmer, au niveau de la politique de la recherche tout entière, des orientations susceptibles d'aller dans ce sens, formons ou le vœu que les sciences sociales, ingouvernables par nature à défaut d'être subversives par destination, ne soient pas une fois encore oubliées par les réformes nécessaires. A moins que l'on ne souhaite ici ou là « organiser », avec toute la discrétion qu'il s'impose pour un projet aussi honteux, le règne de l'obscurantisme, baptisé recherche, mais du moins avec un grand « R ».

Avis de recherche

Par ANDRÉ-CLÉMENT DECOUFLÉ *

à produire pour témoigner du statut de citoyen à part entière.

Pourquoi s'occuper de les étudier... Les instances officielles n'ont pas à étudier les phénomènes d'extrême pauvreté ; supposer qu'ils existent, elles ont à prendre les mesures adéquates pour les éliminer d'une société en marche vers l'abondance. Mais il se trouve que ces phénomènes sont plus que simplement « existants » : ils s'ancrent, au cœur et en marge d'une société qui ment sur l'usage qu'elle fait de ce qu'elle eruit être ses richesses, un peuple. Celui-là même qui témoigne depuis des générations des impuissances de la société industrielle et marchande. On comprend mieux de la sorte qu'il soit impératif de faire silence sur cette situation. Il n'est que juste d'ajouter que cela, c'était bien, et que la situation commence à changer. Il y faudra encore beaucoup d'efforts. De recherche, pour commencer.

DERNIER exemple, plus spéculatif : en forme de vœu énoncé à l'adresse d'une mission d'étude des problèmes du chômage qui vient d'être constituée avec des moyens qu'on assure appropriés. Dans la mesure où il s'agit, officiellement, de dire la vérité aux Français sur la nature et l'évolution d'un phénomène économique et social désormais à part entière, on peut souhaiter en outre de voir mettre en évidence... le bel avenir de l'accroissement du chômage, à partir d'une analyse de la situation pour longtemps encore défavorable de la France dans la crise du capitalisme dit « avancé ».

Inflation et chômage sont les plus voyants — mais non les seuls — des coûts économiques et sociaux devant être supportés par un certain nombre de sociétés — dans la nôtre — pour financer le prix de la « restructuration » à l'échelle mondiale du néo-capitalisme improprement appelé multinational. Inflation et chômage sont les formes de la rançon que les moyennes et petites nations doivent payer pour constituer le trésor qui permet aux plus puissantes d'accroître leur domination sur elles. Il serait bon de ne pas le négier, et d'en tirer un certain nombre de conclusions relatives à l'avenir du sous-emploi. Le « retour au plein-emploi », à supposer qu'il soit possible à un horizon raisonnable, c'est, éventuellement, pour après.

pour reprendre les termes du récent rapport d'adaptation du VII^e Plan, véritablement « indépendants de l'administration et des pouvoirs ». A de très rares exceptions près, ce n'est pas le cas. Il faut donc que chacun se batte pour conforter des organisations précaires, mal adaptées, menacées dès le départ, et donc dès le départ vouées à la neutralité et au conformisme ; à la non-recherche, à l'anti-recherche.

Il est vrai. La recherche sociale est atteinte de plein fouet par ce qui tient lieu de sentiment de liberté dans la société de la fausse abondance ; l'angoisse de l'insécurité. Comment ne le serait-elle pas ? En temps de crise, les crédits de recherche sont, inévitablement, les premières victimes des « rigueurs » budgétaires.

Mais il y a aussi l'insécurité des concepts ; ils tiennent parole si peu de temps ! Pour ne pas remonter plus haut qu'une génération, combien de jeunes « découvreurs » de talent n'ont-ils pas désespéré après un premier temps d'enthousiasme, du freudomarxisme, du structuralisme, de l'analyse de systèmes ? Combien d'autres — souvent les mêmes — ont-ils vu évanouir leur rêve pseudo-révolutionnaire (mai 1968) n'acquiesce pas nécessairement de notions assez neuves pour constituer l'espoir de paradigmes de secours. J'évoquais tout à l'heure les lendemains prometteurs du sous-emploi ; je souhaiterais maintenant, sans y insister, inviter les chercheurs en sciences sociales à se situer et, si possible, à se penser eux-mêmes comme échantillon représentatif du chômage de demain. A l'exception, sans aucun doute, des spécialistes souvent douteux des sciences du comportement, et plus encore de ceux des savoirs de la régulation des comportements inconvénients en temps de crise.

COMMENT espérer, dans ces conditions, que la recherche sociale soit pour le chercheur l'occasion d'affirmer et d'épanouir des dons personnels, de leur donner une indispensable expression individuelle — ce qui n'exclut pas, tout au contraire, les travaux d'équipes (il faut seulement en finir — facile à dire — avec un certain mythe du travail d'équipe où le sacro-saint « interdisciplinaire » produit dans les faits un insipide broquet de pseudo-concepts et de méthodologies illusoirement rigoureusement inutilisables et par le spécialiste.

* Directeur du Laboratoire de prospective appliquée.

Dans ce numéro :

PAGES 2 et 3 :

L'OCCIDENT ET LES DIFFICULTÉS DE LA « STABILISATION » EN AFRIQUE AUSTRALE, par Barry Cohen.

PAGES 4 et 5 :

Guinée-Equatoriale : l'Etat des supplices, enquête d'Ignacio Ramonet.

PAGE 6 :

La « démocratique » promise à l'Argentine, suite de l'article d'Emilio Solari Rigoyen. Recherches universitaires : La « diplomatie parallèle » des syndicats américains, par Charles Zorbiga.

PAGE 7 :

Les limites des interventions de Washington en Amérique latine, par Julia Jarama. Le carnet des ambassades.

PAGES 8 et 9 :

OU EN EST LA COMMUNAUTE NOIRE AMERICAINNE ? La « Terre promise » est encore loin, par Sylvia E. Crane. — Comment fut liquidée toute une génération d'opposants, par T.D. Allman.

PAGE 10 :

La production de canne à sucre menacée en Louisiane, par Georges Frelastra.

PAGES 11 et 13 :

L'IRAN DU REFUS : La « croissance miraculeuse » et le bouleversement par Behrouz Montazeri et Khosrov Naraghi. — Puissance et ambiguïté du mouvement religieux, par Claude Van Engeland. LES « MERCENAIRES EN COL BLANC », par Michael T. Klare.

PAGES 14 à 16 :

LA CHINE DES AMBITIONS : Les nouvelles voies du développement, par Patrick Tissier. — La charnière, par Xavier Luccioni. — Suite de l'article de Jean Daubier.

PAGES 18 et 19 :

TU VAS TROP SOUVENT A HEIDELBERG, nouvelle d'Heinrich Böll.

PAGE 20 :

CINEMA POLITIQUE : Espagne, images d'une transition.

PAGE 21 à 33 :

Madagascar, la révolution paisible (supplément).

PAGES 34 à 38 :

L'activité des organisations internationales. I.G. Farben et le III^e Reich, par Frédéric F. Clairmonte.

PAGE 39 :

Les livres du mois.

Le numéro du « Monde diplomatique » de novembre 1978 a été tiré à 110 000 exemplaires.

RIVES LA GRANDE MAROQUINERIE DE PARIS 156, rue de Rivoli. Magnifique rayon d'articles de voyage, serviettes et attaché-cases chez RIVES.

